



Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

DERNIÈRE ÉDITION
INTERNATIONALE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13885 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 19 SEPTEMBRE 1989

La faucille, le croissant et le goupillon

On s'en était toujours douté, mais, parastrophes aidant, on en a de multiples preuves : la religion est vivante, bien vivante, en Union soviétique. Les religions, devrait-on plutôt dire, car cet empire d'après-guerre, cette mosaïque de peuples non convertis, est aussi divisé du point de vue religieux qu'éthnique.

Dimanche 17 septembre, ce sont plus de cent mille catholiques d'Ukraine occidentale (Galicie) qui ont manifesté à Lvov pour se rappeler au bon souvenir de Moscou et du Vatican et réclamer la légalisation de leur Eglise unie, dont Staline était parvenu à faire un bout pour la plus grande joie de l'Eglise nationale russe orthodoxe. De rite byzantin, ces quelques millions de catholiques obstinés ne veulent pas rompre avec Rome, mais ne veulent pas pour autant adopter le rite latin, qui est celui des catholiques des pays latins, nombreux surtout en Lituanie. Hier encore clandestins, ils descendent dans la rue pour demander à la fois le droit à la religion de leur choix et une plus grande autonomie de l'Ukraine.

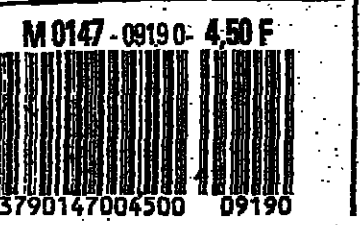
Leur première demande n'est pas près d'être satisfaite tant il est vrai que les revendications religieuses rencontrent souvent les revendications nationales et risquent d'ajouter encore à l'atomisation de l'empire. M. Gorbatchev, invité à sa naissance, ne peut pas voir d'un bon oeil le démantèlement des unités ukrainiennes, puisqu'elles réveillent la querelle d'influences qui oppose depuis des siècles dans cette région les catholiques à l'Eglise nationale russe.

Or, à quelques exceptions près, vite réprimées, l'Eglise orthodoxe russe n'a jamais beaucoup marchandé son soutien au régime en place au nom de la défense des paroissiens. Ses patriarches ne sont jamais en retard d'un ralliement et, alors qu'on assiste à une forte résurgence de l'esprit d'unité, M. Gorbatchev n'a pas hésité à infliger une humiliation supplémentaire aux princes d'une Eglise aussi soumise.

La dégel n'affecte pas que les chrétiens (sans oublier les protestants d'Estonie, les baptistes rétrogrades au service militaire, l'Eglise orthodoxe autocephale de Géorgie et celle apostolique d'Arménie). Plus difficile à observer, il agit aussi de plus en plus les Républiques musulmanes d'Asie centrale et leurs dizaines de millions d'habitants. Ici et là, les autorités civiles ont dû s'efforcer de démentir des manifestations et accepter, comme à Tachkent, le remplacement de tel ou tel hiérarque religieux connu pour sa corruption et son asservissement au pouvoir politique.

30 % des enfants russes sont baptisés, on estime que 50 % des enfants musulmans soviétiques sont circoncis, la totalité des entreteneurs de musulmans, sont religieux. A terme, ces données sont explosives. L'Union soviétique n'est-elle pas finalement le seul pays au monde où coexistent une majorité de chrétiens et une très forte communauté islamique ? Si M. Gorbatchev pense parfois au Liban, il doit avoir des sueurs froides ou bien être renforcé dans sa conviction qu'il faut à tout prix désamorcer la bombe latente en héritage par les tsars, mais dont la puissance a été multipliée par dix par Staline et sa détestable politique des nationalités.

(Lire nos informations page 3.)



Cinq morts, plus de dix mille sans-abri

La Guadeloupe dévastée par le cyclone Hugo

Le cyclone Hugo a quitté dimanche soir 17 septembre la Guadeloupe, laissant derrière lui au moins cinq morts, plus de quatre-vingts blessés, plus de dix mille sans-abri et de très importants dégâts matériels, selon le dernier bilan provisoire établi lundi matin à Paris par la Sécurité civile.

Le cyclone poursuivait, lundi matin 18 septembre, sa route dans les Caraïbes et se dirigeait vers Porto-Rico, après avoir touché les îles Vierges et fait quatre autres victimes.

Un premier avion militaire Transalpi est arrivé dimanche en fin d'après-midi en Guadeloupe avec, à son bord, une cinquantaine de militaires, de personnels médicaux et du matériel de première urgence. Trois autres avions étaient attendus dans la journée, avec notamment le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, et le directeur de la sécurité civile, M. Hubert Fontaine.

« Les sinistrés recevront dans les prochains jours une indemnité », a déclaré M. Le Pen.

La situation n'est pas la même partout. Selon les météorologues, Hugo est aussi violent que le cyclone David, qui avait frappé en 1979 la Dominique, la République dominicaine et la Floride, faisant plus de mille morts sur son passage.

(Lire page 12 les articles de notre correspondant ANDRÉ LÉGER et de YVONNE REBEYROL.)

Une enquête auprès des jeunes Français

La consommation de drogue a cessé d'augmenter

Selon une étude de l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale), la consommation de drogues illicites chez les adolescents en France s'est stabilisée ; 2,7 % des élèves de sixième et 19 % des élèves de terminale ont au moins une fois dans leur vie « touché » à la drogue, en général de la marijuana ou du haschisch.



(Lire page 12 l'article de FRANCK NOUCHI sur l'étude de l'INSERM.)

Un entretien avec M. Willy Brandt

« Il faut parvenir au maximum d'unité entre Allemands de l'Ouest et de l'Est »

Willy Brandt, soixante-quinze ans, chancelier fédéral de 1969 à 1974, a été à l'origine du rapprochement de son pays avec les pays de l'Est et la RDA. Aujourd'hui, président d'honneur du SPD et président de l'Internationale socialiste, il observe non sans inquiétude l'évolution de la situation en Allemagne de l'Est. Il plaide ici pour « le plus d'unité possible » des Allemands, un objectif qui, selon lui, ne peut se réaliser qu'avec l'assentiment des voisins de l'Allemagne et des vainqueurs de la seconde guerre mondiale.

BONN de notre correspondant

« Les événements qui viennent de se dérouler en RDA et en Hongrie, la fuite massive vers l'Ouest de plusieurs milliers de ressortissants est-allemands ont suscité émotion et interrogations, en Allemagne et à l'étranger. Comment analysez-vous cette situation ?

— Ce mouvement de fuite est certes un événement qui nous touche, sur le plan humanitaire, mais qui ne change rien au cœur du problème. Le vrai problème, c'est la RDA, qui, à la suite de la réunification, a obtenu le plein exercice de ses libertés. Mais l'expérience chinoise nous a montré que des réformes économiques ne parviennent pas à apporter une réponse à l'autre exigence des hommes : être traités comme des citoyens majeurs sur le plan politique. Si le processus de démocratisation et de reconstruction se poursuit dans cette partie du monde jusqu'à dominer par le communisme, la RDA ne pourra pas s'en tenir à l'écart. Ce n'est pas pensable.

« Ce que l'on peut aujourd'hui affirmer avec certitude, c'est que les perspectives allemandes, l'avenir des Allemands vivant dans les deux États ne peuvent pas être séparés de l'évolution de l'Europe dans son ensemble. Certains de mes compatriotes, et quelquefois nos voisins, oublient que les affaires allemandes sont de plus en plus dépendantes des affaires européennes. Des progrès de l'intégration au sein de la Communauté à l'Ouest, et de l'avancée du mouvement de réforme à l'Est.

— En ce qui concerne l'avenir des rapports entre la RFA et la RDA, vous avez déclaré récemment que l'ère du rapprochement par « petits pas » touchait à sa fin. Par quel petit pas doit être remplacé ?

— Je crois que ce que l'on a appelé la « politique des petits pas » a été un succès. Elle a facilité la vie de beaucoup de gens.

Propos recueillis par LUC ROSENZWEIG (Lire la suite page 4.)

Des fonctionnaires aux salariés de Peugeot

Les conflits de l'après-crise

Le conflit se durcit chez Peugeot. Lundi 18 septembre, des salariés du groupe devaient manifester à Paris. Le président, M. Jacques Calvet, se trouve confronté — comme le premier ministre avec les fonctionnaires — à un même problème : comment faire comprendre aux salariés la nécessité de maintenir une certaine rigueur de gestion, alors que tous savent que la crise est finie. Encore en « convalescence », l'économie française comme la firme automobile ont retrouvé la santé. L'après-crise appelle des relations sociales d'un type nouveau.

par Erik Izraelwicz

La crise est finie. Les économies industrialisées — dont la France — ont retrouvé, d'une manière durable, les chemins d'une croissance soutenue. Les experts sont de plus en plus nombreux à partager ce jugement. « Nous sommes repartis pour dix nouvelles glorieuses », nous confiait, il y a peu, l'un des principaux dirigeants du patronat français, faisant ainsi référence à la formule de Jean Fourastié sur les trente années « glorieuses » de l'après-guerre (1945-1975), période à forte croissance. Certains économistes du ministère des finances français, comme ceux du FMI (Fonds monétaire international) et du GATT (Accord général sur les échanges et les tarifs douaniers) pensent comme lui. Tous jugent qu'il n'est pas utile de divulguer la bonne nouvelle. Elle pourrait, selon eux, faire renaître des revendications corpora-

tistes et, de ce fait, casser la dynamique retrouvée.

Contrairement aux sombres prévisions des experts, les pays industriels continuent, en 1989, à enregistrer des rythmes de croissance très élevés. L'euphorie est générale : l'effondrement boursier d'octobre 1987 est complètement oublié. Annulé même : sur toutes les grandes places financières, les indices ont retrouvé des niveaux records, reflétant la bonne santé des entreprises. Dégagant de substantiels bénéfices — les résultats semestriels publiés actuellement confirment la tendance — les entreprises investissent massivement, créant des emplois, et des emplois. Les profits d'hier font les investissements d'aujourd'hui et les emplois de demain : le cercle vertueux du capitalisme semble réenclenché.

Partout, dans les pays industriels capitalistes, la croissance est forte. En Allemagne fédérale et en France elle pourrait approcher cette année les 4 % ! Globalement, après avoir crû de 5 % en 1988, la production mondiale devrait progresser, en 1989, de 3 % à 3,5 %, selon le GATT. Le volume du commerce mondial est, lui aussi, en plein boom, retrouvant ses rythmes des années 60 : 8,5 % en 1988, entre 6 % et 7,5 % en 1989. Contre toute attente et contrairement à ce qui avait toujours été observé dans le passé outre-Atlantique, la croissance américaine, retrouvée en 1982, se poursuit dans la durée (pour la septième année consécutive).

(Lire la suite page 43.)



LA TENTATION NIHILISTE
Roland Jaccard

On se lasse de tout, sauf du nihilisme...

Collection "Fragments d'histoire" dirigée par Roland Jaccard 200 pages - 60 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde ÉCONOMIE

Réinventer une politique de développement régional.
Mutations dans le tiers-monde socialiste.
Vingt ans de réforme agraire au Pérou.
La chronique de Paul Fabra : « Contrainte extérieure » et partage.
Pages 18 à 21

SPORTS

Automobilisme : la percée nipponne au rallye d'Australie.
Volley-ball : l'équipe de France avant les championnats d'Europe.
Page 22

À L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir ; Tunisie, 900 ml ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch ; Belgique, 30 F ; Canada, 1,35 \$; Danemark, 7,20 F ; Espagne, 160 pes ; Grèce, 60 p ; Italie, 100 li ; Japon, 100 ¥ ; Liban, 1,400 L.L. ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 12 kr ; Pays-Bas, 2,25 F ; Portugal, 140 esc ; Suède, 336 F SFA ; Suisse, 12,50 fr ; Thaïlande, 1,40 B.T. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (San Francisco), 2 \$.

Débats

CHINE

En attendant la fin d'une dynastie

par CHEN YAN (*)

Le printemps de Pékin s'est terminé par une répression sanglante à l'initiative du gouvernement communiste. Depuis lors, la Chine ne fait plus le « printemps » de l'actualité. Les condamnations des puissants pays occidentaux risquent de ne pas exacerber la sanction verbale tant il est vrai que les intérêts économiques en jeu concernent aussi bien les entreprises privées que le peuple chinois ; et les hommes d'affaires, rapatriés au moment du massacre, retournent donc à Pékin où l'ordre règne à nouveau. Bref, les bouchers de la place Céleste (Tiananmen) passent pour les vainqueurs de l'histoire.

On peut se demander comment un massacre si cruel a pu se produire à la fin de notre siècle marquée par l'empire de tendances mondialistes et démocratiques. A priori, il paraît à première vue impensable que cet épisode survienne dans une Chine quadri-millénaire, réputée pour la continuité de son histoire et le pacifisme de son peuple. Le « pays du Milieu », étonnamment, désigne l'emplacement géographique, mais il indique aussi l'impact de la modernité, le goût du juste milieu.

En pleine révolution culturelle, à l'apogée de sa grandeur et de sa gloire, Mao Zedong, dans un poème, indiquait que la politique des premiers empereurs (deuxième siècle av. J.-C.) avait été pratiquée sous toutes les dynasties. Clairvoyance historique du Grand Timonier ? Certes. Mais, surtout, mise en évidence d'une réalité politique. Les Qin s'appuyaient sur une doctrine, le légisme, qui fournira, à partir du premier empereur, l'essence de la politique de l'Etat chinois. Issu de la période chaotique des Royaumes combattants (476-221 av. J.-C.), le légisme s'était donné pour objectif de fonder un Etat tout-puissant capable de mettre fin à une situation déplorable. Pour faire régner l'ordre, tous les moyens étaient bons. Dans ce sens, le légisme est parent du machiavélisme. Cette doctrine est d'abord une théorie qui légitime l'autocratie avant de devenir l'ossature théorique du régime impérial. Le secret de l'ordre, pour les légistes, c'est le pouvoir politique absolu de l'empereur. Aucun rapport d'égalité n'est concevable entre sujets et souverain. Pour les légistes, la puissance d'un Etat se fonde sur la faiblesse du peuple. Dans cette logique, le but ultime de l'Etat est d'affaiblir celui-ci. Cela se traduit par la mainmise sur les ressources agricoles et commerciales. La

terre, considérée à l'époque comme la seule source de la richesse, était propriété de l'Etat, ou du moins placée sous son contrôle, tandis que le commerce des céréales, du sel et du fer était monopolisé par le pouvoir politique. Ces pratiques révèlent une sorte de subordination de la rationalité économique aux exigences de la domination politique.

Du légisme au confucianisme

Pour achever de verrouiller son emprise sur le peuple, le légisme avait installé une dictature idéologique. Après la fondation de l'Empire, consolider le trône devenait la tâche essentielle de la cour impériale. Eriger l'autorité absolue de l'idéologie officielle, interdire la diffusion de toute autre pensée que la doctrine autorisée, telles étaient les missions idéologiques des légistes. Qin Shihuang, le premier empereur, n'avait-il pas enterré vivants quelque cinq cents lettrés et brûlé la quasi-totalité des œuvres confucéennes ?

Paradoxalement, le régime impérial, qui devait son apparition à la doctrine légiste, ne l'a reconnue comme idéologie officielle que pendant une dizaine d'années. Le légisme a ensuite cédé la place au confucianisme, devenu, pendant deux mille ans, la seule idéologie officielle de la Chine.

Phénomène curieux, le communisme venu de l'Occident n'échappe guère à la tradition cyclique de la culture politique chinoise. Surgi dans une Chine divisée, déchirée par les seigneurs de la guerre et les puissances occidentales, le Parti communiste a sorti le pays de la guerre civile à l'aide d'une armée de paysans et a réussi à fonder une république unifiée au nom du peuple. Mao et le Parti ont bénéficié de la perte du soutien populaire accordé à Tchang Kai-shek. Si la jeune République populaire a su réaliser des performances remarquables, c'est parce que le peuple chinois a participé avec enthousiasme à la fondation du nouvel ordre. Autrement dit, Mao et son parti ont été les héritiers du mythe du mandat céleste.

Cependant, Mao ne pouvait pas recourir aux valeurs traditionnelles confucéennes à l'instar des fondateurs des dynasties impériales.

(*) Historien.

riaux. Par chance, le communisme coïncide parfaitement avec les enseignements légistes : pouvoir politique absolu, possession étatique des moyens de production et dictature idéologique ; à cela près que le marxisme-léninisme s'est substitué au confucianisme comme idéologie d'Etat.

Pour conserver le mandat céleste, Mao a largement exploité la vieille utopie paysanne, qui se résume en une sorte de communisme primitif. L'instauration des communes populaires, le Grand Bond en avant, n'étaient-ils pas proposés officiellement comme l'anticipation de l'avènement du communisme ? Pour la majorité des Chinois, cet avènement correspond à la Grande Concorde du Livre des rites, l'un des cinq grands classiques du confucianisme. Dans ce sens, la révolution culturelle, lancée par Mao avec la participation d'une masse fanatisée, tend à illustrer ce rêve eschatologique de concordance ou d'harmonie universelle.

Contestation muselée

En même temps, le pouvoir communiste n'a jamais cessé de jouer la carte légiste, surtout dès qu'il s'est agi de liberté de pensée et d'expression. On se souvient d'avoir ressenti une impression d'ambiance printanière lorsque Mao en 1956 déclara solennellement la fin de la campagne des Cent Fleurs. Pourtant, ce songe éphémère a été rapidement balayé par la campagne antidroitiste de 1957. Et puis, l'histoire se répète : en 1959, en 1960, en 1962, les campagnes prennent différents noms : « Lutte contre les tendances droitistes », « Lutte contre le révisionnisme », etc. Ces tentatives successives de museler toute forme de contestation ont culminé avec la révolution culturelle.

Le massacre de la place Tiananmen, après la campagne contre la « pollution spirituelle » de 1983 et celle contre le « libéralisme bourgeois » de 1987, s'inscrit dans cette logique. Au début des années 40, Mao n'avait pas hésité à user de la répression envers les intellectuels qui osaient le contester ; en 1987, Deng Xiaoping n'a pas eu non plus le moindre scrupule à se déclarer prêt à faire couler le sang si c'était nécessaire.

Mais le monde a changé, la Chine aussi. Durant deux mille ans, le confucianisme et le légisme ont pu cohabiter dans une Chine isolée du reste du monde. De même, légisme et communisme ont fait bon ménage en profitant de la fermeture du pays longtemps favorisée par le contexte international.

Aujourd'hui, il n'est plus question d'invoquer les obstacles naturels ou la politique des nations. La réforme économique lancée par Deng Xiaoping il y a dix ans a signé l'arrêt de mort du communisme utopique. Le mouvement démocratique du « printemps de Pékin », et, surtout, le massacre qui a suivi révèlent la perte du mandat céleste du régime. N'oublions pas que la tyrannique dynastie des Qin n'a pu régner plus de quinze ans ! Quel sera le bail céleste du gouvernement actuel ?

Bibliographie : « Le Réveil du dragon », de Patrice de Beer

Les enjeux d'une décomposition

par JEAN-CLAUDE DOMENACH (*)

JUSQU'AU massacre de Pékin, l'opinion française sur la Chine a été, massivement gouvernée par la mode, une mode qui applaudissait les avatars successifs du communisme chinois : son avatar totalitaire inspiré par Mao Zedong, et son avatar modernisateur inventé par Deng Xiaoping. La surprise étonnante de l'opinion contribue largement à expliquer ce retour en arrière, pour ainsi dire, qui dirige aujourd'hui la Chine. Le danger, pourtant, serait qu'elle se retourne sans se modifier en profondeur, et que la nécessaire protestation ne se double pas d'une véritable réflexion sur les enjeux de la décomposition politique qui frappe le communisme chinois.

L'ouvrage de Patrice de Beer arrive donc à temps. Car ce n'est pas d'abord un livre sur la crise d'avril-juin mais la première véritable fresque des « années Deng Xiaoping ». Inspiré et nourri par un séjour de correspondant du Monde en Chine qui s'est achevé en 1987, c'est un vrai livre de journaliste, qui combine dans un style alerte le reportage et l'histoire immédiate.

Patrice de Beer ne se contente pas de faire l'historique des événements — encore que l'un de ses meilleurs chapitres décrive la « guerre de succession » qui s'est ouverte après l'échec des manifestations étudiantes de l'hiver 1986. Il ne se contente pas, non plus, de multiplier les anecdotes et les petits faits vrais — bien que ceux-ci soient souvent originaux et significatifs : il n'est pas indifférent, par exemple, que 20 % des cinq cents employés du ministère de la justice aient entre eux des liens de parenté ; et l'on trouve dans ce livre des portraits intéressants de plusieurs dirigeants politiques ou d'intellectuels comme l'astrophysicien Fang Lizhi et le journaliste Liu Binyan.

Non, le cœur de l'ouvrage est l'analyse des contradictions de toute nature que la politique de modernisation déclenchée en 1978 a engendrée. Patrice de Beer en donne une esquisse saisissante lorsqu'il définit le processus réformiste des années 1986-1988 comme une « démocratisation de fait devenue en quelque sorte une dictature tempérée par l'anarchie ». Le communisme ? A aucun moment il n'a disparu, et Patrice de Beer rappelle son scepticisme ancien sur les intentions ultimes de Deng Xiaoping : la réforme, c'était un détour, voire une manœuvre, à aucun moment les objectifs politiques n'avaient changé.

Et pourtant, le journaliste reconnaît que la modernisation a eu d'immenses effets économiques et sociaux, qui ont largement modifié la problématique politique : la crise du printemps est sortie du progrès, non de la stagnation. La décollectivisation agricole et l'ouverture du pays sur l'étranger, notamment, apparaissent comme des acquis fondamentaux, très difficiles à remettre en

cause. En même temps, la modernisation est très inégale et, par bien des côtés, pathogène, dans la mesure où elle est mise en œuvre par un appareil corrompu et inefficace. Patrice de Beer multiplie les exemples de réformes freinées, détournées ou acceptées.

Les dérapages de la réforme

Ainsi, cet ouvrage est en fait une analyse des difficultés et des dérapages de la réforme chinoise. En cela, il se démarque fondamentalement de la littérature hagiographique ou abstraitement dénonciatrice qui avait accompagné les premières années de la modernisation denguiste. Une tentation bien française eût été de l'habiller de considérations idéologiques. Par prudence, l'auteur s'en garde bien — jusqu'à éviter, ce qui est parfois dommage, un parallèle trop appuyé avec l'expérience Gorbatchev.

Voici un ouvrage sur les pays communistes qui ne se contente pas de déguiser ou de contester la propagande officielle, mais donne toute leur importance aux évolutions sociales qui modifient et nuancent la texture du pouvoir — le cas n'est pas unique, mais il n'est pas si fréquent. A aucun moment non plus l'auteur n'oublie que la Chine est un immense pays, dont près de 80 % de la population vivent dans des zones rurales où les différences de conditions sont incroyables. La facilité serait alors d'écarter d'un revers de main les revendications démocratiques (ou plutôt républicaines) du printemps dernier, en montrant à quel point elles étaient socialement minoritaires. Patrice de Beer n'y succombe pas. Il montre comment la même crise de transition a trouvé des expressions différentes dans l'économie, la société et la culture. Il repère également les influences étrangères qui ont favorisé l'émancipation de la conscience sociale — tout en remarquant justement que, placés devant un choix politique qu'ils percevaient comme radical, les dirigeants de Pékin ont frappé sans tenir compte du monde extérieur.

La crise chinoise est à la fois hâtée et relativisée par le fait qu'elle se développe dans un vieil empire humilié mais qui en a subi bien d'autres, dont les traditions intellectuelles et morales ont été érodées, non détruites. Le confucianisme revient à la surface : il rongé le système, et en même temps lui offre un surcroît de légitimité.

Le résultat est un livre très ordonné mais abondant, à la fois reportage et guide politiques, qui éclairera le lecteur, mais en abolissant les tentations simplistes.

(*) Sinologue.

trices : « Des millions de jeunes et de moins jeunes défilant sur la place Tiananmen, le fils de Deng Xiaoping convoquant les journalistes pour affirmer qu'il n'est pas un escroc, des gens ordinaires pillant des wagons de chemin de fer, des gangsters attaquant des trains en rase campagne, des femmes vendues à l'encaissement de se marier, des dizaines de millions de paysans affluant vers les villes à la recherche de travail : voilà l'image que donne la Chine après quarante ans de communisme. »

Cette description est mille fois préférable aux louanges comme aux dénégations toutes faites. Elle rappelle que la situation chinoise ne se résume ni aux édifices du Quotidien du peuple ni aux exubérances citadines. Elle fait comprendre que, derrière les apparences et les conjonctures, le facteur décisif est le travail de la société chinoise sur elle-même. Mais elle comporte aussi de réels inconvénients. Tout d'abord, celui de placer sur le même plan des phénomènes d'importance inégale : nous aurions pour notre part accordé beaucoup plus d'importance à la masse paysanne (sur laquelle le livre revient certes dans plusieurs chapitres), et pas seulement pour des raisons économiques et sociales : parce que l'absence d'écho du mouvement démocratique dans les campagnes chinoises scelle son infirmité politique.

Une rupture énigmatique

L'auteur, certes, fait vertu de son métier de journaliste ; mais l'on s'attendrait parfois qu'il aille au bout de sa propre ligne de pensée. A plusieurs reprises ailleurs, par exemple, une méfiance à l'égard du réformisme de Zhao Ziyang. On aurait aimé qu'il pose plus nettement la question de savoir si la politique chinoise ouvre un véritable espace à une tendance qui ne serait pas seulement technocratique, mais effectivement réformiste. Et l'on aurait plus encore aimé connaître son pronostic d'avenir. Car la rupture politique engendrée par le massacre du début juin est à la fois spectaculaire et énigmatique. Jusqu'où peut aller la « décollectivisation » qui caractérise actuellement la politique chinoise ? Quelles sont ses limites objectives ? Il y a là un vrai problème que la colère de l'opinion néglige souvent.

Patrice de Beer accorde toute leur place aux innovations sociales et intellectuelles apparues depuis quelques années. Mais il montre bien, également, que les « vieux démons » sont toujours en embuscade : la division, le népotisme et la corruption. L'enjeu (la fameuse « maladie des yeux rouges ») et ce despotisme qui n'a pas craint de faire couler le sang. A le lire, on imagine possible un retour politique des partisans de Zhao Ziyang, après la mort de Deng Xiaoping, mais beaucoup plus difficilement la victoire sociale et politique d'un véritable réformisme démocratique : il faudra de très longues années pour que la société chinoise bascule dans la modernité.

Or — c'est la deuxième leçon du livre — la Chine n'est pas seulement un Etat communiste, mais un immense pays pauvre empiété dans ses traditions, qui se trouve dans une transition extrêmement douloureuse entre le passé et le présent. Pendant que le pouvoir réprime ses élites et menace de retourner en arrière, les problèmes s'accumulent et leur solution se fait de plus en plus difficile. La crise ouverte du communisme offre la véritable occasion d'un « réveil du dragon » chinois ; mais les plus graves difficultés sont sans doute encore à venir.

★ La Chine, le réveil du dragon, de Patrice de Beer. Editions du Carrefour. 380 p., 125 F.

Au courrier du Monde

PRÉCISIONS

Le Luxembourg et l'argent de la drogue

Sur le dessin humoristique ayant figuré à la page une de l'édition du 7 septembre de votre journal, il est indirectement affirmé que les banques luxembourgeoises se prêtent au blanchiment de l'argent de la drogue.

Je tiens à vous affirmer que, jusqu'à cette date, le gouvernement luxembourgeois n'a jamais été approché par un gouvernement étranger à propos d'une affaire de blanchiment d'argent par les banques luxembourgeoises. Si le Luxembourg était saisi par une commission rogatoire, les autorités judiciaires n'hésiteraient pas un instant à prêter toute l'assistance sollicitée. Le Luxembourg dispose des textes législatifs nécessaires à ces fins. En effet, l'article 8 de la loi du 7 juillet 1989 (renforçant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie) stipule :

« Art. 8-1. — Seront punis d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de 5 000 francs à 50 000 francs ou l'une de ces peines seulement, ceux qui auront sciemment facilité ou tenté de faciliter la justification mensongère de l'origine des ressources ou des biens de l'auteur de l'une des infractions mentionnées à l'article 8 sous a) et b) ou ceux qui auront sciemment ou par méconnaissance de leurs obligations professionnelles apporté leur concours à toute opération de placement, de dissimulation ou de conversion du produit d'une telle infraction. »

Ces dispositions pénales sont à l'heure actuelle les plus sévères parmi les législations européennes en matière de répression contre le trafic de la drogue et le blanchiment du produit de ce trafic.

Au cas où vous disposeriez de détails précis sur une affaire de blanchiment mettant en cause une banque luxembourgeoise, je vous saurais gré de bien vouloir me les communiquer, afin que les autorités puissent en être saisies.

Autour du monde, il n'est plus question d'invoquer les obstacles naturels ou la politique des nations. La réforme économique lancée par Deng Xiaoping il y a dix ans a signé l'arrêt de mort du communisme utopique. Le mouvement démocratique du « printemps de Pékin », et, surtout, le massacre qui a suivi révèlent la perte du mandat céleste du régime. N'oublions pas que la tyrannique dynastie des Qin n'a pu régner plus de quinze ans ! Quel sera le bail céleste du gouvernement actuel ?

« Art. 8-2. — Dans les cas prévus à l'article 8 sous a) et b), le tribunal, sans préjudice de l'article 42 du code pénal, ordonne en outre la confiscation des biens meubles ou immeubles, divis ou indivis, du condamné qui auront été acquis au moyen du produit de l'infraction. »

Au cas contraire, je vous prie de rectifier de façon adéquate l'affirmation ne correspondant pas à la réalité, diffusée dans votre édition citée ci-dessus.

PIERRE WURTH, ambassadeur du grand-duché de Luxembourg.

605 PEUGEOT

Venez la découvrir et la baptiser au MUMM Cordon Rouge dès le 14 septembre

NEUBAUER

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

صكنا من الاموال

URSS : la réunion du comité central sur les nationalités

M. Gorbatchev condamné à l'emporter

MOSCOU

de notre correspondant

Logiquement l'agence TASS devrait annoncer, mardi 19 septembre en fin de soirée, qu'à l'issue de sa première réunion plénière de l'année politique le comité central du Parti communiste de l'URSS a remercié M. Gorbatchev et désigné un nouveau secrétaire général.

Ce serait logique puisque le système soviétique craque aujourd'hui sur tous les fronts, que depuis les débuts de la perestroïka, le chaos n'a cessé de s'aggraver et que cette situation révèle une forte majorité de l'appareil et notamment de ce comité central dont M. Gorbatchev tient, statutairement, son pouvoir. Logique ou pas, pour autant, non seulement ce système de la destination n'est tenu pour crédible par le peu de personnes à Moscou mais plusieurs hauts responsables laissent au contraire entendre, à la veille du week-end, qu'une nouvelle purge se prépare contre les conservateurs.

Certains parlaient de quatre départs au bureau politique. D'autres indiquaient qu'un s'orientait, en une ou plusieurs étapes, vers la constitution d'une direction restreinte ou « le rétrograde (d'hommes) de l'ancien comité central ne débordait pas d'une frange ». D'autres encore se refusent à ces confidences que pour ajouter qu'ils étaient trop superstitieux — assentend-ils pour vendre la peau du jour avant de l'avoir tué.

Non seulement donc, les proches de M. Gorbatchev ne semblent en rien soucieux, mais ils affichent une sérénité en complet contraste avec le total pessimisme des milieux intellectuels libéraux qu'avec la multiplication, à l'Ouest, des pronostics sur le prochain échec et sur le secrétaire général. Cela ne signifie pas que le plénum de mardi sera pour lui une partie de plaisir.

A Lvov : cent mille personnes réclament la légalisation de l'Eglise catholique

Le casse-tête de l'uniatisme ukrainien

Plus de cent mille Ukrainiens ont participé dimanche 17 septembre à deux messes en plein air à Lvov pour réclamer la légalisation de l'Eglise catholique d'Ukraine, dite « uniata ». Dans la soirée, plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont encore rassemblées à Lvov pour marquer le cinquantième anniversaire de l'invasion de l'Ukraine occidentale par l'Armée rouge, le 17 septembre 1939, tandis que les habitants allaient des chaises devant leurs fenêtres.

La manifestation de Lvov est la plus importante manifestation jamais organisée par les catholiques ukrainiens dits « uniates », parce qu'ils veulent rester unis à Rome tout en gardant leur rite byzantin séculaire. Ils n'ont aucune existence légale à l'intérieur des frontières soviétiques. C'est en 1946, dans cette même ville de Lvov, au cours d'un synode truqué par les amis de Staline, que leur Eglise avait été liquidée, leurs évêques, conduits par le métropolite Shypy, arrêtés, leurs parishes rayées de la carte ou rattachées de force à l'Eglise nationale orthodoxe entre les mains du pouvoir communiste.

Malgré l'émigration et la répression, on estime encore à quatre millions au moins le nombre des catholiques de rite oriental, implantés notamment dans les trois diocèses orthodoxes d'Ukraine occidentale (Lvov, Ivano-Frankovsk et Ternopol). Ils pratiquent leur culte clandestinement, ordonné de même leurs prêtres (sans doute plusieurs centaines) et leurs évêques.

Un passé de haines

A la faveur de la perestroïka, les appels à la reconnaissance légale de cette Eglise ont monté en intensité.

Ils sont répétés bruyamment à l'étranger (Etats-Unis, Canada, Australie) par la nombreuse diaspora catholique ukrainienne, plus discrètement au Vatican, où réside, en exil, l'archevêque de Lvov, le cardinal Lubachivski, mais où l'on craint de compromettre le processus de rapprochement avec le patriarcat orthodoxe de Moscou et avec M. Gorbatchev, qui devrait culminer lors de la première rencontre

Une centaine d'organisations indépendantes ont tenu, samedi 16 septembre, une réunion à Leningrad au cours de laquelle M. Iouri Afanassiev, coprésident du groupe des députés progressistes du Congrès de l'URSS, a accusé M. Gorbatchev et le bureau politique d'être « incapables d'écouter les voix nationales et de les considérer autrement que comme des phénomènes hostiles et agitatifs ». De son côté, le Parlement arménien a accusé samedi l'Assemblée d'imposer un véritable blocus économique à l'Arménie au moyen d'une grève des chemins de fer qui empêche l'approvisionnement en vivres et en essence. La situation de ravitaillement devient particulièrement préoccupante dans le Haut-Karabakh.

On ne peut même en rien exclure qu'il ait — ce ne serait pas la première fois — à battre en retraite, mais le fait est que pour au moins trois raisons le glas de la perestroïka n'a pas encore sonné.

Fondamentale, la première est que dans ce chaos croissant M. Gorbatchev a toujours l'initiative face à une mouvance conservatrice qui n'a encore trouvé ni sa ligne de défense ni ses chefs de file indiscutés. Car lorsqu'on se dit, logique séduisante, que M. Gorbatchev est virtuellement fini, on oublie que même le plus furieux des conservateurs obtus ne peut ignorer qu'une entreprise de restauration pure et simple ne serait pas aisée.

Si l'URSS arrogante et gâtée ment agressive de Léonid Brejnev n'a jamais été intervenu en Pologne, alors que Solidarité ne rêvait que d'un dialogue avec un système communiste toujours puissant, on voit en effet mal ce que Moscou pourrait aujourd'hui faire pour ramener à l'orthodoxie les marchés de l'Empire. Non seulement le Parti polonais ne dispose plus d'une majorité parlementaire, mais le gouvernement formé par Solidarité bénéficie à l'évidence d'appuis plus que circonstanciels dans l'armée, la police et les services secrets. La Hongrie bascule parallèlement, dirigeants communistes en tête, dans la démocratie parlementaire.

Bref, la normalisation de ces pays qu'on appelait autrefois satellites demanderait un tel effort que l'hypothétique successeur conservateur de M. Gorbatchev n'aurait le choix qu'entre y renoncer ou déstabiliser un peu plus, en s'y lançant, l'URSS elle-même. Or la renouveau serait un aveu de faiblesse qui ne contribuerait pas, aux quatre coins de l'URSS, à la crédibilité d'une entreprise de restauration intérieure, et l'avenir d'une tentative de reconquête de l'empire serait, elle, si aléatoire qu'on peut, sans risque d'erreur, la dire perdue d'avance.

La réussite supposerait en effet la résignation de l'Europe centrale à sa défaite, l'acquiescement tacite du monde occidental, la cohésion interne de l'URSS et sa capacité surtout à faire face à sa crise socio-économique sans réelles réformes, sans appuis étrangers et avec l'obligation, en revanche, de réajuster brutalement ses dépenses militaires.

Si même, et contre toute probabilité, les trois premières conditions s'avéraient réunies, la quatrième ne pourrait être en aucun cas car l'URSS est aujourd'hui un pays ruiné dont la population non seulement n'est plus prête à se satisfaire de sa situation présente mais exige un relèvement de son niveau de vie.

De tous points de vue, l'alternative conservatrice est ainsi si peu évidente que la masse de l'appareil en est encore à juger les menaces de laisser en place un Gorbatchev sur lequel elle a pris que de se lancer dans une épreuve de force dont les incertitudes lui sont évidentes.

Tactiquement — et c'est là la dernière raison de ne pas le déclarer politiquement mort — le secrétaire général et ses amis paraissent en outre décidés à passer à l'offensive. Dans le domaine économique d'abord, un coup d'accélérateur, annoncé il y a dix jours par M. Gorbatchev, est maintenant en préparation (le Monde du 12 septembre). Sous couvert d'un objectif aussi difficilement discutable que la réduction des 120 milliards de roubles de déficit budgétaire, plusieurs mesures radicales vont être prochainement proposées au Parlement.

Bataille pour le congrès

De la diversification des formes de propriété (statiques, républicaines, municipales ou coopératives) à l'arrêt des subventions aux entreprises chroniquement déficitaires en passant par un coup de frein sur les investissements lourds, la création d'un marché d'actions, le lancement d'emprunts rattachés destinés à éponger la dette monétaire et un coup d'accélérateur sur la production des biens de consommation, le chamboulement devrait être assez profond pour acquiescer une dynamique propre. Et dans le domaine politique, M. Gorbatchev a déjà obtenu de l'Assemblée politique que le comité central soit appelé à avancer de quelques six mois la date du prochain congrès du parti qui devrait en conséquence se tenir à l'automne de l'année prochaine.

Cela signifie que, dès avant Noël, va s'engager la bataille pour l'élection des députés et la redéfinition de la ligne du parti et ce quelques mois de différences devraient permettre, espère-t-on dans l'équipe au pouvoir, de court-circuiter à la fois les réformateurs les plus radicaux et les conservateurs.

Face à l'enjeu clair de la réforme contre la contre-réforme, les premiers — des nationalistes baltes à M. Eltsine en passant par les Arméniens et l'intelligentsia libérale — ne pourront en effet, rien faire d'autre que se rallier à M. Gorbatchev. Quant aux seconds, qui tentent en ce moment de mettre les bouchées dou-

bles sur la voie de l'union entre slavophiles anti-occidentalistes et bureaucrates staliniens, ils auront du mal à ne pas être pris de court dans la recherche de leur programme commun.

Stratégiquement, enfin, troisième raison de la relative sérénité de l'équipe gorbatchévienne — l'ampleur des changements dont le secrétaire général est prêt à prendre son parti dans l'ensemble de l'empire est encore largement sous-estimée, tant à l'Ouest que dans les salons politiques moscovites.

Homme d'Etat et homme d'Etar russe, M. Gorbatchev sait, comme ses collaborateurs, que le seul moyen de préserver aujourd'hui les chances de la Russie en Europe et dans le monde est de négocier la transition de l'asservissement à l'indépendance dans l'interdépendance économique. Il a pour cela un atout de taille : la possibilité d'offrir l'espoir que cette transition se fasse pacifiquement. Naturellement capital pour les élites de l'empire comme pour le monde, cet atout offre d'autant plus de chances de réussite qu'économiquement parlant, une brutale rupture des liens du défunt bloc ne serait une bonne chose pour personne.

En Europe centrale comme dans les pays baltes et l'ensemble de l'Union soviétique, M. Gorbatchev est en conséquence décidé — ou résigné — à l'évolution démocratique à la seule condition qu'elle n'aille pas si vite si loin qu'il se retrouve mis en minorité dans le parti, et donc paralysé.

Car s'il s'est mis à l'abri d'une soudaine destitution par le comité central en se faisant élire chef de l'Etat par le nouveau Parlement, il ne pourrait, en effet, se permettre d'engager, dès cette année, une épreuve de force frontale avec un appareil qui reste la seule colle des vertébrales de l'URSS. Comme les conservateurs et comme les réformateurs les plus radicaux, il est en fait condamné à temporiser et dans l'incertain partie qui va se jouer jusqu'au congrès, au milieu des cent redoublements que promet l'Armée politique, se laissant déjà voir un avantage précaire et un lourd handicap.

Le premier est que l'un dans l'autre, aisément en Europe et difficilement en Lituanie, les pays baltes comprennent qu'ils n'ont nullement intérêt à ne laisser à M. Gorbatchev le choix qu'entre défaite et renouveau. L'échec de compromis conçoit la semaine dernière (le Monde daté 17-18 septembre) en est le signe et elle devrait aider le secrétaire général à bien se sortir de ce piège enraciné à la question des nationalistes — c'est-à-dire de la décentralisation du pouvoir en URSS.

La soudaine et profonde accélération de la crise allemande constitue à contrario un problème majeur pour le Kremlin. Hypothèse tenue pour parfaitement plausible à Moscou, l'éventuel effondrement du régime est-allemand pour cause de sécheresse rigide conduirait, en effet, à une telle remise en cause de l'équilibre européen que les intérêts géostratégiques et non plus idéologiques de la Russie s'en trouveraient assez menacés pour induire une crispation brutale.

BERNARD GHETTA.

POLOGNE

Plusieurs manifestations ont marqué le cinquantième anniversaire de l'invasion par l'Armée rouge

Plusieurs manifestations, dont certaines ont revêtu un caractère ouvertement antisoviétique, ont marqué dimanche 17 septembre le cinquantième anniversaire de l'invasion de la Pologne par l'Armée rouge. Ces rassemblements autorisés, notamment à Varsovie, Szczecin, Gdansk et Cracovie, n'ont donné lieu à aucun incident.

L'organe du Parti communiste polonais (POUP), *Trybuna Ludu*, a pour la première fois évoqué cette date de manière critique. « Le 17 septembre, écrivait samedi le quotidien, a profondément marqué la conscience des Polonais, en particulier parce que l'entrée de l'Armée soviétique a été suivie d'une répression de plus en plus dure et de crimes de masse, dont ont été victimes des millions de Polonais. Il faut dire la vérité sur ces événements, par devoir à l'égard des victimes de cette répression et envers la nation toute entière, mais aussi parce qu'il est important de libérer les relations soviéto-polonaises du fardeau de la période stalinienne. » *Trybuna Ludu* précise que les frontières tracées après la guerre ne sont pas remises en cause. C'est également ce qu'avait précisé le bureau politique du POUP puis le Parlement polonais en adoptant, le mois dernier, des résolutions qui condamnaient comme « nul et non avenue » le pacte Molotov-Ribbentrop.

Par ailleurs, le comité central du POUP devait tenir, lundi 18 septembre, son quinzième plénum et débattre de l'éventualité d'un congrès extraordinaire, que nombre de militants réclament comme « la seule chance de survie » du Parti communiste. Le plénum devait décider si les préparatifs du congrès se feraient dans l'optique d'une transformation du POUP en un nouveau parti.

L'aide occidentale et le carmel

De son côté, le chef du groupe parlementaire de Solidarité, M. Bronislaw Geremek, a lancé un appel aux gouvernements occidentaux pour qu'ils réduisent le service de la dette polonaise. « C'est vous qui

avez prêté de l'argent au pouvoir communiste, et c'est nous maintenant qui portons ce fardeau de 40 milliards de dettes, contractées dans les années 70, à l'époque de l'argent facile », a dit M. Geremek, interrogé sur Europe 1 dans le cadre de l'émission « Le club de la presse ». Le dirigeant de Solidarité a estimé qu'en huit à dix mois l'agriculture polonaise pourrait de nouveau assurer l'approvisionnement du pays en produits alimentaires, et notamment en viande, mais que la Pologne avait besoin d'un aide alimentaire de départ. Il s'est également déclaré favorable au plan Giscard d'Estaing proposant un fonds d'aide à la modernisation de l'industrie polonaise — le même M. Giscard d'Estaing qui, dans les années 70, accordait d'importants crédits à Edward Giersek, alors numéro un de la Pologne, dont le remboursement étrange aujourd'hui l'économie polonaise.

Au cours de cette émission, M. Geremek a, pour la première fois, publiquement pris position sur l'affaire du carmel d'Auschwitz. Jugant « malheureux » les propos du cardinal Glemp, il s'est cependant refusé à les qualifier d'antisémites. « Il n'y a pas plus d'antisémitisme en Pologne qu'ailleurs », a-t-il affirmé, et le recours « aux stéréotypes de l'antisémitisme constitue des accusations injustifiées à l'égard de la société polonaise et à l'égard du cardinal Glemp ». La croix érigée à Auschwitz, a-t-il dit, « restera en place, car elle est liée à l'histoire de la Pologne, elle est le symbole de la répression de l'Eglise par le régime communiste ». Cela dit, « les carnalités doivent partir ».

M. Adam Michnik, autre dirigeant juf de Solidarité, avait pris vendredi une position similaire dans un éditorial publié par le journal qu'il dirige, *Gazeta Wyborcza*. M. Michnik s'élève en particulier contre les déclarations du premier ministre israélien, M. Shamir, selon lequel les Polonais « tiennent l'antisémitisme avec le lait de leur mère ». Ce type de généralisation, estime M. Adam Michnik, est une « offense » pour les Polonais et ne peut que servir la cause de l'antisémitisme.

S. K.

Crise entre Rome et Vienne

Vingt mille poids lourds italiens bloquent la frontière autrichienne

ROME de notre correspondant

Il y a maintenant une semaine que les routiers italiens, avec vingt mille camions, ont établi un blocus entre la péninsule italienne et le Tyrol autrichien. Une semaine de colère, de menaces et de diplomatie pour rien, puisque Vienne refuse toujours de laisser polluer ses magnifiques vallées par les envahisseurs du Sud.

Deux cent trente mille par an, c'est-à-dire plus d'un million par jour ouvrable : c'est le nombre de poids lourds italiens — sans compter les gros, les turcs, les yougoslaves, les

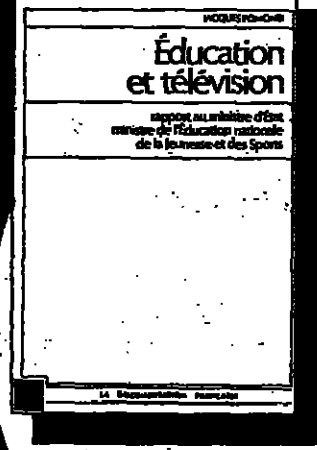
hongrois et les autres — qui sont autorisés à transiter en Autriche par l'autoroute du Brenner. Destinations finales, pour la plupart d'entre eux : l'Allemagne fédérale et la Belgique. Pour les Italiens, ce n'est pas assez. Pour Vienne, soumise à la pression des élus verts, qui ont obtenu l'interdiction — à partir du 1^{er} décembre et pour tous les gros camions — de circuler la nuit, c'est déjà trop.

L'Italie, disent-ils, promet, depuis vingt ans, de réduire son trafic marchandises sur route et d'accroître le ferroviaire. Or celui-ci n'a augmenté que de 60 %, tandis que le tonnage sur pneumatiques a été multiplié, dans le même temps, par six fois dix ! Et les écologistes tyroliens, soutenus par leur ministre des transports, de dénoncer, au surplus, l'état parfois hallucinant des ponts d'acier fumant et crachant la pollution à qui mieux mieux dans leurs pâturages. Les Autrichiens, qui entendent désormais contraindre les poids lourds italiens à s'équiper de pots catalytiques et de silencieux, sont d'accord pour augmenter le nombre de permis de transit, mais sur rail.

Or pour transporter les transporteurs, il faudrait que les chemins de fer italiens prélèvent au moins quinze locomotives sur leur stock. Sans à désorganiser un peu plus leur transport voyageurs, ils ne le peuvent pas.

An Brenner, les routiers en furie, qui ont obtenu trente mille autorisations immédiates de transit à valoir sur le contingent de l'année prochaine, réclament maintenant la dénonciation par l'Italie de l'accord bilatéral de circulation des biens, signé il y a trente ans entre les deux pays. La plupart des chauffeurs ont regagné leur foyer pour le week-end, abandonnant un véritable cimetière de 30 kilomètres de long de camions sur l'autoroute.

PATRICE CLAUDE.



Éducation et télévision

COOPÉRATION "TÉLÉVISION ÉDUCATION" UN ENJEU MAJEUR DU 21^e SIÈCLE

par Jacques POMONTI

Collection des Rapports officiels
146 pages, 85 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tel. (1) 40 15 70 00



Imaginez...

Imaginez Disneyland... Imaginez un royaume bâti sur l'imagination.
Un royaume de joie, de rires, de découvertes, d'aventures.

Un royaume d'émerveillement. Un royaume qui chaque année,
en Californie, en Floride, au Japon, reçoit près de 50 millions de visites.

Et maintenant, fermez les yeux et imaginez ce royaume près de
Paris, en 1992, en plein cœur de l'Europe, au milieu de plus de
330 millions d'habitants. Imaginez Euro Disneyland. Imaginez que
vous puissiez bientôt en être actionnaire.

**INVESTISSEZ DANS LE MONDE MAGIQUE DE DISNEY.
DEVENEZ ACTIONNAIRE D'EURO DISNEYLAND.**

MINITEL: 3614 CODE EURODISNEY. Note d'information visée par la COB disponible auprès des intermédiaires financiers.
© 1989 Disney.



Euro Disneyland S.C.A.

هنا من الفصل

Afrique

ALGÉRIE

Le nouveau gouvernement compte plus de technocrates que de barons du FLN

ALGER
de notre correspondant

Une semaine jour pour jour après sa nomination, c'est un cabinet resserré que le nouveau chef du gouvernement, M. Mouloud Hamrouche, a présenté samedi 16 septembre au président Chadli. Il ne compte plus que quinze ministres, cinq ministres délégués, un secrétaire d'Etat et le secrétaire général du gouvernement. Deux ministères disparaissent purement et simplement : celui des moudjahidins, les anciens combattants de la guerre d'indépendance, et celui de l'information et de la culture. Le tourisme et l'artisanat, deux secrétariats d'Etat, font également les frais de cette réorganisation gouvernementale.

Le jour de sa nomination, M. Hamrouche avait annoncé qu'il s'attaquerait à la structure même du gouvernement, pour gagner en efficacité. En condensant à l'extrême son cabinet, le nouveau chef du gouvernement veut arriver à développer « une pratique de gestion gouvernementale collective indispensable à la cohérence et à la cohésion de l'action ». En affirmant que la « préoccupation majeure » de son cabinet est de « mener à terme, dans les meilleures conditions et de façon résolue les réformes politiques, économiques et sociales, conformément à la lettre et à l'esprit de la Constitution », adoptée par référendum le 23 février dernier, M. Hamrouche s'est expliqué sur la suppression des deux ministères.

« Nous considérons, a-t-il dit, que la protection des moudjahidins et des ayants droit de la guerre de libération nationale gagne à être confiée à leur organisation, plus indiquée que l'administration pour gérer leurs intérêts dans un cadre démocratique ». Le premier ministre a également indiqué que « la gestion du secteur de l'information, dans l'esprit de la Constitution, n'est plus compatible désormais avec une prise en charge ministérielle », tout en précisant que « les dispositifs et les mécanismes d'administration indépendante de ce secteur seront très prochainement déterminés par la loi ».

Les ministères de l'industrie lourde et des industries légères fusionnent en une seule structure qui gèrera également les activités pétrochimiques auparavant dépendantes du ministère de l'énergie. Les attributions du ministère du commerce sont transférées au ministère de l'économie.

Soulement huit des vingt-trois membres du gouvernement siègent déjà dans le cabinet de M. Kasdi Merbah. Trois d'entre eux changent de portefeuille. M. Sid'Ahmed Ghazali, ancien ministre des finances, devient ministre des affaires étrangères, en remplacement de M. Boualem Bessaïeh.

M. Cherif Rahmani quitte la jeunesse et les sports. Il prend le ministère de l'équipement, qui, selon toute vraisemblance, absorbe les travaux publics, l'hydraulique, la construction et l'urbanisme. A

quarante-cinq ans, M. Rahmani s'impose comme une valeur sûre au sein de la nouvelle génération.

Cinq ministres conservent les mêmes charges que dans le gouvernement précédent. M. Ali Benflis, reste ministre de la justice. M. Abdennour Keramane, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, garde le même secteur, mais devient ministre délégué auprès du ministre de la jeunesse. M. Sadek Boussena, ministre de l'énergie et des industries pétrochimiques, demeure dans son domaine, mais perd toutes les activités industrielles et devient ministre des mines. M. El Hadj Khediri conserve le ministère des transports et M. Abdelaziz Khelil, le secrétariat d'Etat aux affaires maghrébines.

Les quinze autres membres du cabinet, sont des nouveaux. Inconnus du grand public, ils sont reconnus pour leurs compétences. Le premier d'entre eux, M. Mouloud Hamrouche, apparemment seul membre de ce gouvernement à avoir porté l'uniforme d'officier supérieur de l'armée algérienne, a choisi de confier le ministère de l'économie à un autre « homme de l'ombre ».

M. Ghazi Hidouci, conseiller du président Chadli pour les affaires économiques. Agé de cinquante ans, M. Hidouci est un farouche défenseur de l'ouverture économique. Il est à l'origine des réformes engagées dans ce secteur et notamment celle concernant l'autonomie des entreprises publiques.

Les affaires religieuses sont confiées à un professeur d'ophtalmo-

logie, le docteur Saïd Chibane. A soixante-cinq ans, il est le doyen du gouvernement, et frère de l'ancien ministre des affaires religieuses. M. Abderrahmane Chibane. Le docteur Saïd Chibane, d'une famille d'oulémas, s'était prononcé ouvertement en faveur de l'arabisation des études de médecine.

M. Mohamed-Salah Mohamedi, jusqu'alors secrétaire général du gouvernement, est nommé ministre de l'intérieur. Le gouvernement sortant de M. Kasdi Merbah avait déjà sonné le glas de la seule légitimité historique. M. Mouloud Hamrouche a lui-même préféré les technocrates aux barons du FLN et les civils aux militaires. Il a puisé dans plusieurs viviers. Sept ministres ont exercé les plus hautes responsabilités au sein des grandes sociétés nationales (1), quatre sont professeurs de médecine, trois sont magistrats de formation, quatre sont des spécialistes de la planification et ont exercé au Plan et à l'Aménagement du territoire, trois sont issus des structures du ministère de l'intérieur. Le ministre de l'agriculture, M. Abdelkader Bendoud, benjamin de l'équipe, a trente-quatre ans. Il est agronome. C'est un homme du secteur. Il a, en outre, été secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA).

Le ministre de l'industrie, M. Hassan Kahlouch, est ingénieur des pétroles, formé aux Etats-Unis. Député, il dirigeait la commission économique de l'Assemblée populaire nationale depuis 1984.

Enfin, chargé d'un domaine particulièrement sensible, l'éducation, M. Mohamed El-Mili Brahimi, frère de l'ancien premier ministre Abdelhamid Brahimi, sacrifié en victime expiatoire au lendemain des sanglants événements d'octobre 1988, avait été président de la commission éducation, formation et culture au sein du FLN, il y a une dizaine d'années, avant d'être nommé ambassadeur.

Des problèmes immédiats

M. Mouloud Hamrouche a composé un cabinet de choc qui devra affronter d'emblée plusieurs problèmes épineux. Les pénuries jusqu'à présent gérées avec soin — se sont étendues ces derniers mois à des produits aussi sensibles que le tabac, engendrant un mécontentement grandissant. La rentrée scolaire approche, avec son cortège habituel de difficultés. Cette année encore, l'Algérie scolarisera en première année d'école fondamentale quelque sept cent cinquante mille nouveaux élèves, ce qui n'est pas si simple, et la rentrée universitaire suivra d'ici à un mois. Voilà pour les premiers obstacles qui s'inscrivent sur un fond de souvenirs douloureux. Le 5 octobre n'est pas loin. Et les promesses faites il y a un an n'ont pas toutes été tenues, loin s'en faut. La rumeur bruisse dans les quartiers populaires laissant entendre, ici et là, que le tragique anniversaire sera célébré.

Les Algériens, sceptiques, attendent du concret et jugeront l'action gouvernementale sur pièces. Ils en sont à leur troisième gouvernement en un an et manifestent à chaque fois qu'ils en ont l'occasion leur manque de confiance dans les institutions.

FREDERIC FRITSCHER.

(1) Sonatrach, Sonelgaz et Sonelec.

AFRIQUE DU SUD : une nouvelle équipe autour de M. De Klerk

Un modéré est chargé d'engager le dialogue avec la communauté noire

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le nouveau président sud-africain, M. Frederik De Klerk, n'a pas fait preuve de beaucoup de hardiesse pour constituer son équipe gouvernementale, dont la tâche principale sera d'entreprendre les réformes promises. Certes, il y a six nouveaux ministres dans le cabinet de dix-sept membres annoncé samedi 16 septembre, mais ceux-ci ont été nommés pour remplacer les démissionnaires du gouvernement de M. Pieter Botha. Aucun poste-clé ne change de titulaire. Ainsi, on retrouve M. « Pik » Botha (affaires étrangères), Barend Du Plessis (finances), Adrian Vlok (loi et ordre), Magnus Malan (défense) et Kobie Coetsee (justice).

Comme attendu, M. Gerrit Viljoen, qui prend la succession de M. Chris Heunis, démissionnaire, sera la figure de proue du gouvernement. Il hérite à la fois du portefeuille du développement constitutionnel et de celui de l'éducation nationale, démantelé précédemment par M. De Klerk. Modéré, proche du président, M. Viljoen aura pour tâche principale d'entamer le dialogue avec les chefs de la communauté noire.

Agé de soixante-trois ans, cet intellectuel brillant, ancien président du Broederbond (société secrète afrikaan très influente dans les sphères du pouvoir), est connu pour sa souplesse mais ne paraît pas disposer du punch nécessaire pour faire face à sa redoutable mission. Ancien administrateur général en Namibie de 1978 à 1980, il est à l'origine du découpage administratif du territoire suivant des principes ethniques.

Pour ce qui concerne l'autre priorité du régime, l'économie, M. De Klerk a fait appel à un baron

de l'industrie minière, M. Wim De Villiers, ancien président de Gemcor, numéro deux dans ce secteur. Il aura en charge l'administration et la privatisation, et devra à la fois tenter de réduire les dépenses publiques beaucoup trop élevées et s'occuper du lourd dossier de la privatisation, actuellement dans sa phase préparatoire.

La première femme

Autre fait notable dans cette nouvelle équipe, la nomination d'une femme, M^{me} Rina Venter, au poste de la santé et de la population, la première d'un gouvernement nationaliste depuis quarante et un ans. Deux anglophones, M^{me} George Bartlett (transports), travaux publics et répartition des terres) et Kent Durr (commerce, industrie et tourisme), font leur entrée dans l'équipe ministérielle. Une façon de remercier la communauté anglophone dont les suffrages ont dépassé ceux des Afrikaners lors des élections du 6 septembre.

D'autre part, le ministère de l'information a été supprimé et son titulaire, M. Stoffel Van Der Merwe, est promu à l'aide au développement et à l'éducation.

Rien donc de véritablement révolutionnaire, alors que l'on s'attendait à l'entrée en scène de personnalités connues pour leur ouverture. Les « poids lourds » demeurent en place. Les Indiens et les métis restent sur la touche. Il faudra encore attendre pour voir l'arrivée d'un ou deux ministres noirs, dont le président Botha avait souvent parlé, dans le gouvernement. Des changements prudents, un cabinet équilibré et centré pour faire plaisir à tout le monde, et qui témoigne de l'approche en douceur du nouveau chef de l'Etat.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Les militants anti-apartheid entendent poursuivre leurs actions

Le Cap (AFP). — Le pasteur Allan Boesak, président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées, a annoncé, samedi 16 septembre, que les actions de protestation de masse continueraient afin de tester la sincérité du gouvernement dans sa tolérance à l'égard de l'opposition. Il célébrera, dans une banlieue métisse du Cap, l'office religieux des obsèques d'un garçon de treize ans, tué par la police selon l'opposition, dans la nuit du 6 au 7 septembre, lors des émeutes qui ont embrasé plusieurs townships noirs et métisses des environs du Cap. « Si le gouvernement n'ouvre pas maintenant les portes de la démocratie, un fleuve de sang va couler », a prévenu M. Boesak.

Le pasteur Boesak a annoncé que des « actions non violentes » organisées par le Mouvement démocratique de masse (MDM) et dirigées contre les lieux réservés aux Blancs représenteraient d'ici à la fin du mois. Les premières cibles, a-t-il précisé, seront Strand Beach et Bloubaai Beach, deux plages réservées aux Blancs dans les environs du Cap. « Voyons ce qu'ils feront cette fois. C'est le test de sincérité du gouvernement », a déclaré le pasteur Boesak, faisant allusion aux deux grandes marches de protestation autorisées, mercredi au Cap et vendredi à Johannesburg, par le gouver-

nement sud-africain. Plusieurs membres de l'opposition libérale ont salué cette attitude du gouvernement.

De son côté, un porte-parole du Mouvement pour la liberté afrikaan (BVB) a indiqué qu'il appelait tous les « mouvements frères » à se joindre à une marche, au terme de laquelle une lettre de protestation contre les excès des militants anti-apartheid serait remise au ministre de la loi et de l'ordre, M. Adrian Vlok. Le BVB a accusé le gouvernement de « prendre parti pour les forces qui ridiculisent et provoquent la police, et de préparer la voie à la prise du pouvoir par le Congrès national afrikaan (ANC) ».

Publié
TAREK AZIZ :
« NOTRE
CONTENTIEUX
AVEC LA
FRANCE... »

Le chef de la diplomatie tricolore révèle aussi, dans une longue interview, les dessous des différends de Bagdad avec Moscou, Washington et Damas. Il définit les priorités de son pays.

Dans le numéro de septembre
d'Arabes
en kiosques et en librairies
78, rue Joffroy 75017 Paris
Tél. : 46.22.34.14

M. Ghazali, un économiste aux affaires étrangères

C'est en grande partie sur son nom et le crédit personnel dont il jouit dans les sphères internationales que M. Sid'Ahmed Ghazali a réussi le tour de force d'éviter à l'Algérie un réajustement de sa dette au cours de l'année écoulée. Il est parti plaider la cause algérienne à Washington devant le FMI et la Banque mondiale, et a été entendu. FMI et Banque mondiale ont globalement apporté 1 milliard de dollars aux finances algériennes. Payant de sa personne, il s'est également rendu à Paris pour développer son argumentaire aux quatorze premières banques françaises. Grâce à lui, une bouffée d'oxygène a été insufflée à l'économie algérienne.

Au moment où l'Algérie doit s'ouvrir économiquement sur l'Occident et sur l'Europe en particulier, qui donc mieux que lui, qui fut ambassadeur à Bruxelles et secrétaire auprès de la Communauté économique européenne, pourrait présider aux destinées de la diplomatie algérienne ?

M. Ghazali, âgé de cinquante-deux ans, est ingénieur, diplômé de l'Ecole des ponts et chaussées de Paris. C'est M. Belaid Abdessalam, l'ancien patron de l'économie et de l'industrie algérienne à l'époque de Boumediène, qui lui a mis sérieusement le pied à l'étrier. Il était sous-secrétaire d'Etat aux travaux publics lorsque M. Belaid Abdessalam l'appela à la direction des mines et des carburants,



carburants, celle qui fait rentrer les devises en Algérie, le nouveau ministre des affaires étrangères a été l'artisan de la nationalisation des pétroles algériens.

En 1977, il est nommé ministre de l'énergie et des industries pétrochimiques. Mais il est écarté de ce secteur en mars 1979 par M. Chadli, fraîchement élu.

M. Ghazali, ne conservera pas longtemps le portefeuille de l'hydraulique. Le président de la République l'exclut brutalement du gouvernement, le 14 octobre suivant, pour avoir fait à la solidarité gouvernementale. M. Ghazali qui réclamaient au bureau politique du FLN et au gouvernement un débat sur la politique énergétique du pays, s'en était violemment pris à son successeur, M. Belkacem Nabil, avant d'envoyer sur quelque deux cents membres du comité central du FLN une lettre expliquant sa position.

A cette époque, le pouvoir, tout occupé à « déboussoler » l'Etat, était ravi de saisir l'occasion d'exclure M. Ghazali de la gestion des affaires, comme il l'avait fait avec MM. Belaid Abdessalam et Abdelaziz Bouteflika dès mars 1979.

Après une traversée du désert relativement brève, M. Ghazali était écarté de la République, au sein du corps diplomatique, de 1984 à 1988. C'est M. Kasdi Merbah qui le sortit de son « exil bruxellois » pour le nommer ministre des finances dans son gouvernement. Il est aujourd'hui, protocolairement, immédiatement placé après le chef du gouvernement. Les péripéties de 1979 sont oubliées.

F. F.

La composition du cabinet

Chef du gouvernement : M. Mouloud Hamrouche (*).
Affaires étrangères : M. Sid'Ahmed Ghazali (**).
Justice : M. Ali Benflis (**).
Affaires religieuses : professeur Saïd Chibane (*).
Intérieur : M. Mohamed Salah Mohammedi (*).
Collectivités locales : M. Benali Hami (*).
Economie : M. Mohamed El-Mili Brahimi (*).
Universités : professeur Abdelmalik Ali-Rachedi (*).
Jeunesse : professeur Abdelkader Boudjenna (*).

Formation professionnelle : M. Abdennour Keramane (**).
Economie : M. Ghazi Hidouci (*).
Organisation du commerce : M. Smad Goumezzane (*).
Affaires sociales : M. Mohamed Ghrib (**).
Emploi : M. Mohamed Kar-Amar (*).
Agriculture : M. Abdelkader Bendoud (*).
Industrie : M. Hacene Kahlouch (*).
Equipement : M. Chérif Rahmani (**).
Mines : M. Sadek Boussena (**).
Transports : M. El-Hadi Khediri (**).
Postes et télécommunications : M. Hamid Sidi Seki (*).
Santé : professeur Akli Kheddis (*).
Secrétaire d'Etat aux Affaires maghrébines : M. Abdelaziz Khelil (**).
Secrétaire général du gouvernement : M. Ahmed Medjouda (*).

Depuis le coup d'Etat du 19 juin 1965 qui a porté au pouvoir le colonel Houari Boumedienne, le portefeuille de la défense est détenu par le chef de l'Etat. Le secrétaire général du ministère de la défense, le général Mustapha Chelloul, figurait sur la liste protocolaire du dernier gouvernement Merbah.

(*) Fait son entrée au gouvernement.
(**) Maintenu à son poste.
(***) Reste au gouvernement, mais change de portefeuille.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

SEPTEMBRE 1989

LES BANQUES EN MOUVEMENT

Le système bancaire change face au défi européen et à un environnement plus concurrentiel.

- L'évolution des métiers et des techniques.
- Le nouveau rôle des banquiers.
- Les nouvelles stratégies bancaires.

L'INDE

Un dossier complet sur l'Inde aujourd'hui.

- Le règne mouvementé de Rajiv Gandhi.
- Une société à deux vitesses.
- Une puissance en développement.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

MARDI 19 SEPTEMBRE 1989 (DATÉ MERCREDI 20)

SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

« SECTEURS DE POINTE »

32 pages d'offres d'emploi pour les ingénieurs de production, les ingénieurs commerciaux, les informaticiens...

PILE
SEPARÉE

Diffusé avec le quotidien sans supplément de prix.

صكنا من الامم

صكنا من الامل

...si vous avez du mal à imaginer, découpez ce bon.

Avez-vous déjà visité Disneyland ?
Avez-vous souvent entendu parler de Walt Disney World ?
Voici maintenant Euro Disneyland,
l'aboutissement de 35 ans de travail... et d'imagination.

Peut-être avez-vous un peu de mal à imaginer
ce que va être ce domaine qui va s'établir sur près
de 2 000 hectares avec des golfs, des lacs, des hôtels,
et tout un monde de loisirs.

Peut-être avez-vous envie d'en savoir plus sur
Euro Disneyland ? Alors découpez ce coupon et vous
recevrez une brochure détaillée.

Nom _____

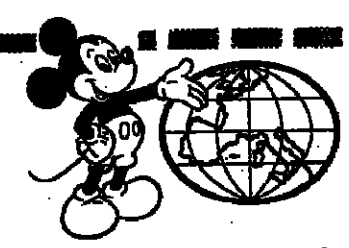
Prénom _____ Tél. _____

Adresse _____

Code postal _____

Envoyez ce bon à EURO DISNEYLAND S.C.A., C/O Ressources MMC, 92521 Neuilly-sur-Seine Cedex.

INVESTISSEZ DANS LE MONDE MAGIQUE DE DISNEY.
DEVENEZ ACTIONNAIRE D'EURO DISNEYLAND.



Euro Disneyland S.C.A.

Proche-Orient

La visite éclair du ministre israélien de la défense au Caire

M. Rabin discute avec M. Moubarak des propositions de paix égyptiennes

Le ministre israélien de la défense, M. Itzhak Rabin, était attendu lundi 18 septembre au Caire, où il se rendait à l'invitation du président Hosni Moubarak. Il devait y discuter, à la suite des propositions de paix égyptiennes, de la façon dont pourraient se tenir des pourparlers palestino-israéliens, préliminaires à la tenue d'élections dans les territoires occupés. On indique de source informée au Caire, rapporte notre correspondant

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Itzhak Rabin, superstar de la politique israélienne ? La question fait en tout cas les titres d'une bonne partie de la presse qui estime que le ministre de la défense, qui devait être l'hôte du président Hosni Moubarak lundi 18 septembre au Caire, n'a jamais paru aussi puissant. Et ce, aussi bien dans sa propre formation, le Parti travailliste, dirigé par M. Shimon Pérès, vice-premier ministre, qu'au sein d'un gouvernement d'union nationale présidé par le chef du Likoud, M. Itzhak Shamir, et dont le ministre des affaires étrangères est M. Moshe Arens. C'est dire que le rendez-vous du Caire, organisé à l'invitation des Égyptiens, a dû faire pas mal de jaloux à Jérusalem.

Il illustre, très clairement, la position centrale occupée par M. Rabin sur la scène politique israélienne. C'est sans doute parce qu'il considère qu'il est aujourd'hui un des hommes-clés de la situation politico-diplomatique que les Égyptiens ont invité le ministre de la défense à venir dans la capitale égyptienne. L'entretien, prévu pour quelques heures seulement, devait porter sur les récentes propositions égyptiennes (le Monde daté 17-18 septembre) destinées à relancer un processus de négociations à partir du projet israélien d'élections en Cisjordanie et à Gaza — un projet qui fut précisé

Alexandre Baccianti, qu'une liste de personnalités palestiniennes « de l'intérieur » et de la diaspora est en préparation en vue de composer la délégation susceptible d'entamer des négociations avec les Israéliens. Parmi les noms cités figurent ceux de MM. Fayal et Hameini, Mohamed Melhem et Akram Hanih. Ces deux derniers ont été expulsés des territoires occupés. On note, en outre, la présence en

ment l'œuvre du ministre de la défense.

Comme c'est ce même Itzhak Rabin qui, l'hiver dernier, fut l'artisan de la participation des travaillistes au gouvernement d'union nationale, il est aussi « le seul », écrit le quotidien *Haaretz*, à pouvoir brandir de manière crédible la menace d'un départ des travaillistes du gouvernement », au cas où il jugerait que ses partenaires du Likoud s'opposent aux tentatives en cours pour relancer des négociations. Cela donne du poids, et les Égyptiens paraissent l'avoir parfaitement compris.

Il y a plus. Ministre de la défense à l'heure du soulèvement palestinien dans les territoires occupés, M. Rabin est le maître-d'œuvre de la politique de « la main de fer » — ce qui arrange bien M. Shamir et le Likoud. Visage buriné, voix rocailleuse, éternelle cigarette aux lèvres, M. Rabin a rarement fait part d'états d'âme dans l'exercice de ses fonctions. Mais l'homme n'est pas si simple.

Ancien premier ministre (1974-1977), chef d'état-major lors de la guerre de six jours (en juin 1967), ancien responsable du Palmach (les unités d'élite de la Hagana, avant la création de l'État), Itzhak Rabin est aussi le dirigeant politique israélien qui a le plus crûment décrit à ses compatriotes la vraie nature du soulèvement palestinien : expression d'une revendication nationale, par-

te l'ensemble de la population de Cisjordanie et de Gaza et qui ne saurait trouver de règlement que politique. Depuis bientôt deux ans, le ministre de la défense l'a dit et répété à longueur d'entretiens.

Le plus populaire

Ce mélange de comportement rugueux, de parler franc et de gros bon sens lui vaut la sympathie de l'opinion. A soixante-sept ans, le numéro deux du parti travailliste est aujourd'hui, à en croire tous les sondages, l'homme politique le plus populaire du pays — et de très loin. Au début du mois, l'historienne et influente journaliste Idith Zertal écrivait dans l'hebdomadaire *Ha'ir* : « Sa force politique actuelle, la confiance illimitée dont il jouit auprès de l'opinion publique, dans son parti et d'une manière générale sur la scène politique, rappelle la position qui fut celle de Ben Gourion et Golda Meïr au sommet de leur carrière : cela lui permet aujourd'hui de faire adopter n'importe quel plan. » Avec un brin de scepticisme ironique, mais aussi d'espoir, la journaliste interrogeait : « Saura-t-il rallier les rendez-vous de l'Histoire ? »

L'invitation à se rendre au Caire a été transmise à M. Rabin dans la soirée de vendredi par l'ambassadeur d'Égypte en Israël, M. Mohamed Bassiouni. Celui-ci venait de présenter officiellement aux quatre

principaux responsables du gouvernement les propositions égyptiennes : elles doivent permettre — espère Le Caire — de convoquer une conférence réunissant les Israéliens et une délégation palestinienne pour débattre de l'organisation d'élections dans les territoires occupés.

Le « forum des quatre », déjà réuni vendredi, a été de nouveau convoqué samedi soir, mais sans réussir à se mettre d'accord sur la réponse à apporter à l'initiative du président Moubarak. MM. Shamir et Arens (Likoud) ne veulent pas donner suite à des propositions égyptiennes qu'ils ont qualifiées de « champ de mines » et qui, estiment-ils, s'éloignent beaucoup trop du projet israélien. Les travaillistes Pérès et Rabin sont d'un avis contraire : ils évoquent une « occasion historique » à saisir et qui devrait permettre de redonner un projet du gouvernement d'élections dans les territoires.

La décision finale sera prise en cabinet restreint — qui regroupe cinq ministres du Likoud et cinq du parti travailliste — d'ici deux à trois semaines. Entretemps, M. Shamir peut toujours espérer que l'OLP rejetera l'initiative du président Moubarak — ce qui permettrait au premier ministre de faire l'économie d'une crise au sein du gouvernement d'union nationale.

ALAIN FRACHON.

LIBAN : nouvelle volte-face diplomatique

Le Comité arabe s'aligne sur les thèses syriennes

BEYROUTH
de notre correspondant

Le Comité tripartite arabe (Algérie, Maroc, Arabie saoudite) a présenté, samedi, un plan en sept points qui constitue son verdict entre les belligérants au Liban. La Syrie et ses alliés libanais l'ont accueilli sur-le-champ avec enthousiasme, le camp chrétien avec consternation.

Le premier point du plan de règlement arabe est un ordre de cessez-le-feu immédiat. Le second prévoit la constitution d'une commission interlibanaise, présidée par M. Lakhdar Ibrahim, délégué du Comité arabe au Liban, pour superviser le cessez-le-feu et contrôler les navires soupçonnés de transporter armes ou munitions pour l'une quelconque des parties belligérantes.

Le troisième point enjoit la levée du blocus (du réduit chrétien) et la réouverture de l'aéroport de Beyrouth dès que la commission précitée sera à l'œuvre.

Le quatrième point est une répétition de l'ordre de cessez-le-feu, assortie, cette fois, d'un appel à l'arrêt des campagnes médiatiques. Le cinquième est une invitation à tous les pays concernés, notamment à ceux qui ont apporté leur soutien au Comité arabe, pour qu'ils cessent les fournitures d'armes à toutes les parties au Liban, le triumvirat soulignant qu'il a trouvé une pleine coopération de la part de tous les pays qu'il a sollicités à ce sujet, ce qui, implicitement, désigne l'Irak qui fournit des armes au camp chrétien.

Déception dans le camp chrétien

Le sixième point comporte une convocation de l'Assemblée nationale libanaise pour le 30 septembre, en vue de préparer et de discuter le document de l'entente nationale, en un lieu qui sera l'objet de concertations de M. Ibrahim avec les députés, à Beyrouth, étant précisé que cette réunion parlementaire se

tiendra après consolidation du cessez-le-feu, levée du blocus maritime et réouverture de l'aéroport. Le septième point annonce l'arrivée de M. Ibrahim à Beyrouth, le 17 septembre, pour mettre ces résolutions en application.

Les déclarations du général Michel Aoun, premier ministre en exercice dans le réduit chrétien, en attendant le complément d'information et les explications de M. Ibrahim, traduisent la déception et l'émotion du camp chrétien face à ce qui, jusqu'à plus ample informé — comme une volte-face du triumvirat arabe.

Après avoir mis en accusation la Syrie pour obstructionnisme il y a un mois et demi, à la colère de ce pays — ce qui avait remis le feu aux poudres — le triumvirat lui donne soudain satisfaction sur toute la ligne. Non seulement, en effet, il n'est plus question du retrait des troupes syriennes du Liban, ni même de la Syrie sur aucun plan — ce qui, à vrai dire, était prévisible si l'on voulait obtenir la coopération de Damas pour sortir de l'impasse, — mais il n'est plus question, non plus, d'observateurs arabes ou onusiens pour superviser la trêve, ou, au moins, l'embargo sur les armes. Sans compter que cette surveillance s'applique expressément au littoral et donc à l'armée libanaise, mais guère aux frontières terrestres avec la Syrie, qui reste maîtresse des mouvements de son armée au Liban, avec la signification politique que cela implique.

Dans ces conditions, on comprend que Damas ait aussitôt donné son plein accord, relayé par ses alliés libanais, notamment par le premier ministre en secteur musulman, M. Solim Hoss.

Pour se reconforter quelque peu, on se persuade dans le camp chrétien qu'un retrait des troupes syriennes de Beyrouth-Ouest est convenu entre le triumvirat et Damas, quitte à laisser aux Syriens l'apparence d'en prendre l'initiative de leur plein gré et de le baptiser « regroupement ». Une allusion très sibylline — à ce sujet est relevée dans la conférence de presse de l'émir Saoud El Fayal, ministre saoudien des affaires étrangères, qui a accompagné la proclamation du plan en sept points, où il parlait de « l'extension de la souveraineté libanaise à l'ensemble du territoire », après réalisation de l'entente nationale. On souligne dans le sec-

teur chrétien que, non seulement M. Ibrahim, retardant sa venue à Beyrouth, s'est aussitôt après la proclamation de Djeddah rendu à Damas, où il a rencontré le vice-président Khaddam et le ministre Charré — ce qui n'était pas prévu, — mais que l'émir Saoud El Fayal lui-même y a porté un message du roi Fahd au président Assad. Etait-ce pour rappeler à ce dernier quel engagement ? Y aurait-il des clauses secrètes complétant cette proclamation et la rééquilibrant ? Les spéculations vont bon train à Beyrouth.

Le dilemme du général Aoun

Quoi qu'il en soit, pour le général Aoun, il va être assez difficile d'accepter, dans son ensemble, le plan de Djeddah que de le rejeter en bloc. Dans une interview télévisée diffusée dimanche soir, mais enregistrée samedi à midi avant la proclamation de ce plan, il a rappelé les lignes de force constantes de sa politique, dont certaines répondent, a priori, à ses dispositions. Ainsi, il s'en tient au principe que la réforme ne peut intervenir « à l'ombre de l'occupation », émettant des réserves sur la représentativité du Parlement et de ce qui en reste au bout de dix-sept ans d'autoproclamation de son mandat, sans cependant rejeter expressément le projet de convocation des députés à un débat sur l'entente.

Le général Aoun a réitéré, avec force, ses attaques contre la Syrie, Israël et surtout les États-Unis. Il s'est finalement montré ferme, tout en donnant des indications de ce qu'il pourrait faire pour ne pas paraître s'opposer au programme du comité arabe et ne pas se retrouver (à la place de la Syrie) dans le rôle de l'acquéreur. Après tout, souligne-t-on dans son entourage, si le rapport du comité arabe mettait Damas en accusation c'est passé sous silence dans la proclamation de Djeddah. Il n'est pas remis pour autant et il demeure une pièce capitale du dossier.

Arrivé dimanche soir à Beyrouth — soumise, une fois de plus, à des bombardements durant la nuit, — M. Ibrahim a rencontré, en secteur musulman, MM. Berri (chef de la milice chiite Amal) et Hoss. Lundi, il devait s'entretenir avec le général Aoun.

LUCIEN GEORGE.

Asie

CHINE : selon le porte-parole du gouvernement

M. Zhao Ziyang est « libre » de ses mouvements

PEKIN
de notre correspondant

Les autorités chinoises se sont efforcées, au cours du week-end, de donner l'image d'un pouvoir raisonnable quoique décidé à rester ferme. C'est en particulier le sens d'une « révélation » faite par le porte-parole du gouvernement, M. Yuan Min, concernant l'ancien secrétaire général du parti communiste M. Zhao Ziyang, limogé durant la crise du printemps : à l'en croire, M. Zhao « est libre », il vit à Pékin, perçoit toujours les mêmes émoluments et jouit des mêmes avantages matériels que lorsqu'il dirigeait le parti.

Quelle que soit la valeur qu'on y attache, cette précision sur la nature de la disgrâce de M. Zhao témoigne d'un certain adoucissement de ton à son égard : « jusqu'à présent », on ne lui reproche que des agissements tombant dans la catégorie des affaires « internes au parti », qui ne sont, en principe, pas passibles de poursuites en justice.

Les déclarations du porte-parole ont été faites à une délégation d'un journal économique japonais, le *Sangyo Keizai Shimbun*, et ont été publiées par la presse de Pékin lundi, ce qui leur confère un poids particulier.

Pas de levée de la loi martiale

Cette intervention modérée de la part d'un homme proche de M. Li Peng coïncide avec le retour de M. Deng Xiaoping devant les caméras de télévision et cadre avec le ton rassurant que le vieux dirigeant a voulu donner à ses propos. M. Deng a assuré, samedi, à un visiteur (le Monde daté 17-18 septembre) que, « malgré les troubles, la nouvelle direction adhère aux politiques de réforme et d'ouverture suivies depuis dix ans, maintiendra la stabilité et l'unité, se conformera au principe consistant à concentrer son attention sur la tâche centrale qu'est la construction économique tout en respectant les quatre prin-

cipes fondamentaux [du socialisme] ».

Le vieux dirigeant, qui passe pour avoir pesé de tout son poids afin que le pouvoir moderne ses critiques à l'encontre de M. Zhao, a expliqué la crise du printemps par le fait que « certains camarades s'étaient entièrement plongés dans leur tâche spécifique sans porter suffisamment attention aux développements idéologiques et politiques, et ont manqué de vigilance devant la gravité de la corruption, adoptant pour combattre cette dernière des mesures inefficaces ». Le propos est visiblement destiné à M. Zhao, mais n'est pas chargé d'une excessive sévérité. M. Deng s'est dit confiant dans la capacité de la direction à « tenir compte des leçons de ces troubles et à lutter contre la corruption de manière à éliminer une administration propre », grâce à quoi « la Chine avancera de façon plus stable, plus équilibrée et à enjambrées plus grandes » dans la voie du développement.

Plus encore que ces déclarations sans surprise, ce sont les rumeurs ayant couru depuis trois mois sur son état physique qui rendaient en retour de M. Deng important. Tout le monde, son visiteur en particulier, le juge « en excellente santé ». Brouzé, M. Deng a assuré avoir nagé dans la mer au cours de l'été, « car je n'aime pas les piscines couvertes » n'avait pas l'air d'hésiter trop dans son élocution, à en juger par les extraits de la rencontre diffusés à la télévision. Sa main ne tremblait pas excessivement.

On se demande toujours, dans ces conditions, quelle est l'étendue exacte de son influence dans la gestion quotidienne, compte tenu des volontés exprimées par le premier ministre dimanche. M. Li, selon des sources japonaises, a exclu toute levée prochaine de la loi martiale à Pékin, concession que lui demandait son interlocuteur, arguant au contraire de ce qu'elle était indispensable en raison de la présence en ville de « certaines » d'armes volées par les émeutiers à l'armée durant la répression militaire de juin.

FRANCIS DERON.

AFGHANISTAN : le retour en France de Xavier Lemire

« J'essaierai de trouver une mission plus calme »

NEW-DELHI
de notre correspondant

Arrêté le 14 août, le kinésithérapeute français Xavier Lemire, de l'organisation Handicap International, a été libéré le 14 septembre. Entre-temps, il a subi « trois à cinq heures d'interrogatoires par jour », toujours par la même personne, une sorte de « magistrat » (en réalité, probablement un responsable du Khat, les services secrets afghans). Il lui posait des questions sans fin pour tenter de débusquer l'espion derrière cet individu, à l'évidence louche, aux yeux du pouvoir, qui a choisi d'entrer en Afghanistan pour aller relever d'autres camarades dans la province de Hérat, où fonctionnait un atelier d'orthopédie.

Pendant trente jours, il explique sa « vocation humanitaire » et le rôle de Handicap International et, pendant trente nuits, revêtu ces moments tragiques : « Après une heure de route, au détour d'une dune, nous avons brusquement aperçu une colonne importante d'une douzaine de véhicules. J'ai dit à Vincent (Vincent Gernigon) : « M..., plonge-toi ». Je me suis recroquevillé dans le camion, et la fusillade a aussitôt commencé. Cela a duré quinze à vingt minutes. Malheureusement, Vincent a été touché, tué sur le coup ».

Xavier Lemire, qui a effectué une halte samedi 16 septembre au soir à New-Delhi, avant de rentrer dimanche matin à Paris, est libre, et ses

blessures se cicatrisent. Pour la énième fois, il raconte son histoire, ses vingt-cinq jours à l'hôpital de Kaboul, ses trois jours de prison, et le reste : cet incroyable voyage de plus de deux semaines à travers l'Afghanistan avec un groupe de moudjahidins apparemment mal organisés ; cette attente dans le village de Marja ; la location d'un camion qui finira par s'enliser ; les lissas d'afghans qu'il faudra verser à plusieurs reprises ; l'algarde entre le chauffeur et le chef du groupe et les huit hommes en armes qui montent dans le camion sans y être invités ; le matériel abandonné au milieu du désert, et « plus rien à manger, plus d'eau potable » ; la décision, enfin, de repartir vers la frontière devant la tournure des événements, la recherche d'un guide...

Xavier Lemire, pourtant, n'incrimine personne : « Nous avions choisi le Jamiat (Jamiat-Islami, formation fondamentaliste modérée) parce qu'ils nous donnaient le plus de garanties d'indépendance. Ce n'est pas de leur faute. C'est « un grain de sable » qui a créé une catastrophe, un problème technique ».

Xavier Lemire, trente-six ans, a accompli de nombreuses missions humanitaires (Thaïlande, Calcutta, Mozambique, Angola et enfin Afghanistan). Il ne remet rien en cause. Il va se reposer. Après ? « J'essaierai de trouver une mission plus calme ».

LAURENT ZECCHINI.

CAMBODGE

M. Hun Sen affirme que « le prince Sihanouk ne reviendra pas à Phnom-Penh »

« Le prince Sihanouk ne reviendra pas à Phnom-Penh car il n'y a pas de solution politique au problème cambodgien », a déclaré, samedi 16 septembre, le premier ministre du régime de Phnom-Penh, M. Hun Sen. « Dans le passé je me suis montré flexible à l'égard du prince, désormais je serai inflexible. Il ne reviendra pas au Cambodge, s'il y a une solution politique, il le dira à mon peuple qu'il n'y aura pas de solution politique ». La veille, il avait violemment dénoncé l'alliance entre le prince et les

Khmers rouges, affirmant qu'il ne peut très bien se passer de Sihanouk, qui veut revenir avec les Khmers rouges ».

Ces déclarations faites du chef du régime de Phnom-Penh — qui est attendu cette semaine en visite à Bangkok — interviennent alors que se poursuit la phase finale du retrait des troupes vietnamiennes en présence de 350 journalistes étrangers et que les activités de la résistance s'intensifient. — (AFP, Reuters.)

صلى الله عليه وسلم

Devant ses amis réunis à Gouvioux M. Michel Delebarre a tenté de retrouver une marge de manœuvre par rapport à M. Jospin

GOUVIEUX (Oise)
de notre envoyé spécial

M. Michel Delebarre mène une entreprise qui emprunte à l'esprit des « transhumants » : sortir du cadre intellectuel imposé par le jeu des courants au sein du PS, afin de parler des problèmes politiques dans des termes qui ne soient pas codés par les impératifs tactiques. Cette démarche suscite manifestement de l'intérêt parmi nombre de socialistes, mais il se trouve que M. Delebarre est engagé au côté de M. Lionel Jospin dans la préparation du congrès de Rennes et qu'il est donc tenu par une logique de courant ou plutôt, dans l'état actuel des choses, de « sous-courant ».

C'est ce qui explique que la réunion organisée par le ministre de l'équipement et des transports à Gouvioux dans l'Oise, samedi 16 et dimanche 17 septembre, ait été suivie par quelque deux cents personnes, mais qui étaient, dans leur grande majorité, très « marginales ». Les invitations avaient été lancées par M. Delebarre et par M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, partisan de M. Jospin. M. Jacques Mellick, voisin régional de M. Delebarre (Tun est du Pas-de-Calais, l'autre du Nord) et ministre délégué à la mer, n'a pas participé à cette rencontre.

Ami de M. Delebarre, mais partisan de M. Fabius (qui a reçu le 15 septembre l'appui unanime des responsables de la fédération du Pas-de-Calais appartenant au courant majoritaire), M. Mellick n'a pas souhaité participer à une initiative qui lui paraissait trop nettement orientée en faveur de M. Jospin.

Conscient de ce handicap, M. Delebarre a précisé, dans une interview au *Journal du dimanche* du 17 septembre, les limites de son engagement auprès du ministre de l'équipement national. « Je ne veux pas faire de la peine à Lionel Jospin, mais je ne suis pas jospiniste », déclare-t-il dans cet entretien. « Sinon, explique-t-il, cela voudrait dire que sa stratégie est une stratégie présidentielle ». Or M. Jospin n'a que ce soit le cas. « L'heure venue, ajoute M. Delebarre, il y aura débat sur le meilleur candidat, et je ne déterminerais pas le ministre de l'équipement et des transports, l'essentiel est d'éviter que les courants ne se transforment en « écuries » et le PS en « un gigantesque haras ».

A l'appui de ce souci de ne pas paraître trop lié par son engagement au côté de M. Jospin, M. Delebarre a fait, samedi, une visite au Creusot, en compagnie de M. André Billardon, député de la Seine-et-Marne, proche de M. Fabius. Il n'est resté que quelques minutes avec les fabiusiens et a déclaré par leur absence à Gouvioux, où l'on remarquait en revanche un bon nombre de jospinistes distingués — MM. Dominique Strauss-Kahn, Jean-Marie Le Gou, Jean-Christophe Cambadélis, François Hollande, Gérard Le Gall — ainsi qu'un recordman (M. Bernard Pérochant, député du Finistère, maître de Quimper), M. Catherine Tison, ministre délégué à la consommation.

Les « rénovateurs » communistes veulent se rapprocher du PS

« Comme mouvement politique national, le Mouvement des rénovateurs communistes (MRC) est politiquement hors jeu, et donc inutile. Pour qu'il joue un rôle, il faut qu'il renoue ses alliances avec les forces qui comptent. » Ce constat figure dans le rapport présenté, samedi 16 septembre à Paris, par M. Claude Liabres devant l'assemblée (quatorze membres) de son mouvement.

Tout le bilan de son échec européen (0,4 % des voix), le coordinateur national du MRC estime que « la voie de la réforme de la société capitaliste apparaît en définitive comme la seule praticable dans la mesure où seule elle garantit à chaque étape de sa réalisation l'adhésion explicite de la majorité du peuple ».

Même si l'expression « indépendance-association » avec le PS a été retirée du texte, il n'en demeure pas moins que M. Liabres et certains de ses amis restent favorables à un rapprochement réformiste qui prendrait le relais du « réalisme révolutionnaire ».

Si tous les membres de l'exécutif semblent s'accorder sur la validité de leur tentative hors du PCF ainsi que sur la réalité de l'éloignement de ce parti en France, ils se séparent, en revanche, sur l'utilisation de leur héritage culturel — être ou ne pas être communiste — et sur leur positionnement politique.

Une prochaine scission paraît écartée : un conseil national est prévu en octobre et un congrès en décembre, mais il est sûr que certains responsables du MRC ne sui-

tion, M. Yves Durand, porte-parole, député du Nord, et le porte-parole de l'Elysee, M. Hubert Védrine, venu témoigner là — comme la semaine précédente chez les fabiusiens, à Evry — du *nil obstat* présidentiel.

Pour la plupart, néanmoins, les socialistes réunis par MM. Delebarre et Nallet appartiennent à l'ancien courant « B », celui de M. Pierre Mauroy, qui est lui-même venu déjeuner en compagnie de son ancien directeur de cabinet et officiel « dauphin ». Depuis la fusion de ce courant avec le « A », c'est-à-dire les mitterrandiens, il y a deux ans — ce que les amis de M. Jean-Pierre Chevènement raillent en parlant du courant « B-A » (« béat »). — M. Mauroy ne se considère plus comme le chef de file d'une tendance, mais comme le dépositaire et le continuateur de la synthèse mitterrandienne.

Libre à M. Delebarre, si cela lui chante, de réunir les anciens « B », tels MM. Georges Frêche, maire de Montpellier, Edmond Hervé, maire de Rennes, Roger Quilliot, maire de Clermont-Ferrand, Jean-Yves Le Drian, maire de Locminé. Ceux-ci ne sauraient suffire à assurer une base à un prétendant au poste de premier secrétaire.

« Une oasis sur la piste des éléphants »

Une telle réunion a, du moins, pour M. Delebarre, l'avantage de rappeler qu'il existe et que son action ne se borne pas à faire figurer sa signature au bas d'un texte à côté de celle de M. Jospin. Le maître de Dunkerque a tenté de se situer, dans le débat de courant, en retraçant par rapport à MM. Fabius et Jospin. « Je ne crois pas, a-t-il dit, que le rôle du parti en période préparatoire au congrès soit la critique systématique du gouvernement. » Cela était dit pour les jospinistes. « Je ne crois pas, a-t-il ajouté, que la phase préparatoire soit la critique systématique de la direction du parti. » Cela visait les fabiusiens.

Pour tenter de se réconcilier de la sorte et pour entretenir son image anticongressiste, M. Delebarre a voulu que la réunion de Gouvioux soit l'occasion d'une confrontation entre des politiques et des observateurs, ou des intellectuels. Le dîner de samedi a permis aux participants d'entendre le philosophe Michel Serres, venu leur expliquer sa conception d'une politique qui s'efforcerait de répondre aux nouveaux défis posés par les pouvoirs scientifiques, administratifs et médiatiques. Dimanche, les politologues Alain Duhamel et Jérôme Jaffré ont tenu, à leur auditoire, un miroir sympathique mais objectif, devant lequel les politiques étaient invités à faire leur examen de conscience.

« Une oasis sur la piste des éléphants », ainsi M. Delebarre a-t-il défini la réunion de Gouvioux. Les militants présents ont pu se débarrasser, mais le harcèlement des éléphants (surtout des dirigeants socialistes) se faisait entendre dans le lointain.

PATRICK JARRIEAU.

Afin de vérifier l'efficacité ou l'opportunité des mesures entreprises

Un rapport au premier ministre définit les modes d'évaluation des décisions publiques

M. Patrick Viveret vient de remettre au premier ministre le rapport que celui-ci lui avait demandé sur la mise en place de procédures et de dispositifs d'évaluation des décisions publiques. Parallèlement, la commission d'évaluation et de suivi du revenu minimum d'insertion (RMI), première application des idées de M. Viveret, a été officiellement installée le 14 septembre.

Au-delà du contrôle des actions de l'Etat, tel qu'il est notamment pratiqué par

la Cour des comptes, l'objectif de l'évaluation serait de vérifier l'efficacité ou l'opportunité des mesures entreprises. Mais son jeu est également plus large, ainsi que l'explique l'auteur du rapport dans l'introduction qu'il nous a accordée.

En toile de fond, il s'agit de « moderniser les outils de l'intelligence politique », selon l'expression de M. Michel Rocard, pour entreprendre la rénovation de l'Etat et de la fonction publique, répondre encore plus nécessairement par les nouvelles exigences de la concurrence internationale.

M. Viveret, analyste fin et intellectuel brillant, est proche de M. Rocard depuis les années 1970, époque à laquelle il était membre du bureau national du P.S.U. Il a, pendant plusieurs années, animé la revue du courant rocardien au sein du P.S. « Faire », aujourd'hui disparue. Il avait créé un « observatoire de la décision publique » avant d'être nommé, par le gouvernement constitué au printemps 1988, dans l'équipe du Commissariat au plan.

« La compétition économique suppose une amélioration du fonctionnement démocratique »

nous déclare M. Patrick Viveret

« Votre rapport consacre à la nécessité d'organiser les méthodes d'évaluation des politiques et des actions publiques pour juger si elles sont ou non bien fondées. Quelles sont les raisons qui rendent cet examen nécessaire ?

— Il faut d'abord partir de l'analyse que fait le premier ministre. Il s'agit de la façon de gouverner des sociétés complexes, alors que, dans ces sociétés, le pouvoir de l'expertise ou du savoir devient déterminant. Vient ensuite la toute première circulaire de Michel Rocard à ses ministres, destinée à lutter contre une certaine dégradation de la vie politique, y compris gouvernementale, et la pratique des effets d'annonce.

« Cela s'insère en outre dans un ensemble plus général de comparaison avec l'étranger. De plus en plus, la concurrence économique se joue autant sur la qualité des systèmes publics que sur les critères de compétition économique classique. La réforme de l'administration, le renouveau des services publics, la modernisation de l'Etat, etc., deviennent des éléments déterminants.

« Nous ne sommes pas dans une troisième révolution industrielle, dans une société prioritairement structurée par l'industrie, mais dans une société progressivement dominée par l'information. L'intelligence est la matière première centrale de la production de richesse. La différence se fait là, aujourd'hui. Dès lors, la démocratie devient non seulement une exigence politique et éthique, mais également un gisement de productivité de l'intelligence.

« Vous voulez donc offrir les moyens d'une amélioration du débat public ?

— L'évaluation élargit un débat et redonne une grande importance au rôle du Parlement. Cela lui permet d'intervenir avec autorité et lui fournit l'occasion d'accéder à toutes les ressources en information ou en

expertise, qui sont souvent monopolisées par les décideurs. Pour cette raison, le pluralisme de l'évaluation est lui-même lié au pluralisme de l'expertise.

— Serait-ce un moyen pour mieux exercer un contre-pouvoir ?

— D'une certaine façon. Il s'agit de faire aboutir pleinement l'état de droit en France. Non seulement sous sa forme traditionnelle, parce que la pleine indépendance et la pleine séparation des pouvoirs ne sont pas complètement respectées, mais aussi parce que la nouvelle source des pouvoirs, dans les sociétés développées, réside justement dans l'expertise, le savoir et l'information. Il n'y a pas de véritable équilibre des pouvoirs, et l'évaluation offre l'occasion d'y parvenir.

— Il y a donc un lien entre la capacité d'évaluer et l'amélioration de la vie démocratique ?

— Tous les systèmes d'organisation du conflit politique étaient construits sur de grandes passions politiques. Maintenant, ils se trouvent inadéquats à la délibération et au choix dans des sociétés qui, pacifiées sur les grands choix de sociétés, auraient par contre besoin de débattre sur des politiques publiques précises, y compris avec des conséquences lourdes. Ce sont les applications ou les actions concrètes du quotidien qui doivent être jugées.

« Quand, par exemple, le rapport Andrieux sur les dysfonctionnements du système scolaire en chiffre le coût à près de 100 milliards de francs annuels, voilà un type d'information qui permet à des groupes de citoyens d'intervenir parce qu'ils disposent d'informations. Quand l'ancien directeur des hôpitaux souligne un des problèmes majeurs de la politique hospitalière en expliquant qu'il y a près de deux tiers de la population de l'hôpital qui ne sont pas là pour se faire soigner, on y voit plus clair. La vieille

fonction de rélegation qu'évoquait Michel Foucault existe toujours et entraîne une inadéquation totale de notre système de santé.

« Sur la politique de l'éducation, sur la politique de la santé — et on pourrait dire la même chose sur l'urbanisme, — cela prouve qu'il y a des choix importants qui sont faits, qui engagent des sommes considérables, la vie de millions de personnes, alors que les outils démocratiques pour débattre de ces choix, pour former un jugement des citoyens, sont aujourd'hui très insuffisants.

Trois types d'intervention

— L'équipement nucléaire d'EDF ou le dossier de Comore au sein du Palais de l'Assemblée nationale. Comment cela se serait-il passé ?

— En amont, il y aurait eu un pluralisme. Les forces sociales ou économiques qui émettent un diagnostic différent sur les besoins en énergie et les propositions — je pense en particulier à la CFDT dans les années 75 — auraient été consultées et auraient eu droit à la parole au même titre que le CEA, EDF, et les grands corps techniques des mines ou des ponts et chaussées.

« Ce qui conduit à une première conclusion. Comme il se trouve que ces diagnostics ont été au total davantage confirmés par la réalité que les autres, on aurait pu — à partir d'un véritable débat public facilité par une contre-expertise qui permettrait également au Parlement de se faire une opinion plus formée, — avoir d'autres choix et peut-être éviter le surdimensionnement actuel. On alors, on aurait pu avoir le même choix, mais qui aurait été pris en pleine conscience, pour des raisons d'indépendance stratégique ou de puissance. On n'aurait pas fait semblant de croire qu'en plus cela correspondait à une réalité économique.

— Quels sont les sujets actuels qui se prêtent à l'évaluation ?

— J'ai proposé trois types d'intervention. D'une part, les évaluations qui portent sur des mesures nouvelles. On introduit un mécanisme comparable à celui qui a été adopté pour l'évaluation du revenu minimum d'insertion. Au moment où la décision est prise et la loi votée, on met en œuvre de façon concomitante un mécanisme pour

avoir un élément de référence sur la situation avant et après qui permet d'apprécier les effets de la politique. Dans cette catégorie, on a l'embaras du choix, entre toutes les nouvelles mesures prises en matière de lutte pour l'environnement, pour la prévention du sida et pour le crédit-formation.

« Ensuite, un deuxième groupe serait constitué des grands programmes techniques puisque, en général, énormément d'argent public leur est consacré. Comme ils sont très souvent conduits en France sous un monopole de l'expertise des grands corps techniques, il est difficile de juger de leur efficacité réelle. Citons les exemples récents du plan câble ou du plan informatique pour tous. A

chaque fois, des sommes énormes ont été engagées, il y a eu de grandes proclamations, et il serait très important d'y regarder de plus près, ensuite, y compris pour réajuster des stratégies.

« Le troisième grand créneau vise de très grandes politiques publiques qui sont conduites depuis une quinzaine ou une vingtaine d'années. L'exemple des politiques d'emploi vient tout de suite à l'esprit. En raison de l'accumulation des politiques successives des différents gouvernements, voire internes à un même gouvernement, il est tout à fait essentiel de savoir ce que, au fond, cela a donné. En plus, cela dépasse le débat puisqu'il ne s'agit pas de juger tel ou tel mais de regarder dans la durée et, dans ce qui a été fait pour l'emploi des jeunes, pour les chômeurs de longue durée, il n'y a pas eu d'effets pervers, dysfonctionnement ou contradictions.

« Mieux informés, les citoyens ne s'opposeraient plus, on pourrait être moins emportés dans leurs jugements... »

Propos recueillis par
ALAIN LERAUDE.

Offrir les moyens du pluralisme

Dans la lettre d'accompagnement de son rapport, M. Patrick Viveret souligne que « passer d'une culture exclusivement centrée sur le contrôle à une culture d'ouverture, ne plus considérer les citoyens comme des assistants passifs mais comme des acteurs de plein droit de la rénovation des services publics et pour la carte d'une mobilisation de l'intelligence des agents publics plutôt que celle de l'obédience des fonctionnaires est une entreprise de longue haleine ».

Pour ce faire, il propose que l'évaluation des actions publiques respecte les exigences d'indépendance, de rigueur, de pluralisme et de transparence, avec des modes de fonctionnement qui seraient distincts des organismes actuellement chargés du contrôle, c'est-à-dire les grands corps de l'Etat ou la Cour des comptes. Afin de contourner le « monopole de l'expertise ministérielle », il conviendrait de favoriser le pluralisme en multipliant les « pôles » de demande d'évaluation, y compris par la possibilité de saisir par les citoyens eux-mêmes, et les « pôles » de l'offre, tout en faisant appel à des cabinets d'audit privés.

Deux niveaux de déclenchement de la demande pourraient coexister. Un « conseil interministériel de l'évaluation » (CIME), rattaché au Commissariat gé-

ral du Plan, qui serait actionné par le gouvernement. Un « conseil national de l'évaluation » (CNE), autorité administrative indépendante qui serait un organisme public capable d'intervenir de son propre chef, ou à l'appel de tel ou tel groupe constitué. Dans ce schéma, le Parlement et le Conseil économique et social seraient appelés à jouer un grand rôle, tant pour la demande que pour l'offre d'évaluation.

M. Viveret préconise la constitution d'un « conseil scientifique de l'évaluation » (CSE), pour s'assurer de la qualité des études et veiller à la rigueur, ainsi que la création d'un « conseil national de l'évaluation » (CNE) chargé de donner les moyens nécessaires à la demande publique d'évaluation, tous deux communs à ces organismes.

L'ensemble du dispositif devrait pouvoir fonctionner pendant toute la durée du X^e Plan et serait alors soumis, lui-même à une évaluation, sous forme de bilan. D'ores et déjà, la commission d'évaluation du RMI, à l'œuvre depuis le 14 septembre, et qui doit rendre son rapport en 1992, préfigure ce qui pourrait être ce nouvel outil, utilisé pour accompagner une mesure, le cas échéant, et pour en apprécier l'efficacité.

A. L.

LE PLAN POUR L'AVENIR

Secrétariat d'Etat
auprès
du Premier Ministre
chargé du Plan

Les 12 rapports de commissions
et de groupes du X^e Plan
sont également publiés par
la Documentation Française.

102 pages, 75 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tel. 1 40 15 70 00

Politique

Une élection cantonale...

LOIRET : canton d'Outarville (1^{er} tour)
Inscr., 5 693; vot., 3 368; abst. 40,83 %; suffr. expr., 3 231.
MM. Pierre Bonnia, RPR, n. de Grenville-en-Beauce, 1 760 voix (54,47 %); Jean-Pierre Crosneau, div. d., 1 083 (33,31 %); Gérard Couvret, PC, 388 (12 %).

M. Bonnia a été élu, dès le premier tour de cette élection partielle organisée à la suite du décès, en août, de Pierre Mondine (RPR), conseiller général depuis 1982. Avec 54,47 % des

suffrages, le candidat du RPR, qui bénéficiait du soutien de M. Kéber Malécot (UDF), président de l'Assemblée départementale, ne retrouve toutefois pas le score enregistré par Pierre Mondine en 1988 (56,36 %). Stable en voix, le représentant du PC a progressé de plus d'un point en pourcentage.

Au premier tour de l'élection de 1988, Pierre Mondine avait été réélu avec 1 998 voix (56,36 %), contre 1 165 (32,42 %) à M. Crosneau, div. d., et 382 (10,77 %) à Mme Pelletier, PC. Il y avait eu 3 015 suffrages exprimés, 3 681 votants (34,82 %) et 5 648 électeurs inscrits.

...et deux municipales

INDRE-ET-LOIRE : Descartes (1^{er} tour)
Inscr., 3 246; vot., 2 465; abst. 24,06 %; suffr. expr., 2 383.
Liste PS conduite par M. Serge Petit, c.g., 1 259 voix (52,83 %), 21 élus; liste divers droite conduite par M. Gaston Hervier, 907 (38,06 %), 5 élus; liste PC conduite par M. Alban Chertier, 217 (9,10 %), 1 élu.

Le tribunal administratif de Tours avait annulé, le 1^{er} juin, les élections de mars dernier, en raison de l'existence de procédures judiciaires de nature à altérer les résultats. Seize voix supplémentaires, en effet, la liste socialiste, arrivée en tête, de la liste de droite.

M. Petit, qui a préféré s'en remettre aux électeurs plutôt que de faire appel de cette annulation, a réalisé une bonne opération puisque sa liste l'emporte, cette fois-ci, dès le premier tour en gagnant un siège supplémentaire.

Le remplacement de l'ancien tête de liste de droite par M. Hervier, de sensibilité centre gauche, n'a, en revanche, pas empêché cette liste d'abandonner plus de 5 points d'un scrutin à l'autre. De même, la liste communiste perd près de 8 points, obtenant 9,10 % des voix contre 16,71 % en mars.

Au premier tour des élections de mars dernier, les résultats avaient été les suivants : inscr., 3 268; vot., 2 540; abst., 22,27 %; suffr. expr., 2 441.
Liste PS conduite par M. Petit, 970 voix (39,73 %); liste divers droite conduite par M. Barbot, 1 063 (43,54 %); liste PC conduite par M. Chertier, 408 (16,71 %). Au second tour, la liste socialiste avait été déclarée élue avec 1 182 voix (44,89 %) et 20

élus, contre 1 166 voix (44,26 %) et 6 élus à la liste de droite, et 285 voix (10,82 %) et un élu à la liste communiste. Il y avait eu 2 633 suffrages exprimés, 2 684 votants (abst., 17,87 %) et 3 268 électeurs inscrits.

LA RÉUNION : Saint-Pierre (1^{er} tour)
Inscr., 31 984; vot., 26 329; abst., 17,68 %; suffr. expr., 25 965.
Liste PCR conduite par M. Elie Hoarau, d., 13 082 voix (50,38 %), 34 élus; liste RPR conduite par M. André Maurice Pihoué, 12 063 voix (46,45 %), 11 élus; liste PS conduite par M. Ismaël Daoudjee, 820 (3,15 %).

[Sept mois après s'être autoproclamé élu, au soir du premier tour des élections municipales, M. Hoarau a remporté, dès le premier tour, cette élection cantonale. Le Conseil d'Etat avait confirmé l'annulation par le tribunal administratif de Saint-Denis de cette élection après que M. Hoarau eut unilatéralement décidé de considérer comme nuls les mille cinq cents voix recueillies par deux listes minoritaires, cela lui permettant ainsi de se proclamer élu.]

En dépit du soutien apporté par MM. Jean-Paul Virapoulle et André Thien Ah Koon, députés centristes, la liste Pihoué n'a pas réussi à ramener Saint-Pierre dans le camp de la droite. Au premier tour de l'élection de mars, les résultats étaient les suivants : inscr., 26 453; vot., 25 179; abst., 21,10 %; suffr. expr., 24 537.
Liste PCR conduite par M. Hoarau, 11 578 voix (47,18 %); liste RPR conduite par M. Pihoué, 11 545 (47,05 %); liste div. conduite par M. Passigny, 733 (2,98 %); liste div. g. conduite par M. Desmazière, 681 (2,77 %).]

Les Verts préparent leur congrès de Marseille

Au cours de leur conseil national interrégional (CNIR) qui s'est réuni à Paris, samedi 16 et dimanche 17 septembre, les Verts ont désigné deux nouveaux porte-parole pour remplacer les trois précédents titulaires, dont M. Antoine Waechter, qui sont devenus députés européens, et M. François Berthou, qui a donné sa démission. Il s'agit de M. Christian Brodhag, ingénieur de Saint-Etienne, et de M^{me} Françoise

Holtz-Bonneau, universitaire de Lyon.

Les Verts, qui tiendront une assemblée générale en novembre à Marseille, doivent adapter leurs structures et leur mode de fonctionnement à l'élection de leur mouvement, qui a provoqué une vague d'adhésions. Des propositions ont été avancées lors de la réunion du CNIR afin de trouver un moyen terme entre l'assemblée générale annuelle à forte connotation basiste et l'éventuel congrès considéré, par le fait de la délégation de pouvoir, moins démocratique mais peut-être plus facile à gérer. Le mouvement écologiste s'est aussi penché sur le rôle dévolu à ses élus européens (huit députés et autant de suppléants). Certains redoutent qu'ils ne deviennent des « professionnels de la politique » mais beaucoup sont ceux qui les considèrent comme la « vitrine » des Verts.

Dans le *Figaro* du 18 septembre, M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, déclare que le parti vert est « pour l'instant un vrai bouillon de culture, il y a de tout. Une droite nouvelle, une gauche nouvelle, un nouveau centre. Beaucoup de gauchistes archaïques, pas d'écologistes réalistes, pas mal d'ayatollahs délirants ». M. Lalonde estime que « l'écologie ne s'inscrit pas dans le clivage droite-gauche. L'écologie est une nouvelle époque de la politique ».

EN BREF

● M. Giscard d'Estaing fait l'union en Auvergne. — Au lendemain de la réponse positive apportée, vendredi 15 septembre, par M. Giscard d'Estaing à M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, qui souhaitait la création d'un conseil supérieur de l'opposition, la région Auvergne s'est dotée une structure allant dans ce sens. C'est la première région à prendre une telle initiative.

Le Comité de l'union pour l'Auvergne a mis en place un bureau exécutif dont le président d'honneur est M. Valéry Giscard d'Estaing.

● M. Méhaignerie : expérimentation. — Invité, dimanche 17 septembre, du *Grand oral* Liberté-Pacifique FM, M. Pierre Méhaignerie a déclaré qu'il continue à s'interroger sur la constitution d'un grand parti unique de l'opposition.

● PRÉCISION. — M. Epifredo Franchi, dont le nom était cité dans un article sur l'organisation autonome, par rapport au PCF, des communistes italiens résidant en France (*le Monde* dans 17-18 septembre) nous prie de préciser qu'il n'a jamais été « permanent » du parti français.

● RECTIFICATIF. — M. André Méric, secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et victimes de guerre, s'est exprimé, jeudi 14 septembre, à Clermont-Ferrand, devant le trente-huitième congrès de la Fédération des combattants prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, Maroc, Tunisie (FNCPC-CATM), dont le président est M. Georges Lapetier, et non devant le congrès de la FNAICA, comme indiqué dans *le Monde* du 16 septembre.

L'avenir du secteur audiovisuel public

rapport du Gouvernement au Parlement
rapport des Commissions de concertation

UN DÉBAT D'ACTUALITÉ

Service Juridique et Technique de l'Information
Rapport du Gouvernement au Parlement
Rapport des Commissions de concertation

250 pages, 115 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7^e Tel. (1) 40.15.70.00

Défense

La commémoration de la bataille de Valmy

« Les armes ne valent que par ceux qui les servent »
déclare M. Mitterrand

VALMY (Marne)
de notre envoyé spécial

Ce jour-là, le 20 septembre 1792, il pleuvait sur la butte de Valmy lorsque le maréchal Kellermann cria « Vive la nation ! » pour entraîner les Français à boutter hors de la Marne les troupes prussiennes du duc de Brunswick. Pour célébrer, avec trois ans d'avance, le bicentenaire de la bataille de Valmy, M. François Mitterrand n'eut pas droit à la pluie, mais au ciel lourd de nuages de la Champagne. Le chef de l'Etat, « chef des armées » a-t-il tenu à rappeler, est venu, samedi 16 septembre en fin d'après-midi, « tirer les leçons de l'Histoire » au pied du moulin où le général Dumouriez avait, dit-on, installé son poste d'observation.

En compagnie de deux mille invités et escorté de nombreux membres du gouvernement derrière le premier ministre, M. Mitterrand a assisté au spectacle *Naissance d'une nation* monté par Patrick Bouchain, avec l'aide des armées et un budget avoué officiellement de 15 millions de francs.

« Le service national doit être amélioré »

Un parcours-spectacle, doit-on dire (*le Monde* daté 17-18 septembre). Un chemin ponctué de douze stations pour commémorer des batailles ou des combats populaires, plus ou moins appréciés, comme la station Potemkine des marins présents à Valmy, pour lesquels c'est, d'abord, un hommage rendu à l'indiscipline d'un équipage. Puis, la « lecture active du paysage », là même où eut lieu l'affrontement avec les Prussiens, c'est-à-dire un spectacle stylisé, intellectualisé et, sans doute, un peu froid à force de dévouement, avec quelques pétards et fusées pour marquer la canonade et avec l'envoie en maquette de vingt avions biplans Alouette pour symboliser l'adversaire.

Dans une allocution sur le front des troupes, le président de la Répu-

blique a cru pouvoir tirer trois leçons.

Première leçon. « La France qui l'a emporté à Valmy, a dit M. Mitterrand, est une nation capable à l'heure des dangers de rassembler les siens (...). Ce sont « les soldats libres », dira d'eux Servan, le ministre de la guerre, qui les félicitera après la victoire. Et Jaurès, plus tard, vantera l'« énergie radiante » que produit l'alliance des forces traditionnelles et des forces révolutionnaires. »

Deuxième leçon. « L'expérience des troupes de métier et l'ardeur des levées citoyennes, sur fond de mobilisation patriotique, ont fait la qualité de l'armée de Valmy. L'armée républicaine est l'héritière de cette complémentarité. » Après avoir rappelé la loi Jourdan de 1793, qui crée la conscription universelle, M. Mitterrand a ajouté : « Telles sont toujours la signification et la justification de notre service national. Celui-ci peut et doit être amélioré, diversifié, modifié afin que soit mieux garanti son caractère universel et égalitaire, mieux démontrée son utilité (...). Demain, je crois que la nature solitaire de la décision nucléaire, la technologie complexe des armements, ni l'indispensable spécialisation des hommes, ne sauraient remplacer l'effort collectif hors duquel la défense nationale perdrait son véritable sens. »

Troisième leçon. « Pour rester souveraine, la nation doit être forte, a expliqué le chef de l'Etat. Le vide des armes appelle l'urgence extérieure, et les droits auxquels nous sommes accoutumés, les libertés qui nous paraissent aller de soi, sont d'autant mieux assurés qu'on nous sait défendre les moyens suffisants pour les protéger. Telle est bien la règle qui nous inspire alors que la France, l'un des cinq pays du monde à posséder l'arme nucléaire, dispose à la fois d'une stratégie autonome et d'une alliance défensive non point pour faire la guerre, mais pour empêcher tout en développant une diplomatie qui, par le dialogue,

JÉRÔME DÉROCHER
UN PETIT RÔLE DANS LA
BATAILLE DE VERDUN



cherche à réduire les tensions et à privilégier le désarmement lorsque celui-ci réduit les arsenaux surabondants et préserve les équilibres (...). Détermination morale et puissance de combat ne cessent d'être le gage de la paix, qui demeure l'objectif suprême et constant de notre peuple. »

« L'exceptionnelle qualité de notre armée »

M. Mitterrand a ensuite, sans faire la moindre référence à la fronde épistolaire dont des cadres d'active ont été les acteurs durant l'été, évoqué longuement les problèmes actuels de la condition des militaires.

« La République sait ce qu'elle doit à son armée. J'en connais l'exceptionnelle qualité. Elle l'a montrée récemment encore au Tchad, au Liban, dans toutes les missions que je lui ai confiées, a déclaré le chef de l'Etat. La République sait aussi que les armes ne valent que par ceux qui les servent à quelque poste qu'ils occupent. Le

métier de soldat commande à ceux qui le choisissent des devoirs élevés. En regard, les responsables de l'Etat et le pays, dont ils tiennent leurs missions, ont pour obligation d'assurer les conditions matérielles et morales nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches. C'est ce que j'ai rappelé le 20 juillet dernier (1). Il appartient au gouvernement d'agir en conséquence.

« Citoyens parmi les citoyens, les soldats de l'armée active, loin du confort et de la routine, consacrent leur vie au service de l'intérêt général. Disponibles parce qu'il le faut, conduits à se former sans cesse pour rester aptes à leurs fonctions, les soldats modernes d'un pays démocratique ont la responsabilité paradoxale de se préparer à la guerre afin, le plus souvent, d'éviter au pays d'en connaître le poids et les souffrances. Et, cependant, l'obligation d'excellence persiste. Toujours l'abnégation et la discipline s'imposent. Mais elles ne seront acceptées que si une bonne communication, un dialogue au sein de l'institution militaire et l'adaptation de la condition militaire à son temps entrent dans la préoccupation de chacun, et, par là, dans les mœurs. » « Je le demande à tous, a ajouté M. Mitterrand, et j'entends y veiller. »

« L'armée a autant qu'hier besoin de sentir qu'elle fait corps avec la nation. Elle a droit de compter sur notre attachement aux valeurs qu'elle incarne : ce sont celles de la République. Et la nation doit savoir que son armée est digne d'elle. Chef de l'Etat, chef des armées, ici à Valmy, je dis à nos soldats l'estime et la confiance du peuple français. »

M. Mitterrand a annoncé, en conclusion, qu'il avait accordé à soixante et un régiments d'active ou dérivés, qui ont participé à la bataille de Valmy et qui n'ont pas été dissous depuis, le droit d'inscrire le nom de « Valmy » sur leurs drapeaux ou étendards. Déjà, sept régiments d'artillerie en portent la trace depuis le 3 février 1879, lorsque le Journal officiel a entériné des décisions antérieures de Bonaparte, du Second Empire et de la III^e République.

J. L.

Une quatrième leçon de l'Histoire

LES hasards de la célébration du bicentenaire de la Révolution française auront voulu que le chef des armées commémore la bataille de Valmy à un moment où, dans l'institution militaire, on entend, ici ou là, quelques grincements de dents de cadres mécontents de leur sort. M. Mitterrand a eu l'habileté de rappeler à ses ministres, réunis autour de lui à Valmy, qu'il avait été en quelque sorte le premier à encourager, dès le 28 juillet, le gouvernement pour qu'il l'accompagne la modernisation des armées, avec l'adoption du plan « Armées 2000 », par une réflexion nouvelle sur la condition militaire. Or, à la même époque, le ministre de la défense, en visite dans une unité de haute montagne dans les Alpes, niait l'existence d'une quelconque crise dans la gendarmerie, où commençaient à circuler des lettres anonymes.

Devant le moulin de Valmy, le président de la République a délégué trois leçons de l'Histoire, selon sa propre expression. En réalité, n'y aurait-il pas eu une quatrième leçon de l'Histoire immédiate, qui est restée dans le domaine du non-dit ? A savoir

qu'il est temps que le gouvernement et la hiérarchie des armées se mettent à l'ouvrage pour rénover l'institution militaire. Dans l'entourage de M. Jean-Pierre Chevènement, on semblait l'avoir perçu ainsi, en admettant qu'on ait désormais devant soi, avec ce discours, une « bible » de référence pour le travail à accomplir.

Au gouvernement, une « obligation » — et le chef de l'Etat a forcé sa voix sur ce seul mot — a été fixée : il devra agir en conséquence pour assurer aux cadres « des conditions matérielles et morales » qui compenseront leurs contraintes professionnelles. En direction de la hiérarchie, l'avertissement s'est voulu encore plus solennel : le chef des armées « entend veiller » lui-même au fait que règnent sans retard, dans l'institution de défense, « une bonne communication » et « un dialogue » enfin adaptés à l'air du temps, puisque le

cadre militaire est « un citoyen parmi des citoyens ».

Comptable depuis huit ans de l'état des armées, M. Mitterrand se devait, comme le lui demande le RPR, qui le rend responsable en partie de la crise actuelle, d'intervenir dans le débat. Il l'a fait, en prenant le parti de son ministre de la défense. M. Chevènement se bat sur deux fronts. D'abord contre les ministres en charge des finances de l'Etat, qui tentent d'endiguer une amélioration de la condition militaire dont s'inspirent les autres corporations de la fonction publique. Ensuite contre la hiérarchie et l'encadrement militaire, qui voient d'un mauvais œil tout progrès dans la concertation au sein des armées. Avec le soutien présidentiel, le ministre de la défense devrait se sentir rassuré. En étalant publiquement leurs états d'âme, les cadres militaires ont fait avancer leurs revendications.

JACQUES ISNARD.

La concertation dans les armées

M. Chevènement réunit les chefs militaires

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, devait réunir, lundi 18 septembre, les chefs d'état-major « pour parler de concertation, dialogue au sein de l'institution et revalorisation de la condition militaire ».

« Il faut responsabiliser l'institution, a expliqué M. Chevènement à l'émission télévisée « 7 sur 7 », dimanche 17 septembre à TFI, car il y a des problèmes qui doivent être traités au niveau du gouvernement » et d'autres, tels que les trop grandes astreintes professionnelles, « qui doivent se résoudre au niveau inférieur à celui du ministre ».

Le ministre de la défense s'est prononcé contre la création de syndicats, qui « casseraient la force et l'unité de l'outil militaire » et que, du reste, s'il ajoutait, personne dans les armées ne lui demande. En revanche, M. Chevènement a rappelé qu'il souhaitait rénover le mode de fonctionnement du Conseil supérieur de la fonction militaire (*le Monde* du 31 août) et des organes de représentativité dans les unités (les présidences de sous-officiers ou d'officiers subalternes). Il s'agit, en particulier, de prévoir un système de désignation qui permettrait de tirer au sort parmi des volontaires les membres du Conseil supérieur et les représentants dans les unités.

Dans quelques semaines, M. Chevènement présentera en conseil des ministres deux communications sur la condition militaire et la rénovation du service national.

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street et Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration

UNIVERSITÉ À SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel. Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities. Academic program, unique in concept, format and professional experience. Fully approved to grant the

Master of Business Administration with an emphasis in international management A.C.B.S.P.

FILIÈRES D'ADMISSION

3^e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DESS - IEP - Titulaires de maîtrise. Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

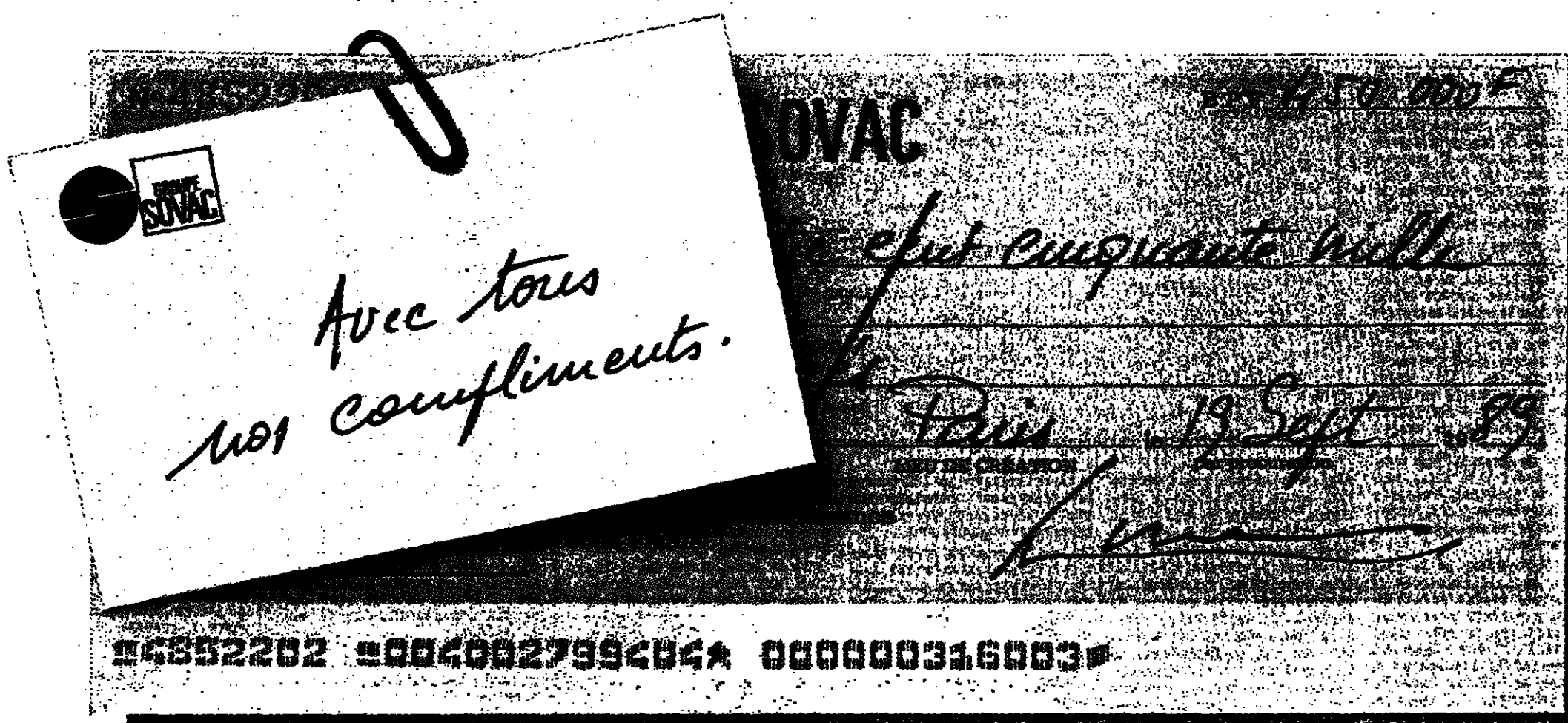
2^e CYCLE Formations supérieures de second cycle. Cursus équivalent à deux années universitaires

Informations et sélections : European University of America 17125 rue de Chaillet (métro Miro), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie : Tak Ming - Hong Kong, et aux USA : Phil.

صكنا من الاعمال

Sovac. Si le financement de vos investissements est une nécessité, pour nous c'est une spécialité.



Au moment où la compétition internationale se durcit, où les techniques évoluent de plus en plus vite et où les hommes requièrent une formation de plus en plus pointue, les entreprises doivent pouvoir investir et compter sur un système de financement souple, fiable, moderne.

Aujourd'hui, avec plus de 35 filiales, Sovac est au premier rang des groupes financiers français spécialisés. Elle intervient dans des domaines aussi diversifiés que le financement de l'immobilier, de l'automobile, des entreprises et des particuliers. Les chiffres globaux du Groupe sont, à cet égard, éloquentes : 3,4 milliards de fonds propres, 464 millions de résultat net d'exploitation, près de 48 milliards d'encours gérés, 2,4 millions

de clients, 2700 collaborateurs. Dans un monde en pleine mutation, Sovac parie sur les hommes, persuadée que la qualité du service est le facteur clé de la réussite et de la compétitivité.

Soutien majeur de l'équipement des ménages et des entreprises, le crédit est à la fois une anticipation de l'épargne et un pari optimiste sur l'avenir. Mais c'est justement en raison de toutes ses qualités qu'il convient de la manier avec précaution, c'est-à-dire avec expertise. Forte de son sérieux, de sa puissance financière, de son expérience, Sovac entend favoriser ainsi la modernité du crédit et la modération de l'endettement. Elle revendique haut et fort toute la spécificité et l'actualité de son métier.



SOVAC. NOTRE METIER: VOUS FINANCER.

Société

La Guadeloupe dévastée par le cyclone « Hugo »

Né, comme la plupart des ouragans, en large des îles du Cap-Vert, et ayant augmenté de violence pendant sa traversée de l'Atlantique tropical, le cyclone Hugo a balayé la Guadeloupe et ses dépendances au cours de la nuit du 16 au 17 septembre (voir l'article que notre correspondant André Léger, dont la maison a été détruite, a pu nous faire parvenir). Lundi, un premier bilan faisait état de cinq morts et de quatre-vingt-cinq

blessés. « Hugo » a aussi provoqué d'importants dégâts dans les îles de la Dominique, d'Antigua, de Montserrat, de Saint-Martin et de Saint-Kitts. Poursuivant sa course, il devait arriver, dans les premières heures de la matinée du lundi 18 septembre, à Porto-Rico. Dans la soirée du 17 septembre, cinq mille habitants des côtes portoricaines avaient fui ces zones particulièrement

menacées. Le gouverneur a mobilisé deux mille cinq cents gardes nationaux et fermé l'aéroport international de San Juan. L'alerte au cyclone a aussi été lancée aux îles Vierges. La France, comme l'a annoncé dans l'après-midi de dimanche M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, a envoyé deux avions avec des sauveteurs et du matériel de secours. Les appareils ont atterri à La Martinique, d'où leur carpaillon est

acheminé par Transal de l'armée de l'air vers la Guadeloupe, où la piste, encombrée de débris variés, devait être dégagée très tôt dans la matinée de lundi. La Dominique, ancienne colonie britannique située entre la Martinique et la Guadeloupe, a demandé le secours de la France, comme elle l'avait fait en 1979 après le passage du cyclone « David ».

« C'est pire qu'en 1956 »

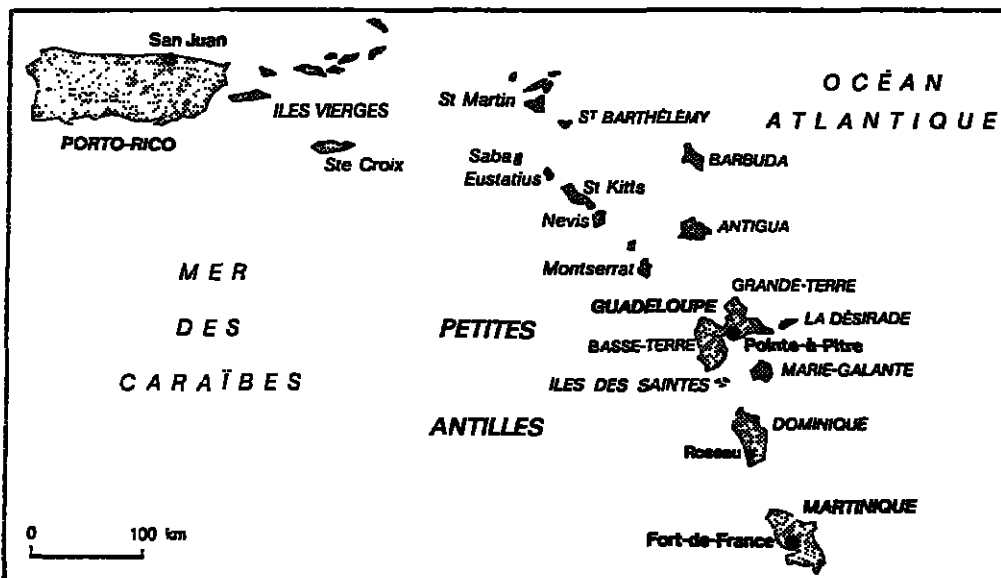
POINTE-A-PITRE
de notre correspondant

Un paysage de désolation, des sinistres totalitaires, tous les moyens de communication coupés : tel était le triste aspect de l'agglomération de Pointe-à-Pitre, dimanche 17 septembre, peu avant que l'armée commencent à circuler dans les artères les moins encombrées pour faire une première évaluation des dégâts.

L'œil du cyclone venait de traverser de part en part l'archipel guadeloupéen. Dans les rues, les gens mi-afraidés, mi-rassurés venaient voir le spectacle dont ils avaient entendu le son quelques heures auparavant. Pointe-à-Pitre, dimanche, après avoir enregistré pendant la nuit précédente des vents de 220 à 230 km/h, offrait le triste spectacle d'une sous-préfecture sans toit devant laquelle gisaient des carcasses de bateaux victimes de vagues de près de 4 mètres de hauteur. Plus loin, encore armées à la dars, des vedettes de passagers, servant à relier plusieurs fois par jour la Guadeloupe à ses dépendances, commencent à sombrer...

Entre Pointe-à-Pitre et la zone industrielle Jarry, qui semble avoir été particulièrement touchée, un petit triangle de huit mètres brève encore les débris, seul au milieu d'une mer déchaînée. D'autres bateaux plus importants ont été propulsés sur la terre ferme, ainsi que des tonnes de matériel d'embarquement. Les cases du bord de mer ne sont qu'armes de tôles, près desquelles gisent des troncs ou des palmiers de cocotiers.

Dans les autres communes, le spectacle est tout aussi effrayant. Dans des centres de secours, des femmes se sont réunies avec leurs enfants en bas âge. Certaines d'entre



elles, même, prient... mais il est trop tard. Les fils téléphoniques ou électriques, arrachés, traînent çà et là au beau milieu des routes inondées ou encombrées de troncs d'arbres et de branchages. Ils attestent de la violence des vents qui, toute la nuit, se sont déchaînés sur un axe allant de l'île de la Désirade (1 800 habitants, à 35 kilomètres à l'est de Pointe-à-Pitre) au nord de Basse-Terre. Au total, neuf communes ont été particulièrement touchées, et, dimanche soir, M. Philippe Demester, responsable de la sécurité civile à la préfecture de Basse-Terre, indiquait que le nombre de gens sans abri pourrait se situer entre huit mille et douze mille.

Les nombreuses constructions ont vu leur toit de tôles arraché par le vent. Parfois, la charpente et une

partie de la case ont suivi. Le nombre des sinistres est vraisemblablement sous-évalué et devra être revu à la hausse dans les jours à venir.

Dans les rues, où, autour d'une case effondrée ou d'une voiture décapotée par un arbre, des gens se regroupent, un seul commentaire : « C'est pire qu'en 1956 » (date d'une précédente catastrophe, particulièrement violente). Les plus âgés, eux, se souviennent encore du cyclone de 1928, qui avait pourtant occasionné moins de dégâts matériels que celui-ci.

Toutes les communications radio (y compris celles empruntant le réseau spécialisé Moustique) et téléphoniques ont été interrompues. Elles n'ont pu reprendre — pour les plus heureux des cent mille abonnés que compte ici France-Télécom — que dans la journée du dimanche. Mais

elles étaient très difficiles, voire impossibles. Les sauveteurs (quatre cent cinquante personnes au total, devaient arriver lundi dans la matinée à Pointe-à-Pitre (soit l'après-midi, heure de Paris), auront fort à faire avec leurs bâches, leurs tronçonneuses, leurs lits de camp et leurs crânes d'œuf. Le remis en service des réseaux de distribution d'eau et d'électricité ne se fera pas avant le milieu de la semaine, et encore, pour les plus chanceux.

Dans la nuit de dimanche à lundi, malgré les très fortes pluies, des scènes de pillage de maisons abandonnées étaient signalées à la gendarmerie.

L'addition sera très lourde...

ANDRÉ LÉGER.

Tourbillons et pluies diluviennes

Hugo en 1989 ; Gilbert en 1988 ; Allen en 1980 ; David et Frédéric en 1979. Sans remonter au-delà de dix ans, on comprend que les Antilles et les côtes du golfe du Mexique sont des terres d'élection des ouragans (lire encadré). Ces cyclones tropicaux de la région des Caraïbes.

Les cyclones tropicaux sont des tourbillons de l'atmosphère de 300 kilomètres à 800 kilomètres de diamètre. Ils naissent obligatoirement au-dessus de mers dont la température superficielle est supérieure à 26°C. C'est-à-dire qu'ils se produisent à la fin de l'été ou pendant l'automne, en général entre les 8 et 30° parallèles nord et sud. Ils frappent les côtes orientales des continents et aussi le fond du golfe du Bengale.

Une dépression barométrique puis une énergie formidable en se déplaçant sur une mer chaude où l'évaporation est fortement très intense. Ce qui explique qu'en arrivant sur une masse continentale, le cyclone, n'étant plus alimenté en énergie, perd très vite sa violence. Au centre du système, la pression baisse considérablement. Plus basse est la pression, plus forts sont les vents qui, à cause de la rotation de la Terre, tournent autour du centre (l'œil) du cyclone dans le sens contraire des aiguilles d'une montre dans l'hémisphère Nord, dans le sens des aiguilles d'une montre dans l'hémisphère Sud.

La pression au centre permet de hiérarchiser les cyclones tropicaux en cinq classes (la pression atmosphérique moyenne est de 1015 millibars, soit autant d'hectopascals pour employer les nouvelles unités officielles).

● Classe I : pression égale ou supérieure à 980 mmb ; vents de 130 kilomètres à l'heure ;

● Classe II : pression de 979 à 965 mmb ; vents de 150 à 190 kilomètres à l'heure ;

● Classe III : pression de 964 à 945 mmb ; vents de 200 kilomètres à l'heure ;

● Classe IV : pression de 944 à 920 mmb ; vents de 200 à 250 kilomètres à l'heure (lors de l'arrivée de Hugo sur la Guadeloupe, la pression était de 923 mmb) ;

● Classe V : pression inférieure à 920 mmb ; vents dépassant les 250 kilomètres à l'heure. (Dans le cas du cyclone Gilbert, la pression est descendue à 885 mmb, un record pour tous les cyclones connus d'Amérique.)

La vitesse des vents décide du nom à donner au phénomène : à moins de 64 kilomètres à l'heure, on a affaire à une « dépression tropicale » ; de 64 à 120 kilomètres à

Hurricane

« Hurricane » est un mot anglais dérivé de l'espagnol « huracan » transcrivant un mot des Indiens caribes des Antilles. Certes, le mot français « ouragan » a la même origine. Mais « ouragan » désigne de nos jours une tempête extrêmement violente (le degré 12, maximum de l'échelle de Beaufort) pendant laquelle les vents soufflent à plus de 118 km/h et qui peut se produire n'importe où dans le monde. Le « hurricane », au contraire, désigne quelque chose de très précis : un cyclone tropical de la région des Caraïbes ; tout comme le « typhon » est un cyclone tropical du nord-ouest du Pacifique.

l'heure à une « tempête tropicale » ; au-delà de 120 kilomètres à l'heure, à un « cyclone tropical ». Il ne faut pas confondre la vitesse des vents et celle du déplacement du système tourbillonnaire, qui est, en général, de l'ordre de 20 à 30 kilomètres à l'heure. Les trajectoires des cyclones tropicaux vont d'abord d'est en ouest. Elles s'infléchissent ensuite vers le nord, puis vers le nord-est dans l'hémisphère Nord et vers le sud, puis le sud-est, dans l'hémisphère Sud. Mais ces trajectoires ne peuvent être prévues avec précision. Pour des raisons tenant, sans doute, à des conditions marines et atmosphériques locales, des cyclones peuvent faire des festons et même des boucles complètes qui les font repasser là où ils ont déjà exercé leurs ravages.

Outre les vents extrêmement violents, les cyclones sont accompagnés de pluies diluviennes : plus de 1 000 millimètres d'eau en vingt-quatre ou quarante-huit heures (à comparer avec les quelques 600 millimètres annuels qui tombent en moyenne à Paris).

Lorsqu'une dépression atmosphérique passe, le niveau de la mer monte d'environ 1 centimètre pour une baisse de la pression atmosphérique de 1 millibar. A cette montée, « barométrique » pourrait-on dire, s'ajoutent éventuellement, sur les côtes, une montée de la mer due à une haute mer de vive eau, une autre due au fait que le vent souffle vers la côte et une troisième liée à la forme des fonds marins proches de la côte. Si tous ces facteurs coïncident, le niveau de la mer peut monter de 7 à 8 mètres, ce qui est évidemment catastrophique sur une côte plate « au ras » de la mer.

YVONNE REBEYROL.

TOXICOMANIE

Selon une étude de l'INSERM

La consommation de drogue chez les adolescents s'est stabilisée

Une étude, réalisée sous l'égide de l'INSERM, montre que depuis quatre ans la consommation de drogue parmi les adolescents s'est stabilisée. Elle ne constitue pas pour autant un phénomène marginal, puisque un jeune sur onze est concerné. Les principaux résultats de cette étude devaient être rendus publics lundi 18 septembre, au cours de l'émission « La marche du siècle » sur Antenne 2.

On ne disposait jusqu'à présent que d'indices tendant à montrer que la consommation de drogues illicites chez les adolescents n'augmentait plus. Une importante étude épidémiologique, réalisée par une équipe de l'unité 169 de l'INSERM, dirigée par M. Choquet et S. Lédoux, confirme cette observation : en France, depuis quatre ans, dans la classe d'âge onze-vingt ans, « le phénomène drogue est limité et semble stabilisé ».

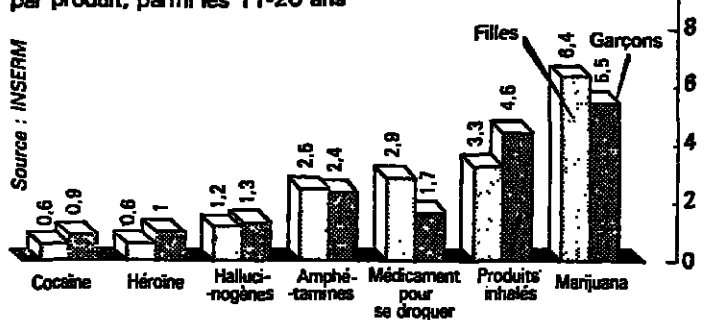
Selon cette enquête, 9 % des adolescents ont, au moins une fois, consommé une drogue illicite. Cette étude permet de dresser une sorte de profil-type du jeune consommateur de drogue. Près de trois mille trois cents élèves des lycées et collèges de la Haute-Marne, principalement situés à Chaumont et à Langres, y ont participé en mars 1988.

Première donnée : la marijuana (ou le haschisch) est le produit le plus consommé (6,4 % des garçons et 5,5 % des filles en ont déjà pris). Parmi les plus jeunes (dix-sept à dix-huit ans), 0,3 % l'ont essayée, la proportion s'élevant à 13 % pour les plus âgés (plus de dix-huit ans).

Viennent ensuite les produits à inhaler : 3,3 % des garçons et 4,5 % des filles les ont expérimentés. Ce sont les produits les plus utilisés par les plus jeunes.

Fait relativement nouveau : la prise, de plus en plus importante

consommation de drogues par produit, parmi les 11-20 ans



d'amphétamines, et, plus généralement, de médicaments. 5 % des jeunes de dix-huit ans et plus y ont eu recours au moins une fois. Quant aux drogues dites « dures » (hérodine, cocaïne, hallucinogènes), leur usage reste limité : moins de 2 % de la population scolaire en ont déjà fait l'expérience.

L'expérimentation unique ou répétée est aussi répandue parmi les garçons que parmi les filles : respectivement 9,1 % et 9,8 % ont pris de la drogue au moins une fois, 3,1 % et 2,5 % au moins dix fois.

La consommation de drogue augmente avec l'âge : parmi les douze-treize ans, 2,6 % ont pris, contre 18 % parmi les dix-huit ans et plus. C'est entre la classe de troisième et celle de seconde, c'est-à-dire entre le collège et le lycée, que se produit le « saut » le plus important : 15 % des élèves de seconde et 19 % de ceux de terminale en ont consommé au moins une fois. Ces derniers sont les plus gros consommateurs d'amphétamines, de médicaments pour se droguer et de produits à inhaler (6,4 % des plus âgés en prennent). L'étude montre que « l'expérience de la drogue n'induit pas nécessairement la répétition », puisque environ un expérimentateur sur deux ne renouvelle pas l'expérience. En outre, la polyconsommation n'est pas de règle, deux jeunes sur trois ne

cumulant pas l'essai de plusieurs produits. Différence notable, les filles restent des consommatrices plus modérées que les garçons.

Les enfants des cadres sont plus volontiers consommateurs que ceux d'ouvriers et d'agriculteurs.

La prise de drogues illicites va de pair avec un usage répété de drogues licites, comme le tabac et l'alcool : la moitié des consommateurs plus ou moins réguliers de drogue fument au moins un demi-paquet de cigarettes chaque jour. Le tabagisme est huit fois plus important chez les consommateurs de drogue. De même, la proportion des jeunes qui s'enivrent est dix fois élevée dans le groupe des consommateurs de drogue. L'usage de médicaments, prescrits ou non, est deux fois supérieur parmi les consommateurs de drogue, 35 % d'entre eux ont pris, durant l'année, des médicaments contre la nervosité et 18 % contre l'insomnie.

Violence et échec scolaire

Le fait d'être consommateur de drogue semble lié à une conduite scolaire spécifique. 56 % des consommateurs arrivent souvent en retard, 42 % « échouent » souvent les cours, et 15 % ont déjà été renvoyés de l'école. Certaines conduites « violentes » sont aussi plus fréquentes

chez les consommateurs de drogue, 26 % d'entre eux participent souvent à des bagarres (contre 8 % de non-consommateurs), 8 % ont fait du racket pendant l'année, 12 % ont fait une fugue, et 29 % ont volé dans un lieu public.

La fréquence des conduites déviantes (vol, fugue, violence) et des difficultés scolaires (abandon de scolarité, faible niveau scolaire) caractérise, selon le rapport, « le processus de désinsertion dans lequel s'engage les consommateurs de drogue. A terme, ce processus peut compromettre leur insertion sociale », poursuivent les auteurs. Ces risques sont aggravés par le fait que les consommateurs de drogue sont également « souvent nerveux » (60 %), déprimés (30 %), et ont fréquemment des idées suicidaires, 18 %. Dans un cas sur trois environ, ils se plaignent du désintérêt de leurs parents (généralment du père).

Cette multiplicité de problèmes permet de tirer ce que les auteurs de

FRANCK NOUCEL.

EN BREF

● Feu vert de la Maison Blanche pour la sonde spatiale au plutonium. — La Maison Blanche a donné son feu vert, vendredi 16 septembre, pour le lancement par la navette Atlantis — prévu pour le 12 octobre — de la sonde Galileo, qui doit explorer Jupiter. Galileo est munie d'un générateur d'électricité au plutonium, et des écologistes américains, qui craignent les conséquences d'une explosion comme celle de la navette Challenger en 1986, ont manifesté dimanche 17 septembre à Cap-Canaveral et veulent en empêcher le lancement par voie judiciaire. Depuis les débuts de l'ère spatiale, vingt-deux engins utilisant l'énergie nucléaire — dont les sondes Voyager — ont été lancés par les Etats-Unis. Sur trois accidents, l'un a provoqué une légère

contamination de l'environnement, en avril 1964. — (AFP.)

● Rassemblements antinucléaires dans l'Ouest. — Quelques six mille personnes se sont rassemblées, dimanche 17 septembre à Segré (Maine-et-Loire), à l'occasion de la Fête de l'avenir, organisée par les opposants au projet de stockage étudié par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA). D'autre part, un millier de manifestants se sont rassemblés, samedi 16 septembre à Berné (Morbihan), puis ont marché vers le site où la COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires) s'est vu attribuer un permis de recherche et d'exploitation de mine d'uranium. Les manifestants ont symboliquement dressé un mur de parpaings pour « barrer la route à l'uranium ».

L'aide aux sinistrés

Plusieurs organisations caritatives reçoivent les dons en argent en faveur des sinistrés de Guadeloupe. Mentionner à chaque envoi « cyclone ».

● Secours catholique : CCP Paris 737 G

● Croix-Rouge française : CCP Paris 800 00 Y ou par minitel et carte bleue 3815, code CRF.

● Action d'urgence internationale : CCP Paris 15 820 17 P.

D'autre part, le ministère des DOM-TOM a mis en place une permanence téléphonique ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour renseigner les personnes de métropole sur la situation à la Guadeloupe : 47-83-02-59 ; 47-83-80-89 et 47-83-07-42.

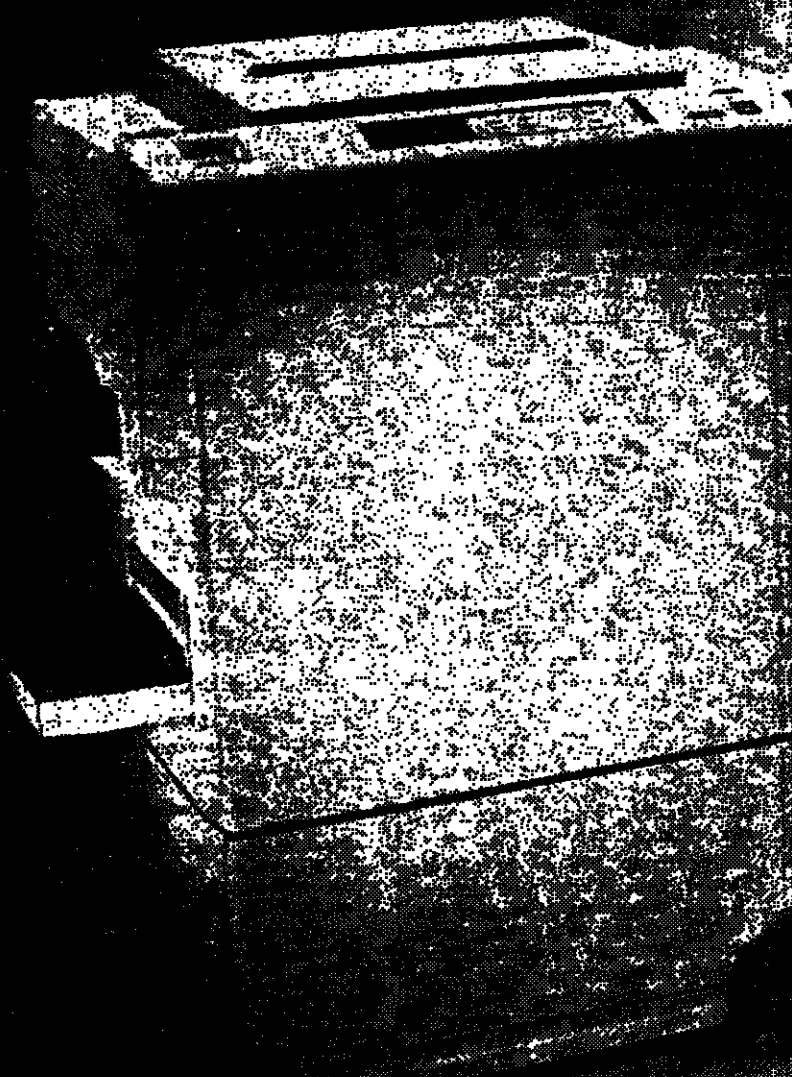
صلى الله عليه وسلم

صحننا من الامل

Le Monde • Mardi 19 septembre 1989 13

Tourbillons
pluies diluviennes

VOUS ÉTIEZ
CONFORTABLEMENT
INSTALLÉ DANS L'IDÉE
QU' UN COPIEUR COULEUR
ÉTAIT TOUT SAUF PETIT,
SIMPLE ET MOBILE.
JUSQU'AU JOUR OÙ.



brothercolor 5500

98 cm de génie sur des roulettes, 52.500 Frs H.T.*

Vous avez lu ? 52.500 Frs H.T.* pour un
copieur couleur ? Ils ont dû se tromper.
52.500 Frs H.T.*, un copieur couleur mobile,
pas encombrant, ultra simple à utiliser et à
entretenir, 52.500 Frs H.T.* ? Bouleversant,
non ? Normal, c'est votre Brother.

RESIDENT ROOM **NUMERO VERT 05.274.274**
2 5 2 BROTHER INDUSTRIES LTD NAGOYA, JAPON
BROTHER FRANCE, 8 RUE NICOLAS BORGES 93023 AULNAY-BOIS, TEL. : (1) 48.09.96.15

* 62.265 Frs T.T.C.

brother®

VOUS AVIEZ UN FRÈRE ET VOUS NE LE SAVIEZ PAS.

Ouverture de Musica 89 à Strasbourg

Stockhausen sous le mufle des TGV

Septième du nom, le Festival international des musiques d'aujourd'hui tient, d'emblée, ses promesses et offre quarante soirées passionnantes, d'ici le 11 octobre, aux Strasbourgeois, qui s'y pressent en foule. Prolongation à Bonn pour sept concerts. Et rencontre avec le directeur, Laurent Spielmann.

Musica 89 s'est ouvert en fanfare, samedi 16 septembre, par une double exécution de Gruppen de Stockhausen, dont les trois formations orchestrales ne comportent pas moins de quarante instruments à vent. C'est à Bischheim, dans les gigantesques ateliers de la SNCF (où l'on avait présenté, il y a quelques années, l'oratorio de Kagel, la *Déclaration du monde*), que se déployait cette vaste partition spatiale, sous le mufle des TGV, venus penser leurs plaies (1).

Mille cinq cents personnes y étaient censées par les instrumentistes virtuoses du Sudwestfunk de Baden-Baden, répartis sous les baguettes de Michael Gielen, de Peter Eötvös et d'Arturo Tamayo, qui réalisent un véritable travail d'horlogerie.

Le cadre, l'effectif, la difficulté de l'œuvre sont si exceptionnels qu'elle est rarement jouée (on ne l'a pas entendue à Paris depuis 1971). Mais l'abstraction haïtaine de Stockhausen y a sans doute aussi sa part. L'intelligence de Laurent Spielmann, directeur de Musica (lire l'interview d'autre part), a été de nous offrir deux fois Gruppen. D'abord, on se trouvait submergé par le spectacle et l'audition, incapable de faire la liaison entre ces sonorités voltigeant d'un orchestre à l'autre, entre les gestes des chefs et le résultat sonore. Puis à la seconde exécution, concentré sur la musique, avec une perception entière de la spatialité, on pouvait enfin écouter polyphoniquement ce jeu d'enchaînements, de questions et de réponses, de résonances, dont on perçoit la logique sans deviner où elle nous mène.

Un jeu vi-argent

Avec de grandes respirations, des scintillements intenses, mais tout de même un discours intimidant, où le démonisme du compositeur s'exprime moins librement que dans *Carre*. Mais Laurent Spielmann nous promet, pour une prochaine année, ce grand sommet lyrique, dans le même lieu. Entre les deux auditions, Bernhard Wambach jouait de façon stupéfiante le *Kla-*

vierstück X, du même Stockhausen, avec une technique souple, séduisante. Intégrant les clusters, ces paquets de notes frappées avec le plat de la main ou l'avant-bras, à l'intérieur de ce flux quasi schumannien. Un jeu vi-argent, plongeant dans la musique comme une truite dans le torrent, déchaînant des cyclones légers en tous sens à travers le clavier. Wambach, né en 1943, n'avait que sept ans lors de la création de cette œuvre ; il s'y est trouvé spontanément à l'aise, avec son toucher, sa virtuosité et son intelligence incomparables.

Dimanche, Musica mettait, comme toujours, les petits plats dans les grands, avec trois concerts copieux. Au palais de justice, on jouait, en première instance, Pascal Dusapin, dont le *Roméo et Juliette* sera représenté aux entrepôts Kronenbourg les 29 septembre et 1^{er} octobre. Deux délicieuses cantatrices, Kubler et Gerstenhaber, ont mis tout leur talent et leur cœur dans les pièces vocales de ce compositeur.

Mais celles-ci ressemblent un peu trop à des exercices, d'ailleurs tout à fait légitimes, pour un compositeur qui prépare un opéra ; et ces jeux de virtuosité sur les folies verbales très sages d'Oliver Cordes n'attribuent pas les irrésistibles délices de Luciano Berio et de Cathy Berberian, jadis dans la même optique.

Au contraire, dans les pièces instrumentales (*Laps* pour clarinette et contrebasse, *In et Out* pour contrebasse), on retrouvait le courant profond et lyrique de Dusapin, une possession du temps par le chant et le flux mélodique, grâce à ces merveilleux musiciens que sont le clarinettiste Armand Angster et le contrebassiste Jean-Paul Celea, qui tire de son instrument des accents passionnés et déchirants.

Anthologie poétique

Dans la petite salle Hubert-Gignoux du TNS, c'était ensuite, la création du *Combat d'Hector et d'Achille* de Giorgio Battistelli : on gardait un souvenir mitigé du *Jules Verne* assez pagailleux de ce dernier à Musica 87. Voici, au contraire, un spectacle rigoureux, qui s'appuie sur deux interprètes exceptionnels, Brigitte et Gaston Sylvestre, la harpiste et le percussionniste, de plus ici comédiens et chanteurs !

Le célèbre duel antique est saisi à travers une anthologie poétique où Homère, Dante, Shakespeare, Goethe, Valéry et bien d'autres se côtoient dans leurs langues originales ; et c'est une grande déclama-

tion pompeuse, fantaisiste et émouvante, dite, susurrée ou chantée, dévorée par l'électronique, prolongée par les sons étranges du synthétiseur, et jouée avec un charme, une poésie et une invention extrêmes.

Dans ce petit théâtre, où les acteurs touchent les spectateurs, on retrouve l'atmosphère et la magie des spectacles de tré-taux, avec un attirail d'objets inattendus autour des instruments. Une musique simple mais qui a une véritable emprise sur les textes et un mystère. La mise en scène de Virgilio Sieni, la direction vocale de Martine Viard, les décors de Luigi Benedetti et la dramaturgie du compositeur sont sans doute pour beaucoup dans cette réussite (2).

Nous reviendrons sur le troisième et superbe concert consacré à Luigi Nono.

JACQUES LONCHAMPT.

- (1) Chaque rame de TGV passe ici tous les sept ans pour être remise à neuf, après quelque deux millions de kilomètres.
(2) Le *Combat d'Hector et d'Achille* sera rejoué ce lundi 18 à 20 h 30 et les 19, 20 et 21 septembre à 22 heures.

Le parler-franc de Laurent Spielmann

Un festival de musique contemporaine que le public ne boude pas ! Un public spécialisé, mais aussi bien local, bourgeois ou marginal ! On n'en finit pas de s'extasier sur ce petit miracle.

Second directeur artistique de Musica, festival strasbourgeois créé par Maurice Fleuret en 1983, Laurent Spielmann est toujours conscient, à la troisième année de son mandat, de la fragilité des enjeux plaide pour une nécessaire confrontation des genres et des écoles au sein de la programmation ainsi que pour l'indépendance des « programmeurs » (« Il faut que les compositeurs composent et que les organisateurs organisent »), et le renouvellement périodique des directions. Il annonce son départ, « par crainte d'encroûtement », pour le 30 octobre 1990, et son remplacement par Dominique Maro, ancien délégué à la musique en Alsace.

Les propos sans fard de ce jeune capitaine venu du jazz, qui ne s'est pas laissé piéger par les circuits institutionnels, sont à replacer dans le contexte français. Trois festivals de musique contemporaine sont dirigés par des compositeurs : celui de Nice, par Michel Redolfi (il est passé cette année de *Pâques en été*) ; celui de Metz, par Claude Lefebvre (ses subventions sont légèrement diminuées pour novembre cette année) ; celui d'Angers, par Roger Tessier (dont le mandat ne devrait pas se prolonger au-delà de l'édition d'octobre prochain).

Pour le Festival de Lille, enfin, autrefois le plus vivant, sous la direction de Maurice Fleuret, de nouvelles formules sont testées chaque année pour tenter de le faire resnaître de ses

cendres. Musica, vocation européenne oblige, a préféré se tourner vers l'Allemagne (1).

« En 1983, dès la première édition (1), nous avons été étonnés par l'affluence », dit Laurent Spielmann.

« Nous avions tout fait pour cela. Mais c'était étonnant de penser que la mission que nous avait été assignée — trouver un public pour la musique d'aujourd'hui — n'était pas une vue de l'esprit. La proximité de l'Allemagne, un réseau exceptionnel de musiciens amateurs et professionnels, l'action d'Ernest Bour, de Charles Brück, des Percussions de Strasbourg nous avaient facilité la tâche. Mais nous avions aussi l'avantage de travailler dans une ville moyenne — ce qui est possible à Montpellier, Lille, Toulouse, est plus difficile à Lyon, impossible à Paris. On ne sait plus ce qu'est un festival dans la capitale, puisque tout ce qui a une volonté de communication s'intitule festival.

« Comment échapper aux réseaux de diffusion ? La question est devenue cruciale pour les festivals classiques, entièrement soumis aux calendriers des tournées. Si je voulais avoir l'orchestre de Boston pour moi tout seul, cela me coûterait très cher. En fait, je ne l'aurais jamais puisque je voudrais lui imposer ma programmation. On voit par quel système pervers le contenu des programmes peut devenir la dernière roue du carrosse alors qu'il doit être le moteur même.

« Un festival, c'est un concept mis en scène. Cette année, nous avons retenu l'idée de mythologies, avec *Hector et Achille*, de Battistelli, *Roméo et Juliette*, de Dusapin, mais

aussi les Hörspiel, ces œuvres conçues uniquement pour la Radio, ces spectacles imaginaires. Mais un festival, ce sont aussi des points de repère, des événements, et l'événement peut être la reprise de Gruppen (lire l'article de Jacques Lonchampt). Car ce monument est d'une brillante actualité en regard de la jeune création. Et l'intérêt d'un festival ne se mesure pas au nombre d'œuvres créées : encore faut-il que l'œuvre donnée en création soit ensuite diffusée. Chaque année, la Cinquième Symphonie de Beethoven est peut-être exécutée cinq cents fois par cinquante orchestres différents. Alors qu'une œuvre contemporaine, qu'il a fallu six mois pour mettre au point, disparaît aussitôt créée sans la moindre chance de perfectionnement ? Cela ne peut satisfaire que la bonne conscience des directeurs de festivals.

« Multiplier les commandes, à quel prix ? On joue devant des salles vides ? Quand on dirige un festival et que l'on est soi-même compositeur, cela sert à élargir ses réseaux d'influence, à être soi-même joué ailleurs. D'honoraires motivations esthétiques s'y mêlent : favoriser une école plutôt qu'une autre — la sienne ; faire jouer les musiques qu'on aime et qui ne sont pas jouées ailleurs. Mais l'ouverture esthétique d'un compositeur, si sensible et intelligent soit-il, se limite forcément à la part qu'il revendique pour lui-même. Quand ce compositeur dirige un festival, il évite de mettre en présence des esthétiques contradictoires. Cela donne des programmes atones. Peut-on s'attendre que le public vienne ?

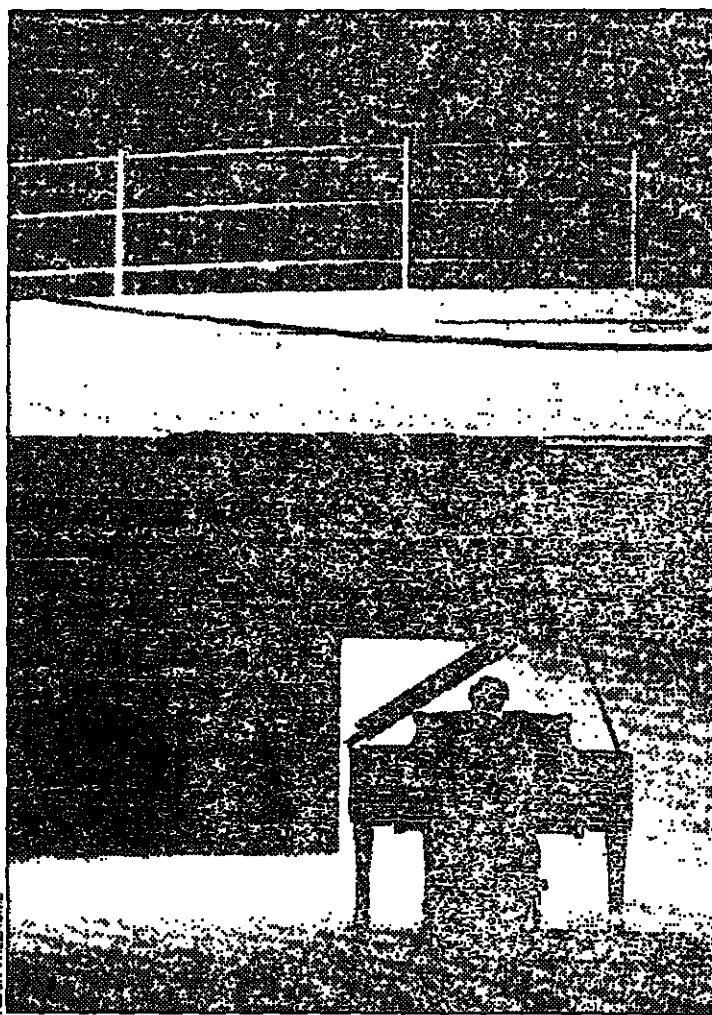
« Comment s'étonner alors que le réseau français interfestivalaire manque de vigueur, que nous soyons contraints de nous tourner vers la filière des théâtres, des opéras allemands, vers une association de compositeurs à Rome ? En France, les festivals de création existent parce que les orchestres ne remplissent pas leur mission de création, parce que les conservatoires manquent d'ambition. Si l'ensemble du système pouvait évoluer — il semble qu'il soit en train de le faire — les festivals joueraient enfin leur rôle : lieux d'exposition sans exclusivité ; portes de sortie pour la création. »

Propos recueillis par ANNE REY.

- (1) A l'initiative de l'Institut français de Rome, un festival Musica est réouvert ce lieu, du 28 septembre au 7 octobre, dans la capitale fédérale d'Allemagne.
(2) Laurent Spielmann était alors l'assistant de Laurent Bayle, créateur de Musica, aujourd'hui directeur artistique de l'IRCAM.

Un photographe, Alain Willaume, suit depuis six ans le parcours de Musica. Plutôt que d'immobiliser des musiciens en action, il a trouvé sur les lieux, ou à côté, des équivalents visuels au silence, aux sons de diverse intensité ou, comme ici, aux lignes et aux masses musicales. Maurice Fleuret a préfacé ses *Galettes de sons*, coédition de Musica et des musées strasbourgeois, aux Editions Michel De Maule (92 pages, 250 F).

Les « photos-sons » d'Alain Willaume



La deuxième convention du disque

Stratégie des grandes surfaces

Les succès du disque, de la « lambada » à la musique de Batman, sont aujourd'hui vendus dans les hypermarchés par des distributeurs musclés qui viennent de se réunir en convention.

C'est en 1962 qu'Eddy Barclay, déjà roi incontesté de la pétante tropézienne et du vété, lança l'idée : les 45 tours qui s'enlevaient alors comme des petits pains, via Johnny, Sylvie ou Françoise, méritaient mieux qu'une distribution au compte-goutte par des artisans disques aux goûts variables et tatil-

lons. A musique populaire, magasins populaires : des Monoprix aux Nouvelles Galeries, le conglomérat en manque pourait désormais trouver immédiatement son tube dans un rayon nouveautés-disques entièrement dédié aux succès du moment.

Ainsi naissait la Compagnie générale européenne de distribution et d'édition phonographique et littéraire (COGEDEP), aujourd'hui le premier distributeur français de supports musicaux (disques, compact-cassettes audio et vidéo) dans les grandes surfaces, responsables à elles seules de la moitié des ventes de l'Hexagone.

La COGEDEP maîtrise ainsi 20 % du marché global, qui s'élève à

3,7 milliards de francs par an. Chaque jour, 100 000 disques partent par les sentiers des grandes surfaces (le Printemps, Primus) ou des hypermarchés (Leclerc, Intermarché, Carrefour, Auchan) pour être installés dans des « linéaires », rayons de 25 à 30 mètres de long qui offrent parfois plus de 5 000 titres.

Important maillon de la chaîne du commerce de la musique, la COGEDEP arrive cependant en bout de course. « Une fois le produit lancé, nous voulons au secours de la victoire », commentait son président, Olivier Sauty de Chalon, lors de la deuxième convention du disque et de la musique qui s'est tenue à son initiative les 11 et 12 septembre au château d'Esclimont, dans l'Eure. Deux phénomènes de marketing, la *Lambada* (notre encadré) et *Batman* ont été disséqués par les professionnels, venus réfléchir sur la survie des linéaires d'hypermarché.

Bataille médiatique

Le scénario de lancement d'un produit est désormais connu, et *Batman* reste un modèle du genre. Un disque phare (*Prince*), un film, un batage médiatique qui l'élève au rang de phénomène de société. La stratégie adoptée pour promouvoir la *Lambada*, telle qu'elle a été présentée par son producteur Jean Georgakarakos au château d'Esclimont n'est pas si éloignée du marketing américain, toutes proportions gardées.

Les maisons de disques confient d'ailleurs de plus en plus souvent

leurs campagnes de promotion à des agences spécialisées qui orchestrent le lancement du produit dans les médias, le « merchandising » (affiches, badges, tee-shirt) et peaufinent les modes de diffusion et de présentation dans les points de vente. L'agence Antonietti, Pascault et Associés, pionnière en la matière, qui a pris en charge des artistes aussi différents que Johnny Clegg, France Gall, Johnny Halliday, Georges Brassens ou Jacques Brel (dont le double album *13 ans d'amour*, édité à l'occasion du dixième anniversaire de sa mort, s'est vendu à 1 million d'exemplaires) affiche une devise tranquille : « Rendre plus commercial ce qui est artistique et plus artistique ce qui est commercial. » Mais attention au télécopage ! D'ici la fin de l'année 1989, ce sont quarante-cinq campagnes nationales de promotion qui se préviennent.

Fournir les points de vente en moins de vingt-quatre heures, voilà le premier devoir d'un distributeur. Un passage à la télévision, une place gagnée dans les Top, et la demande double. La clientèle visée par les grandes surfaces, hypermarchés, ou mégastores, se situe prioritairement dans la tranche d'âge des douze-quinze ans qui achètent de manière impulsive, comme l'a souligné Emilio Menichini, directeur général de Pathé-Marconi, filiale française de l'Anglais HMV (qui annonce l'ouverture d'un mégastore HMV pour la fin de 1990, sans doute à proximité du magasin Virgin sur les Champs-Élysées).

Mais le rôle d'un distributeur tel que la COGEDEP, dont Polygram (détenteur de 30 % du marché français) est l'actionnaire majoritaire aux côtés d'autres majors du disque (WEA, Carrere, Musidisc A.Z., EMI, Virgin), ne se limite pas à la confection de paquets ou à la mise au point de présentoirs sophistiqués. Elle met à la disposition des hypermarchés, des gestionnaires de rayon, chargés de l'animation et des commandes, maîtrisant ainsi le choix des produits proposés à la vente.

Miser sur l'esprit collectionneur

Pour mériter son installation dans un linéaire, le produit devra soit bénéficier d'un crédit de popularité acquis (« Même le pire des Gold-man ne peut pas faire moins de 100 000 exemplaires »), soit avoir passé glorieusement plusieurs tests : l'avis des éditeurs (dont certains sont actionnaires de COGEDEP), la sanction de Média contrôle (aucune chance à moins de 80 passages radio-télé par semaine), celle du Top 50, du Top 30.

Quant au classique, il ne représente que 2 % du volume de vente de la COGEDEP, qui, là aussi, joue la prudence. « On ne diffuse que les valeurs sûres : Deutsche Grammophon, Pathé-Marconi... ». Comme pour le secteur cinéma des vidéos-cassettes, les professionnels de la grande distribution misent sur l'esprit collectionneur du Français moyen. La COGEDEP édite en disques compacts sous le label Naxos

les grands classiques, classés par thèmes et vendus au prix moyen de 55 F. Cent mille exemplaires ont été achetés depuis le lancement de la collection, malgré une qualité musicale des plus moyennes.

Enfin, les distributeurs jouent un rôle actif dans la définition même du support. Le CDV (compact-disque laser) fait rêver et monter les courbes prévisionnelles de vente. Et puis, la COGEDEP reviendrait volontiers à ses premières amours, le 45 tours, produit d'appel, dont la version moderne, le CD Single, est vendue actuellement trop cher à son goût. « Avec une baisse de prix de moitié », concluait Olivier Sauty de Chalon, on pourrait se rapprocher du marché japonais, où 30 % des disques compacts vendus sont des CD Single ».

VÉRONIQUE MORTAIGNE.

DEUX ANES

A partir du mardi 19
Nouveaux opérettes

Les tonton's farceurs

Bernard MABILLE
Christian VESEL
Jean-Michel MOLÉ
Jean-Pierre MARVILLE
et
Serge LLADO

Loc. 46-05-10-28 et cénones
MAT. SAM. et DIM. 15 h 20

L'intégrale de Gainsbourg

Le désir de reconstituer en compact sa discographie personnelle joint au succès des campagnes publicitaires à la télévision suscitait la réédition par les firmes phonographiques de l'ensemble du répertoire des grands interprètes de la variété. Après la discographie complète d'Edith Piaf, de Charles Trenet, de Georges Brassens et de Jacques Brel, voici « L'intégrale de Serge Gainsbourg ». Trente années d'aventures en deux cent sept chansons et neuf compacts, des débuts avec le *Poinçonneur des Lilas*. Le gars qu'on croise et qu'on regarde pas à l'eau à la bouche (sa première musique de film), de la *Jeunesse* au sommet de l'onomatopée avec *Comic Strip* et aux derniers titres flamboyants interprétés avec un

groupe de musiciens new-yorkais. Belle occasion de savourer l'écriture de Gainsbourg, son goût des mots et des jeux qu'il suscite, son ironie et sa dérision.

Quelques pièces rares dans cette intégrale : l'enregistrement public aux Trois Baudets du *Poinçonneur des Lilas*, l'original de *Je t'aime moi non plus*, en duo avec Brigitte Bardot, *Dieu fumeur de havanes*, en duo avec Catherine Deneuve, *l'Herbe tendre*, chantée par Michel Simon et Serge Gainsbourg, la bande originale de la comédie musicale *Anna*, avec Anna Karina et Jean-Claude Brialy.

C. F.

★ Phonogram, 950 F.

Culture

Succès populaire pour la sixième Journée du patrimoine

Palais de la République, châteaux privés ou chantiers de fouilles, les Français ont répondu en grand nombre, dimanche 17 septembre, à l'invitation lancée par quelque sept mille sept cents monuments historiques à l'occasion de la sixième Journée du patrimoine. A Paris, M. Jack Lang a lui-même fait les honneurs de son ministère et la Bibliothèque nationale a accueilli de nombreux

curieux. Le public a découvert les cryptes des cathédrales de Chartres ou de Blois, le temple protestant de La Rochelle ou le château de Brest. En Franche-Comté, on a commenté la récente découverte d'un ensemble de villages lacustres sur le lac Chalain. Dans l'Eure, les architectes des bâtiments de France, fidèles à leurs principes, ont fêté la journée du patrimoine sur le terrain.

Des architectes dans leur jardin

Gabriel Gendreau commence sa promenade dans Verneuil avec gourmandise. La Journée du patrimoine, c'est un peu son jour. Il est architecte des bâtiments de France depuis 1955, chef du service du département de l'Eure. Comme lui, deux cents de ses confrères, les « ABF » dans leur jargon, aident les monuments classés à bien vieillir. Ils auscultent la pierre ou le bois, alertent et conseillent les élus locaux, dénichent des entrepreneurs pour restaurer un site ou le mettre en valeur. « Nous sommes les médecins de famille du patrimoine français », explique Gabriel Gendreau. Nous devons avoir une idée précise de l'état de santé de tous les monuments classés de notre département (il y en a cent trente-quatre dans l'Eure), et même des autres. Malgré des moyens plus qu'insuffisants, nous les visitons trois fois par an. Au printemps, nous faisons le constat des dégâts causés par l'hiver, et nous ordonnons des travaux de restauration. L'été, nous vérifions si nos ordres ont bien été respectés. La visite de fin d'année

nous permet de faire un bilan. Un architecte des bâtiments de France aille 40 000 kilomètres de bitume par an, un tour du monde. La visite de Verneuil, un village coquet habillé de brun, tient plus de la promenade que de la réunion de travail. Accompagné de son unique adjoint, Jean-Christophe Simon, Gabriel Gendreau savoure sans retenue les résultats de leur intervention sur quelques-uns des treize monuments classés de la commune. Dans six mois, il partira à la retraite, après trente-cinq ans de sacerdoce. Mais, pour l'heure, il n'hésite pas à marcher sur des planchers vermoulus, grimpe allègrement des escaliers interminables et s'empare pour présenter son domaine à ses confrères. Une vaste maison du quinzième siècle, entièrement restaurée, accueille la perception. La bibliothèque déploie ses trésors sous un extraordinaire enchevêtrement de poutres. A quelques pas, une église arbore une enseigne lumineuse, le Trianon. C'est le cinéma du village. Les architectes des bâtiments de France travaillent actuellement à la réfection d'une ancienne

forge qui a, elle aussi, trouvé refuge dans une église. Derrière les pierres fraîchement taillées de la façade restaurée, des carcasses de machines-outils dorment sous une voûte brûlée par la suie. Il reste des heures de travail pour la remettre en état. « Nous en ferons un musée des métiers », s'exclame le maire. A Verneuil, les conseils des ABF ont porté de jolis fruits.

Après un parcours du combattant dans un labyrinthe semé de cachettes aux voûtes superbes, l'équipe achève son escapade sur les toits de la collégiale Notre-Dame de Vernon. Sous le regard goguenard des gargouilles, les architectes auscultent une dernière fois les pierres malades et vérifient si les autres ont bien clement. Devant l'église, près des vieilles maisons à colombage, un petit jardin étale un parterre de plantes médicinales, lavande ou lys. « Nous avons pensé que ce serait mieux qu'un jardin de préférence », sourit Jean-Christophe Simon.

BÉNÉDICTE MATHIEU.

Communication

La bataille pour le contrôle de la 5

M. Jean-Marc Vernes au secours de M. Hersant

Au sein de la 5, chacun des deux blocs d'actionnaires rivaux compte ses forces. Pour le conseil d'administration qui devait se tenir à 12 heures, lundi 18 septembre, M. Jérôme Seydoux et M. Silvio Berlusconi semblaient assurés de la victoire. Les trois représentants du groupe italien et l'administrateur du groupe SA pouvaient compter sur le soutien des deux délégués des mutualités agricoles Groupama. Cette majorité de six voix sur onze serait suffisante pour obtenir le départ de M. Robert Hersant de la présidence de la 5 et un changement à la direction générale (le Monde daté 17-18 septembre).

Mais le patron du Figaro prépare sa contre-offensive. M. Yves de Chaisemartin était, dès lundi matin, au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) pour protester contre le feu vert donné au changement de présidence de la chaîne. Le directeur général du groupe Hersant, qui regrette de ne pas avoir été consulté au préalable par le CSA, estime que la remise en cause de M. Hersant est liée à un bouleversement complet de l'actionnariat et du management de la chaîne. Condition qui devrait obligatoirement remettre en question l'autorisation d'émettre accordée en 1986 à la 5.

Dans le Figaro, M. Philippe Villin, autre responsable du groupe, affirme en effet que le Groupama a voté sa participation à M. Jérôme Seydoux et ajoute : « Cette vente a

été effectuée en contradiction avec les statuts de la société qui comportent un droit de préférence exercable par l'ensemble des actionnaires ».

Dans le cadre de ce « droit de préférence », les actions détenues par le Groupama devraient être réparties entre les autres actionnaires de la société, à l'exception de MM. Hersant et Berlusconi qui, détenant chacun 25 % du capital, ne peuvent légalement augmenter leur participation. Or, M. Hersant dispose au sein du capital d'un allié précieux : M. Jean-Marc Vernes qui détient 10,5 % des actions (contre 6,9 % à M. Seydoux), s'est enrichi

de plusieurs milliards de francs après l'OPA sur le groupe Victoire et peut donc acheter, lui aussi, une partie des titres détenus par le Groupama. Interrogé lundi, M. Vernes nous a assuré : « J'ai toujours été aux côtés de M. Hersant. Je ne vais pas changer d'attitude. Je me porterai acquiescent de toutes les actions de la 5 dans le cadre du droit de préférence ».

Cet imbroglio juridico-financier risque fort de compliquer la tâche de MM. Seydoux et Berlusconi. Leur victoire au conseil d'administration pourrait être remise en question à l'assemblée générale des actionnaires, lorsqu'il s'agira de permettre l'élection de M. Seydoux à la présidence. Pour contrer l'opération, ce dernier cherche à acquiescer les actions détenues par le groupe Les Echos (4,2 % environ) et par le groupe canadien Vidéotron (3,42 %). Mais celles-ci sont également soumises au droit de préférence.

Une polémique interne au CSA pourrait conforter la contre-offensive financière et juridique de M. Hersant. Certains membres estiment en effet que le collège n'a pas été formellement consulté sur l'ensemble de cette affaire avant que ne soit donné un feu vert au changement de présidence.

PIERRE-ANGEL GAY et JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Les actionnaires de la chaîne

Voici la répartition actuelle du capital de la Cinq :

- Groupe Hersant : 25 %
- Groupe Berlusconi : 25 %
- Groupama : 17,1 %
- Groupe Vernes : 10,5 %
- Groupe Seydoux : 6,9 %
- Crédit lyonnais (1) : 5,3 %
- Les Echos : 3,67 %
- Vidéotron : 3,45 %
- SMA : 2,3 %
- Expar : 0,7 %

(1) La banque nationalisée a été récemment descendue à 5 %.

POINT DE VUE

Le prix de la culture

par Régis Debray et Bernard-Henri Lévy

« L'EUROPE ? Une belle idée qui agite les esprits à la fin du vingtième siècle. Elle donne lieu, pour les auteurs, à force réminiscences, slogans, symboles et directives. Hélas, ce ne fut qu'une idée, qui finit par laisser place, très vite, par dépit. Les pays concernés échouèrent en effet à faire image, à faire ensemble des images, à faire un ensemble vivant par l'image et les images. Laisant à d'autres — le Japon, l'Amérique, l'industrie du rêve et les studios du mythe, renvoyant à se doter des moyens indispensables à la naissance de cet imaginaire, de cet esprit communautaire, ils laissèrent mourir l'Europe faite d'Européens. L'époque, sans illusions, tourne la page ».

Ecrire-t-on, un jour, ainsi la catastrophe nommée Europe ? Cela dépend aujourd'hui de quelques décisions simples. Et ces décisions ne se jouent sur le terrain ni des quotas laitiers ni de la monnaie —

La SEPT veut développer la réception collective dans des télé-clubs

« La SEPT ne doit pas rester invisible et interdite au grand public. Cinq mois après son lancement, la chaîne culturelle par satellite n'a qu'une obsession : contourner les obstacles qui entravent sa réception ».

Un réseau hertzien ? Le président de son directeur, M. Jérôme Clément, qui l'avait réclamé, s'est fait pour l'instant éconduire. Une reprise sur les réseaux du câble, renvoyant à se doter des moyens indispensables à la naissance de cet imaginaire, de cet esprit communautaire, ils laissèrent mourir l'Europe faite d'Européens. L'époque, sans illusions, tourne la page ».

« Nous ne pouvons pas prétendre régler les problèmes de réception, explique M. Sylvie Jézéquel, directeur délégué de la chaîne. Mais nous pouvons agir dans le service public qui nous anime. » Son idée ? Demander aux élus, aux responsables d'associations culturelles (plus de trois cents lettres ont déjà été envoyées) de mettre à la disposition du public un local où celui-ci pourrait venir gratuitement regarder les programmes de la chaîne.

A tous ceux qui accepteraient de jouer le jeu, la SEPT propose un accès privilégié à l'équipement nécessaire (parabole et démodulateur) pour un coût compris entre 5000 F et 7000 F. A terme, la SEPT espère pouvoir tabler sur une véritable réseau d'amateurs répartis dans toute la France. Puisque son public ne vient pas à elle, la chaîne tente d'aller vers lui.

mais sur celui de cette culture qui, seule, peut cimenter une vision commune du monde et de soi-même.

La France, il faut le rappeler, a pris l'initiative d'une chaîne de télévision à vocation européenne. Cette chaîne — la SEPT — devait et peut encore offrir un lieu de rencontres et de recherches à des artistes et intellectuels, aussi dissimilables que les sous-séances et qui, trop souvent, se tournent le dos. Elle peut aussi devenir une sorte de passerelle qui reliait, à terme, les Européens d'Est et d'Ouest. Bref, elle est probablement l'un des moins mauvais outils pour que l'Europe du vingtième siècle rattrape enfin celle du seizième, lorsque les universités et les premières imprimeries tissaient entre nos pays un réseau d'échanges incomparable. Or, force est de constater que cet organe vital est menacé de mort — lente et digne — par la confusion de deux objectifs, l'un industriel, l'autre culturel : l'unique chaîne publique de télévision européenne risque aujourd'hui de s'éteindre, victime d'une situation irréaliste qui la condamne à émettre dans le noir, pour un public inexistant.

Résumons. La SEPT a commencé, voici quelques années, à concevoir et, depuis quelques mois, à diffuser des programmes ambitieux qui ne peuvent être reçus faute d'appareillages adéquats : hissée sur le satellite TDF 1, elle suppose ou la diffusion directe (trop chère, et, pour le moment, introuvable) ou le câblage des foyers (qui a pris, en France, un retard dont chacun convient).

Une chance historique

Dans le même temps, l'Allemagne fédérale, tous Länder réunis, s'investit dans le projet, y apporte ses ressources et ses idées, adhère avec enthousiasme à cette grande première : un vaste projet franco-allemand dans l'ordre de la culture ; or le câblage du pays lui permet une large diffusion.

Résultat : la RFA apporte à la chaîne culturelle six millions de foyers câblés — et la France deux cent mille. Aux Allemands donc, bientôt rejoint — ils en ont manifesté le désir — par les Belges, les Suisses, les Italiens et les Espagnols, le choix des grilles et des programmes. Le moteur de l'Europe culturelle, franco-allemand dans sa conception, serait à l'arrivée tout simplement allemand. Et si cela était, il ne faudrait pas l'imputer à la volonté d'hégémonie de nos amis d'outre-Rhin mais à l'inconscience des décideurs français.

En assignant un objectif culturel immédiat à un objectif technologique lointain, celui de la diffusion directe, nous risquons de manquer l'un et l'autre. En transformant la SEPT en porte-drapeau d'un système d'équipement assez périlleux et une création culturelle orpheline en otage d'une incertaine bataille industrielle nous risquons de laisser passer — ou pourrir — une chance historique qui ne reviendra pas de sitôt.

Alors, messieurs les politiques, trouvez la solution. Réception directe, réseau hertzien ou câble — seul le résultat compte. Ou bien se

dégage, par fusion entre des chaînes privées qui s'épuisent l'une l'autre dans de coûteuses guerres commerciales, un réseau hertzien libre d'emploi. Ou bien la SEPT et FR 3 choisissent, sous une forme ou sous une autre, une destinée commune. Cette option — la plus simple et la seule, surtout, que l'on puisse mettre en œuvre tout de suite — ne serait du reste pas exclusive, à l'avenir, d'un mieux technologique qui est devenu, aujourd'hui, l'ennemi du bien culturel, c'est-à-dire européen.

Pour le moment, en gagnant un corps, la chaîne culturelle ne serait nullement contrainte de perdre son âme ; et quant à la chaîne des régions, elle deviendrait le lieu par excellence de la création et de la découverte : celle de cette Europe du verbe et de l'idée dont notre pays, muré dans son provincialisme orque, entend toujours parler, mais sans jamais lui donner figure.

Nous sommes las de conjurer l'Europe au futur en alignant au jour le jour les rendez-vous manqués et les malentendus. Nous sommes las de ces réformes de structures sans finalité réelle, de ces batailles de nominations qui cachent l'absence de conception. Nous sommes las d'un système où le divorce entre le discours et l'action, érigé en principe, permet de gonfler le biceps, à Paris, dans les colloques — avant de passer sous la table, à Bruxelles, en commission.

L'image met aujourd'hui les discours au pied du mur. Le sort fait à la SEPT — et il se joue en ce moment — nous dira si les panégyristes de l'Europe en mots ne sont pas ses fossoyeurs en fait. Téléspéculateurs, créateurs, vous êtes concernés. Responsables politiques et médiatiques, vous êtes en première ligne. Votre reculade serait notre défaite. Il est minuit moins cinq, sur le petit écran.

Quintex l'emporte sur M. Murdoch pour le contrôle de MGM-UA

Le groupe australien Quintex de M. Christopher Skase a vraisemblablement gagné l'enchère qui l'opposait au groupe News Corp de M. Rupert Murdoch pour le contrôle de Metro-Goldwyn-Mayer United Artists (le Monde du 16 septembre). MGM a en effet accepté, vendredi 15 septembre, une offre définitive de Quintex pour l'ensemble de la société.

Le groupe australien va donc prendre le contrôle des quatre mille trois cents films du catalogue United Artists, mais aussi des trente-quatre films de MGM produits depuis 1986, des activités télévision de MGM (soit mille sept cent cinquante de programmes déjà diffusés, et la production de séries réputées) et de son logo, le célèbre lion rugissant. Mais Quintex, une société australienne de télévision, paiera cher cet ensemble : au total 1,5 milliard de dollars (presque 10 milliards de francs).

Quintex, le nouveau « dompteur » de MGM-UA, devra maintenant trouver des partenaires pour l'aider à financer son acquisition et rentabiliser les catalogues MGM et surtout United Artists.

BEDOS

RTL

20 REPRESENTATIONS
10 NOV AU 3 DEC 89 — 21 H
RENSEIGNEMENTS: 42 40 60 00
RESERVATIONS: 42 40 01 01

LE ZENITH — M^{re} PORTE DE PANTIN
 MATINÉE DIMANCHE 16H — RELACHE LUNDI
 LOCATIONS: SURPLACET FNAC — AGENCES — BILLETTEL —
 VIRGIN-MEGASTORE — 36-15 CODE LIBE

Rencontres sur le patrimoine et l'argent. — « Patrimoine et argent » sera le thème des cinquièmes rencontres internationales pour la protection du patrimoine culturel qui se tiendront à Avignon les 8, 9 et 10 novembre sous le patronage du ministère de la culture, du Conseil de l'Europe et d'Icomos international.

Ces cinquièmes rencontres permettront d'examiner le problème du développement rapide du financement privé des institutions culturelles et des conséquences, parfois abusives, que peut avoir le mécénat sur les objectifs des responsables du patrimoine culturel.

Renseignements : RMG/Patrimoine, Nicole Leroy, Centre des congrès du Palais des Papes, 84000 Avignon Cedex. Tél. : (16) 90-27-50-26.

Des problèmes à l'ORAL ?
AMERICAN CENTER'S
AMERICAN LANGUAGE PROGRAM
 21 rue de la République
 75001 Paris
 Tél. 40 33 18 52 — 42 56 25 49

COURS
 ■ TRIMESTRIELS
 ■ INTENSIFS
 ■ T.O.E.F.L.
 ■ FORMATION CONTINUE

INSCRIPTIONS MAINTENANT

DANSE - THEATRE
 20 H 45
 DU MER. 20 AU SAM. 23 SEPT.
CARBONE 14
 CANADA
 LE DORTOIR
 GILLES MAHEU
 MAR. 26 ET MER. 27 SEPT.
NEED COMPANY
 BELGIQUE
 CA VA
 JAN LAUWERS

THEATRE
 AU THEATRE PARIS-VILLETTE
 A PARTIR DU 28 SEPT.
ECLATS CREATION
 CATHERINE ANNE
 LOC. 42.74.22.77
 2, PL. DU CHATELET PARIS 4^e

صكرا من الامل

Le Monde

ECONOMIE

CHANGEMENT A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'occasion d'une renaissance

Avec l'arrivée d'un nouveau délégué, il est temps de réinventer une politique de développement régional.

POUR redonner vigueur à une politique en perte de vitesse, plutôt qu'en changer ceux qui en tiennent les rênes, ne serait-il pas plus judicieux, d'abord et avant tout, d'en changer le nom ? La question mérite d'être posée à propos de l'aménagement du territoire. « Marque déposée » depuis les années 50 et officiellement à partir de 1963 quand fut créée la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) avec, à l'époque, Olivier Guichard à sa tête, l'aménagement du territoire n'en finit pas de décliner, de renaitre de ses cendres et, à nouveau, de s'enliser. L'appellation même, galvaudée, abstraite à force d'être répétée, et mise à mal par la décentralisation et par l'ouverture européenne, ne fait plus recette.

De 1981 à 1983, Michel Rocard portait le titre de ministre d'Etat chargé du plan et de l'aménagement du territoire dans le gouvernement Mauroy. Depuis qu'il a été emmenagé à Matignon, il se contente d'un ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, Jacques Chérèque, qui, au demeurant, fait ce qu'il peut.

Planification et prospective

Réduire une politique de solidarité géographique et d'organisation judiciaire du potentiel économique à un sous-produit des choix industriels des entreprises friserait évidemment l'absurdité et il appartient au(x) gouvernemen(t)s d'y réfléchir pour l'avenir. Mais, dans l'immédiat, pourquoi ne pas tirer les conséquences des évolutions récentes : rôle croissant des collectivités locales ; nécessité d'une action interminis-

tielle et d'un soutien politique affirmé au plus haut niveau ; importance de la prospective autant que de la planification ; poids des préoccupations économiques ; risques de concurrence fratricide entre régions et villes dans l'Europe de 1993 ?

Pourquoi ne pas proposer par exemple un ministère de la coordination et du développement territorial ? Un ministère qui, outre l'actuelle DATAR (qui a besoin à sa tête d'un délégué général ou d'un directeur, mais pas des deux, comme c'est le cas aujourd'hui), devrait logiquement prendre sous sa coupe certains services du Commissariat du Plan, ainsi que des ministères de l'équipement et de l'environnement, la délégation à la ville et — bien que cette suggestion soit considérée comme sacrilège place Beauvau — la très puissante direction générale des collectivités locales qui constitue traditionnellement l'un des piliers les plus solides du ministère de l'intérieur.

Voilà, en cette rentrée, un sujet de réflexion pour J. Chérèque et pour le nouveau délégué à l'aménagement du territoire qui, dans les prochains jours, sera appelé à remplacer Jean-François Carrez, très proche collaborateur de Pierre Méhaignerie, nommé à ce poste en mai 1987 et qui a quasiment disparu de la scène publique depuis six mois. Mais l'ancien syndicaliste CFDT devenu ministre a déjà tracé son programme de travail d'ici à la fin de l'année.

Outre le dossier très chaud de la reconversion du site des chantiers navals de La Ciotat rendue difficile pour l'Etat par les surenchères de la CGT, les projets ou les foudrues de Bernard Tapie et le rôle décisif des collectivités locales, J. Chérèque veut exhumier une question toujours très

sensible pour la majorité des élus locaux, à savoir l'aménagement rural. Plus de deux cents cantons, surtout en montagne, sont en effet en quasi-perdition démographique, économique et culturelle.

La Commission européenne va certes dégrader des crédits substantiels ; mais un véritable plan de bataille contre la désertification avec les élus concernés s'impose d'urgence. J. Chérèque va travailler en étroite liaison avec le Sénat, notamment Jean François-Poncet, ancien ministre de Valéry Giscard d'Estaing, sénateur et président (UDF) du conseil général du Lot-et-Garonne.

Le traitement ponctuel des mutations industrielles et des reconversions économiques (une ville frontalière comme Modane va prendre de plein fouet l'ouverture européenne de 1993) constitue le deuxième dossier important du ministère. Ici et là apparaissent des incendies contre lesquels il faudra agir vite. Quant aux reconversions lourdes (textile des Vosges ou du Nord, industrie ferroviaire du Valenciennois, redéploiement des garnisons militaires selon le plan Chevènement), elles exigent des actions opiniâtres et à long terme.

De plus en plus, le gouvernement veut, sur le terrain économique et social, travailler la main

dans la main avec les régions et les villes. Avec les premières, les contrats de plan signés pour la période 1989-1993 prévoient des engagements de l'Etat pour 52 milliards de francs et des conseils régionaux pour 46 milliards de francs.

Cependant le gouvernement veut affiner sa politique et établir avec certaines villes une programmation des grands équipements et des « chartes de développement ». Sont avancés les noms, par exemple, de Saint-Nazaire, Lorient, Le Mans, le couple Nancy-Metz ou le quadrupole du Poitou-Charentes, La Rochelle, Poitiers, Niort et Angoulême.

Quant à la ville de Nantes, qui dispute à Rennes et Bordeaux le titre de métropole de l'Ouest atlantique européen, elle sera, le 24 novembre, la capitale de l'aménagement du territoire : J. Chérèque a décidé d'y réunir ses collègues de la CEE pour un séminaire

de travail. Cette rencontre sera une première de ce type.

Dans cette énumération déjà longue, on ne saurait oublier l'un des onze « travaux d'Hercule » de Michel Rocard, à savoir la réorganisation de l'Ile-de-France : un chantier qui, de l'avenue même du premier ministre, prendra cinq à dix ans. Début octobre, des décisions devraient être annoncées par Michel Delebarre et Pierre Joxe sur le logement et l'urbanisme, ainsi que le principe d'une taxe significative sur le stock des bureaux, surtout dans l'Ouest parisien.

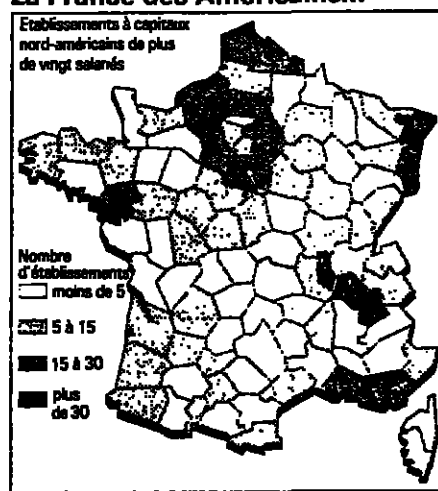
Investissements étrangers

Le budget de 1990 sera-t-il meilleur qu'en 1989, année médiocre s'il en fut ? « Oui sans aucun doute », affirme-t-on dans l'entourage de J. Chérèque. Sauf sur un point : les primes qui permettent d'attirer en France les grands investissements étrangers. Or, sur ce point, même si d'année en année la France améliore ses performances et devient plus séduisante (13 000 emplois étrangers annoncés l'an dernier au lieu de 9 000 en 1987), elle présente encore des handicaps par rapport aux pays d'or qui peuvent offrir la Grande-Bretagne, la RFA ou la Belgique.

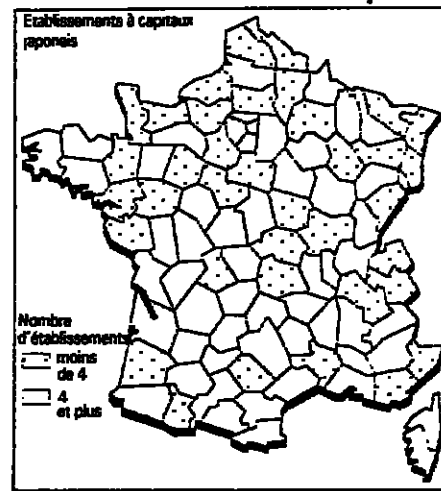
Dans la perspective de 1993, plusieurs dizaines d'entreprises américaines, canadiennes, japonaises ou scandinaves, font aujourd'hui le tour des pays de la CEE pour y installer des usines ou des centres de recherche et prêtent une oreille particulièrement attentive aux plus offrants. A l'Etat et aux villes de savoir mettre en avant et en complémentarité leurs atouts.

FRANÇOIS GROSCHICHARD.

La France des Américains...



... et des Japonais



Source : Les zones d'exception. Yves Regis. Rapport du Conseil économique et social, 26 juillet 1989, n° 22.

MUTATIONS DANS LE TIERS-MONDE SOCIALISTE

A l'ombre de la perestroïka

Les événements d'Union soviétique ébranlent les croyances dans les vertus de la collectivisation et de la planification.

par WLADIMIR ANDREFF (*)

la baisse des cours mondiaux du pétrole ; avec celui-ci, la dette extérieure de l'Angola et du Congo a explosé.

Ailleurs, l'aide internationale a tenu le même rôle que la rente dans le financement de ce type de développement coûteux. Il s'agit de l'aide du COMECON en l'occurrence. Cuba et le Vietnam

reçoivent ensemble plus de 60 % de l'aide soviétique au tiers-monde, et réalisent plus des trois quarts de leurs échanges extérieurs avec leurs partenaires du COMECON. C'est donc ici que la nouvelle stratégie de l'URSS est le plus vivement ressentie.

Le bilan est double : les POS forment un ensemble hétérogène,

la récession y est plus ou moins prononcée (jusqu'à une baisse de 7 % du PNB en Ethiopie en 1984), l'inflation plus ou moins incontrôlée (700 % au Vietnam l'an dernier). De plus, aucun d'entre eux n'a été protégé de la crise économique et de l'endettement extérieur par un modèle supposé garantir l'indépendance économique et le développement. Leur hétérogénéité même explique que ces pays aient réagi différemment au sujet des politiques d'ajustement et au vent des réformes soufflant des pays de l'Est.

Les mesures classiques

Douze des vingt pays recensés ont à présent entrepris de gérer et d'obtenir le réajustement de leur dette extérieure au moyen de politiques d'ajustement assez orthodoxes, pour six d'entre eux dans le cadre d'un programme du FMI. On y enregistre des mesures désormais classiques : dévaluations à répétition de la monnaie locale, limitation des importations, soutien aux exportations, réduction du déficit budgétaire, du nombre des fonctionnaires et des hausses de salaires, privatisation de banques et d'entreprises publiques, redistribution des terres à des agriculteurs privés, hausse des tarifs publics ou des impôts, et augmentation du rôle des prix et du marché libres. Et des résultats également classiques.

A Madagascar, où cette politique économique remonte à 1980, on peut en juger sur la durée. Les déficits publics et extérieurs ont diminué, certains marchés parallèles ont disparu, des ressources ont été réallouées à l'agriculture et les infrastructures existantes ont été remises en marche. Par contre, la hausse des prix, la baisse du niveau de vie, les licenciements et une grave famine au

sed du pays sont source de mécontentement dans la population. Des entrepôts furent pillés à Tananarive en 1986 et des commerçants en 1987.

Les mêmes politiques d'austérité, suivies de conséquences sociales analogues, ont déclenché des formes variées de résistance dans les onze autres POS concernés : indiscipline au travail, absentéisme, agitation étudiante, manifestations, émigration. De tels effets pervers ne sont pas pour rien dans l'attitude cubaine d'opposition résolue à tout ajustement (bien que Cuba ait dû rééchelonner sa dette dès 1982).

La politique d'ajustement est en général le prélude à une réforme du système économique. La seconde peut même être décidée sans la première, ainsi en Corée du Nord ou, plus récemment, en Mongolie. Certes, comme en Europe de l'Est, les options réformatrices sont différenciées. La réforme coréenne de 1984 se borne à réduire le nombre des ministères industriels et à décentraliser les décisions vers des associations d'entreprises intégrées ; autorisées à vendre et à exporter librement au-delà des quotas planifiés, elles ne sont pas sans rappeler les combinats de la RDA.

La réforme économique, entamée en 1987 en Mongolie (2), s'aligne sur la perestroïka, alors que, au Vietnam, au Laos, en Algérie, elle prend un tour plus radical. Cuba paraît aujourd'hui isolé, parmi les POS, dans son refus absolu de réformer le modèle de développement, et est le seul Etat à critiquer ouvertement la perestroïka en URSS. Pour combien de temps encore, étant donné son fort besoin d'aide économique soviétique ?

(Lire la suite page 20.)

(1) D. Pincus, « La perestroïka outre-mer », *Economie prospective internationale*, n° 38, 2^e trimestre 1989.
(2) M. Kahn, « L'ouverture mongole », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 340, mai 1989.

LES mutations en Europe de l'Est et, plus encore, la perestroïka en URSS, ont aujourd'hui des retombées sur cette partie du tiers-monde qui a choisi de suivre, de près ou de loin, l'exemple du modèle de développement soviétique. L'URSS semble vouloir y exporter, par la persuasion ou la pression (1), la double stratégie appliquée sur son propre territoire : réformer l'économie planifiée et l'ouvrir aux capitaux étrangers.

La nouvelle attitude soviétique est justifiée à Moscou par le coût élevé — en aide économique à fonds perdus et en avantages à sens unique — de ces pays en développement à orientation socialiste (POS), dont, par ailleurs, l'image n'est plus très attrayante dans le reste du tiers-monde. A la crise économique que traversent ces pays s'ajoute une crise de confiance : la perestroïka y déstabilise des « croyances » bien ancrées quant aux vertus de la planification, de l'industrialisation accélérée et de la collectivisation pour accéder au développement.

Un modèle controversé

Six critères caractérisaient le modèle de développement choisi par les POS :

- Une réforme agraire visant à créer des exploitations collectives ;
- Une extension du secteur public dans la banque et l'industrie ;
- Une planification centralisée doublée d'une économie administrée ;
- Une priorité donnée à l'industrie sur les autres secteurs ;
- Une réduction du commerce extérieur avec les anciennes métropoles, au nom de l'indépendance et, si possible, une augmentation de la coopération avec les pays socialistes, au nom de l'entraide ;
- Des restrictions — pouvant aller jusqu'à l'interdiction — à l'entrée de nouveaux investissements directs étrangers dans le pays.

Une vingtaine de pays ont tenté d'implanter ce modèle dans un environnement sous-développé (voir tableau page 22). Trois sont membres du COMECON (Cuba, Mongolie, Vietnam) ; d'autres sont observateurs auprès de cette organisation internationale ; un dernier groupe rassemble des pays ayant proclamé leur orientation socialiste, déclaration reconnue par Moscou. Tous ont rencontré quelques problèmes en cherchant à adapter le modèle de développement économique socialiste aux conditions locales.

Le modèle s'est révélé pratiquement inapplicable dans les pays les plus pauvres, telles l'Ethiopie ou la Tanzanie. Face à de faibles débouchés pour l'industrie, l'importante sous-utilisation des capacités de production industrielle installées s'est encore aggravée lorsque la dette extérieure a obligé de réduire les importations des pièces détachées et des autres intrants nécessaires. L'incapacité de la distribution étatisée à approvisionner tout le pays en produits agricoles, la résistance d'une partie des paysans à la collectivisation et une production alimentaire croissant moins vite que la population ont provoqué crise et famine.

Dans d'autres pays, le modèle n'a été appliqué que moyennant de sérieuses entorses ou des réformes préalables. En Birmanie, les entreprises d'Etat sont tenues de faire des profits, le crédit bancaire est développé, l'exportation est prioritaire, la production d'opium et le trafic de l'héroïne sont tolérés. Le Mozambique a repris des entreprises nationalisées, dès 1980 ; il a adhéré ensuite au FMI et à la Banque mondiale, a signé les accords de Lomé et obtenu une aide des Etats-Unis.

Un troisième cas de figure est celui où l'implantation du modèle a pu s'appuyer sur une rente pétrolière ou minière. L'Algérie a longtemps été citée en exemple de financement réussi d'une industrialisation socialiste dans le tiers-monde, jusqu'au retournement à

3^e CYCLE SPÉCIALISÉ

- Filière M.B.A.
- Filière Ingénierie d'Affaires
- Filière Management avancé
- Filière Marketing pharmaceutique

Réservé aux : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, Architectes, I.E.P., Maîtrises, D.E.A., Expérience Professionnelle...

Admission sur titres



UNE PRESENCE MONDIALE

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION

Etablissement libre d'enseignement supérieur
123 RUE DE LONGCHAMP 75116 PARIS
TEL. : 45.53.60.00 - POSTE 1200
MINITEL 36 16 ISG

صكنا من الامل

VINGT ANS DE RÉFORME AGRAIRE

Les parcelles péruviennes

PAYSAN : le patron ne mangera plus de la pauvreté. Le général Velasco faisait cette promesse, le 24 juin 1969, en proclamant la loi de réforme agraire. Vingt ans après, quel est le bilan ?

Les haciendados ont disparu. Mais les bureaucrates et les intermédiaires ont pris leur place. Les paysans sont encore plus pauvres, et, aujourd'hui comme hier, les habitants des villes saignent à blanc le monde rural à cause d'une absurde politique de prix. D'après le syndicalisme agricole, 150 000 hectares sont restés en jachère cette année du fait de la hausse du coût des semences et engrais et 300 000 le seraient la prochaine campagne.

La production et la productivité de la terre ont diminué. Le pays dépend plus que jamais des importations et de la charité internationale pour pourvoir à l'alimentation de vingt-deux millions de Péruviens.

Les tensions sociales ont atteint le paroxysme : barrages de routes, grèves et invasions de terres se succèdent. Le gouvernement a répliqué par la répression et

l'arrestation de dirigeants agricoles. Cette agitation quasi insurrectionnelle est un excellent bouillon de culture pour le Parti communiste-Sentier lumineux qui s'est proposé « d'incendier la prairie pour asphyxier les villes ».

Depuis l'empire inca

Pour essayer de résoudre les problèmes critiques du triangle « paysan-terre-eau », dans un des pays les moins bien lotis du continent sur le plan agricole (2,2 % des terres sont cultivées toute l'année, 4 % le sont de manière saisonnière, et 14 % sont aptes à l'élevage), le général Velasco a exécuté la plus grande transformation structurelle du pays depuis l'empire inca.

Il a exproprié 10 millions d'hectares appartenant à des haciendas (76 % des terres étaient aux mains de 0,4 % de grands propriétaires, et 83 % des paysans ne possédaient que 5,5 % de la terre), pour les transformer en exploi-

Les grands domaines ont disparu mais les paysans sont encore plus pauvres et la production agricole a diminué d'un tiers

tions autogestionnaires, bénéficiant théoriquement à 350 000 familles.

Toutefois, les militaires ont commis plusieurs erreurs : ils ont bureaucratifié la réforme dans la crainte qu'elle ne leur échappe. Ils ont avancé trop lentement dans les Andes, si bien que les grands propriétaires ont eu le temps de décapitaliser les haciendas. Ils n'ont touché ni aux minifundia ni aux communautés indigènes qui gravitaient autour des grandes propriétés andines. Enfin, ils n'ont pas eu de politique en matière de prix, de prêts et d'assistance technique.

En six ans, pourtant, les relations féodales ou de surexploitation disparaissent complètement. La production se maintient, avec des hauts et des bas suivant les secteurs, mais la dette pèse déjà lourdement sur les coopératives. Puis, progressivement, le dilettan-

tisme et la corruption vont s'étendre, la productivité diminue. De 1977 à 1980, le processus de réforme agraire périclète.

A partir de 1981, peu après que l'ex-président Fernando Belaúnde, chassé par l'armée en 1968, a repris le pouvoir, le processus révolutionnaire fait carrément marche arrière. Le régime libéral fait miroiter aux paysans l'avantage d'être propriétaires et non pas simple employés d'une entreprise autogestionnaire, parasitée par des bureaucrates et des syndicalistes. La libre option au changement de modèle est reconnue officiellement, et la parcelación, ou démembrement des coopératives, prend facilement sur la côte Pacifique.

Aujourd'hui, 75 % des coopératives ont divisé leurs terres en lopins individuels dans tout le pays. C'est dire que le monde rural a changé trois fois de visage

en vingt ans : du latifundisme à la coopérative, et de la coopérative à une mosaïque de parcelles.

Aldo Rabini, l'ancien propriétaire de l'hacienda viticole d'Oncaje, vante cette nouvelle forme de propriété : « Avant, le paysan ne travaillait que trois ou quatre heures par jour. Il le fait, désormais, du lever au coucher du soleil, et, de surcroît, il emploie toute sa famille. » C'est indéniable. Mais les services communautaires, comme l'école, le dispensaire, ont disparu, et les travailleurs saisonniers sont au chômage.

Que se passera-t-il en cas de caprice climatique ? La faillite. Et quelle sera la solution lorsque la progéniture des petits propriétaires aura grandi ? Soit l'exode des jeunes vers les bidonvilles surpeuplées de la capitale, soit un nouveau partage du lopin, qui ne sera que le partage de la misère.

Une leçon de bon sens

Cette contre-réforme ignorait, à la fois, et le faible potentiel agricole du pays, et la soif de terre. Lorsque le président social-démocrate Alan García a pris le pouvoir en 1985, il a essayé de remédier aux défauts de la réforme et de la contre-réforme, préconisant, entre autres, la réorientation de la consommation - pour « manger ce que nous produisons ». L'attention prioritaire à la région très déprimée du « trapèze andin », l'expansion de la frontière agricole et la régionalisation pour décentraliser l'administration.

Sur le papier, le plan García était une leçon de bon sens. Il fut mal appliqué dans un premier temps, puis laissé de côté lorsque, à partir de 1988, la crise économique - récession et hyperinflation - a obligé à mettre en œuvre un programme d'austérité. La production agricole et l'élevage ont perdu près de 11 points pendant le premier trimestre de 1989 en comparaison de 1988. Les importations d'aliments ont dépassé les 500 millions de dollars.

Les aberrations sont telles que la viande de mouton achetée à Puno, producteur national, a un coût plus élevé que celle importée d'Australie... Même constatation avec la pomme de terre du pays, qui est plus chère que les pâtes fabriquées avec du blé américain.

Le pays n'exporte plus de sucre. Son nouveau secteur de pointe est l'agro-industrie de la

coca : la cocaine rapporte environ un milliard de dollars.

Selon les statistiques de la FAO, la production agricole par habitant a diminué de près de 33 % entre 1970 et 1986. C'est un record à la baisse en Amérique latine.

La réforme agraire est aussi la cible du Parti communiste-Sentier lumineux : les guérilleros ont d'abord lancé la consigne de ne cultiver que ce qui est strictement nécessaire aux besoins de chaque famille. Puis ils se sont attaqués aux coopératives : une trentaine de coopératives ont été saccagées, seize d'entre elles ont été complètement détruites, parmi lesquelles Cabude (une des plus prospères du pays), et une dizaine d'autres l'ont été de façon partielle.

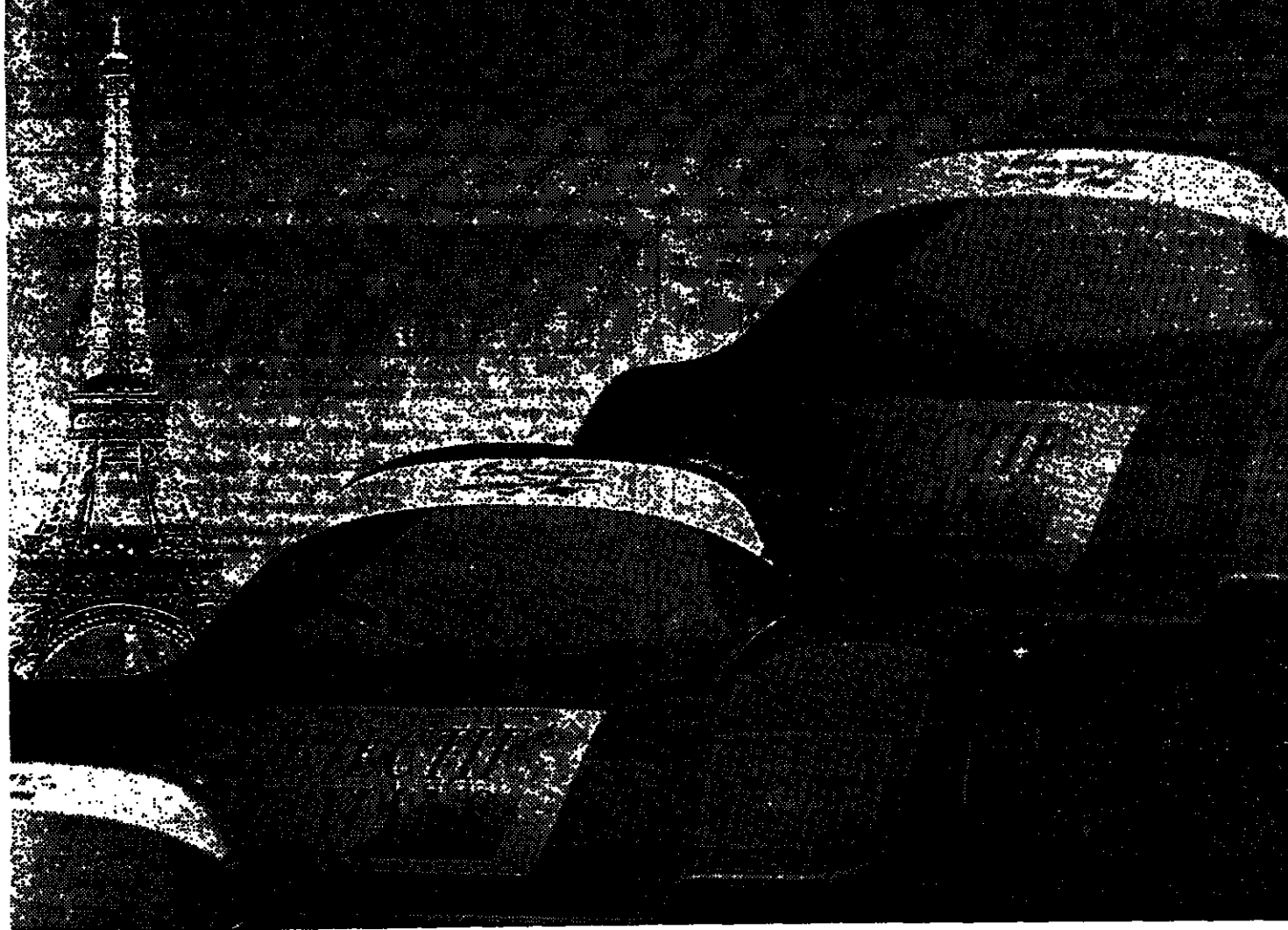
Alpachaca, ferme-pilote de l'université d'Ayacucho, a été la première à être prise d'assaut par les terroristes ; les tracteurs ont été dynamités, les vaches Brownswiss découpées. Depuis, des centaines d'alpagas ont été dépecés, des milliers de truies d'élevage empoisonnées, des dizaines d'installations ou du matériel ont été la proie des flammes. Plusieurs ingénieurs agronomes ont été assassinés, ainsi que trois coopérants, dont deux jeunes Français.

Pourquoi un tel acharnement ? Le but est de détruire « les relations d'exploitation semi-féodales ». Semi-féodal le centre expérimental d'insémination artificielle de la Raya ? La fabrique de fromage de Sicuani ? L'Institut d'études rurales, dirigé depuis vingt-cinq ans par les pères français d'Avayiri ? En huit ans, le sabotage du Sentier lumineux a entraîné des dégâts matériels pour 2 millions de dollars. Une somme très élevée si elle est replacée dans ce contexte d'extrême misère.

Extrême misère, faim de terre, agitation paysanne, terrorisme, c'est dans ce cadre que se déroulera la prochaine élection présidentielle d'avril 1990. Pour ne pas perdre la guerre contre la subversion et céder le terrain aux trafiquants de coca, la Gauche unie préconise l'autogestion comme système économique, la régionalisation comme alternative au centralisme, et l'autodéfense pour faire face à la violence. Pour la droite, il s'agit d'accélérer la contre-réforme et de convertir le Pérou en « un pays de propriétaires », selon l'expression de l'écrivain Mario Vargas Llosa.

de Lima
NICOLE BONNET

AU MANS, PARIS TENUS.



Paris à 54 minutes par TGV.

Le Mans : une notoriété internationale, un réseau autoroutier exceptionnel, une université et des centres de recherches de pointe, la qualité de vie de la ville la plus sûre de France.

Au Mans, gagnez vos paris, misez sur une valeur sûre.

Pour toute information, adressez-vous aux :
16-43-47-43-01 ou 16-43-24-13-72 ou 16-43-24-03-70

Le Mans
TECHNOPOLIS

LE SENS DES VALEURS SÛRES

GRATUIT

Si vous avez le sentiment que votre temps vous échappe, si vous avez besoin de trouver des solutions efficaces et flexibles à vos problèmes d'organisation et si vous désirez accroître durablement votre efficacité personnelle : appelez-nous ou renvoyez dès aujourd'hui ce coupon.

Nous vous ferons parvenir gratuitement le Guide "Les 31 règles d'or de la gestion du temps" ainsi qu'une documentation détaillée sur Time/system.

Nom Prénom.....
 Société.....
 Fonction..... Tel.....
 N°..... Voie.....
 Code postal
 Commune.....

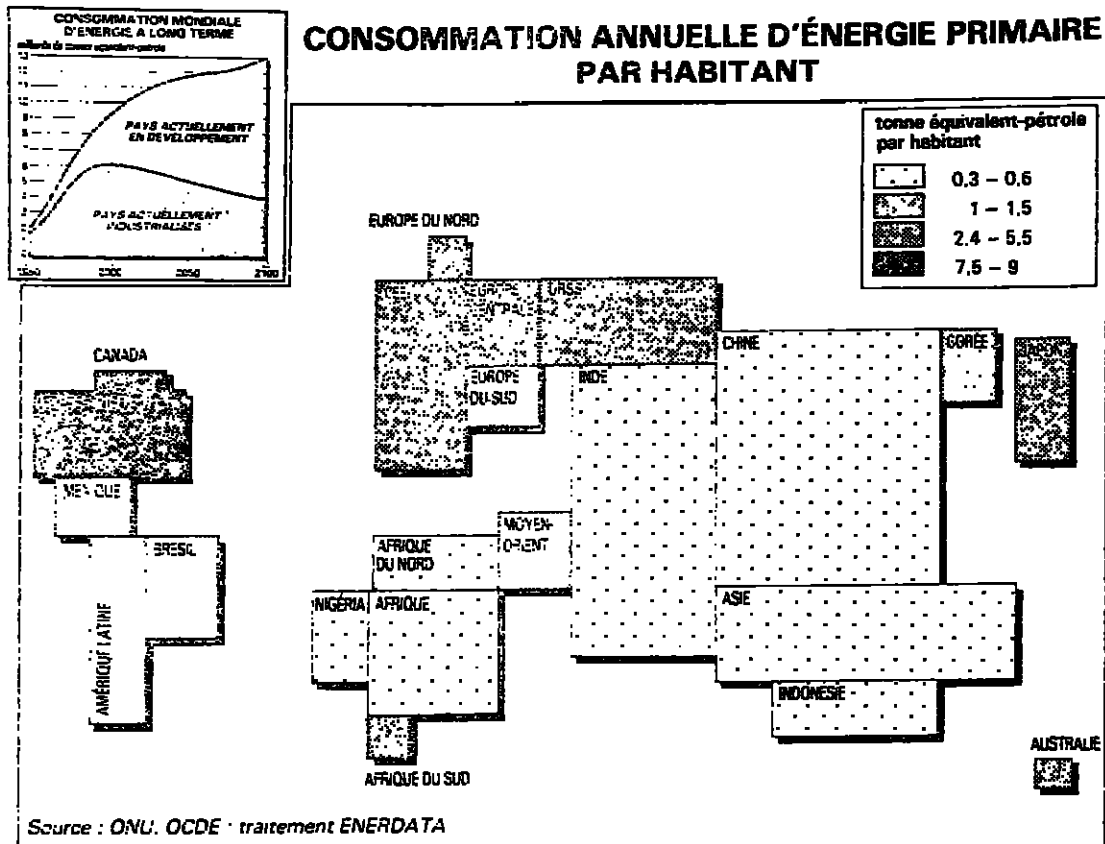
Important: pour toute demande, appelez le numéro 95W01

Time/system

40, rue Jean Bleuzen,
92170 VANVES,
Tel (1) 40.60.40.60

BALISE

Déséquilibre Nord-Sud



Trois milliards d'habitants d'Afrique et d'Asie disposent en moyenne de moins de 0,6 tonne d'équivalent-pétrole (TEP) par an - soit de moins de 100 litres de pétrole par habitant. Les pays actuellement en développement ne pourront se consacrer de la portion congrue sous peine de déséquilibre mondial majeur.

Asie méridionale et orientale, François Pharo, août 1989, éditions Aditex, 96, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris.

51 pages, 100 F. L'ouvrage sera présenté lors de la Conférence mondiale de l'énergie qui se tient du 17 au 22 septembre à Montréal.

(1) Une tonne de charbon = 0,65 TEP en moyenne ; 1 000 mètres cubes de gaz = 0,93 TEP ; 1 tonne d'uranium = 10 000 TEP. Pour l'électricité, 1 000 kWh à la production = 0,223 TEP (à la consommation = 0,086 TEP).

BIBLIOGRAPHIES

Les ratés de la machine publique

N'avez-vous jamais cessé d'admirer les « grands desseins » de l'État ? « Il n'est pas réaliste de laisser l'État en état. » De nombreuses formules de ce type, frappées pour attirer l'œil, émaillent le livre de Denis Olivennes et Nicolas Baveres : *L'impuissance publique*.

Il fallait du courage pour remettre sur le métier un sujet si débattu depuis des décennies. Simon Nora, qui connaît la musique, a eu raison de pousser à la route, comme le confient nos auteurs dans leurs remerciements.

Il ne faut jamais cesser d'enfoncer ce clou. Le moment est d'autant mieux choisi que Michel Rocard semble être particulièrement sensible à l'appauvrissement de l'administration et qu'il a envie de marquer son passage par une « remise à plat » du secteur public et des propositions d'envergure à moyen et long terme plutôt que par les rapetassements habituels.

Ce sont deux très jeunes normaliens, énarques et hauts fonctionnaires (vingt-huit et vingt-neuf ans) qui prennent la plume. Ils sont du siècle mais n'ont pas encore eu le temps de « s'encrasser », et l'on sent qu'ils n'ont pas du tout envie de construire leur carrière sur le « mol oreiller » de la bureaucratie française.

Les blocages, les raisons de la difficulté d'une vraie réforme sont évidemment rappelés ; mais ces analyses, excellentes, restent cursives. Une idée simple : les entreprises privées sont régulées par l'aval (clients), la puissance publique par l'amont (budgets).

« L'État répond à une logique de conformité, les entreprises à une logique d'efficacité », et « l'évaluation permanente de la responsabilité tout au long de la colonne de distillation qui est l'État est la cause principale de l'impuissance publique ». Si bien que toutes les tentatives de réforme ont toutes échoué parce qu'elles revenaient à plaquer sur une mécanique une et indivisible, fortement cohérente, des formes de régulation qui lui étaient étrangères.

Le drame, mieux constaté aujourd'hui, est que l'impuissance de l'État érige la compétitivité des entreprises, qui doivent se battre sans impuissance, en 1993, dans une Europe ouverte. Quoi faire ? D'abord sortir de la dichotomie habituelle entre le plus et le moins d'État. Cette logique est stérile.

Nos auteurs croient beaucoup à la notion de « quasi-marché » que Pierre Mendès France avait déjà essayé de faire passer dans les esprits. Sans doute ceux-ci sont-ils plus mûrs aujourd'hui pour l'accepter, avec le paquet de l'économie mixte. De quoi s'agit-il ? Une formule très simple : l'État peut laisser au marché le soin d'assurer certaines missions publiques, les usagers ayant alors plus de chances d'être satisfaits, mais il se réserverait un rôle d'encadrement, de compensation ou d'incitation. Denis Olivennes et Nicolas Baveres donnent quatre exemples probants : France-Télécom, la télévision, l'assurance-maladie et l'université, détaillant très concrètement les mesures libératrices.

La « vache sacrée » du statut de la fonction publique doit être évidemment considérée de près. Le pacte

implicite en vertu duquel on échange une garantie d'emploi et une productivité médiocre contre une faible rémunération et l'absence de gestion des ressources humaines, ne peut être prorogé.

Là aussi, il s'agit de combiner les conventions collectives pour les secteurs d'intervention publique « concurrents » et de préserver la garantie de l'emploi pour les seuls fonctionnaires dépositaires de l'autorité dans le domaine régalien (armée, justice, fisc, police préfectorale). Les rémunérations seraient composées de deux éléments : salaire indiciaire fondé sur une grille nationale commune à l'ensemble de la fonction publique et rémunération conventionnelle.

Les inerties sont si fortes que de telles propositions doivent répondre à une ambition à long terme portée par les pouvoirs publics, les fonctionnaires et leurs organisations représentatives. L'hypothèque syndicale est lourde, mais il ne s'agit pas de « casser » l'outil revendicatif. Du moins faut-il susciter un large soutien de l'opinion pour aider les syndicats à comprendre que c'est aussi leur intérêt de ne pas voir se multiplier les coordinations anarchiques, elles aussi fruits de la sclérose.

Un livre qu'il faut garder à portée de main si l'on veut aider à passionner — dans le bon sens — un débat qui s'est trop traîné au ras du sol.

Un Etat dans l'Etat ?

Autre démarche intéressante, de deux sociologues cette fois, Michel Wieviorka et Sylvaine Trinh, à propos d'une entreprise publique si puissante qu'on n'a pas craint d'y voir un État dans l'État : EDF. Il ne s'agit pas d'une monographie mais d'un vrai travail de spéléologie qui a pris trois ans de recherches et de rencontres au sein du groupe concerné.

Dans cet essai de la grande tradition de la sociologie des organisations où s'illustrent Michel Crozier et Alain Touraine, le plus captivant est de suivre l'évolution vers l'aggrégation du « modèle fondateur » de l'EDF. Nos auteurs dégagent en fin de parcours trois lignes de force.

La première concerne les relations entre la direction et les syndicats. La position des acteurs se durcit : retour en force de la CGT, mais attitudes de la direction beaucoup plus fermes. L'atmosphère de crise domine plus que la mise en place de nouveaux rapports sociaux.

Deuxième nouveauté : EDF se désengage beaucoup plus vis-à-vis de l'État, grâce aux contrats d'objectifs et à la possibilité pour l'entreprise de conclure des accords de partenariat avec des groupes industriels et de s'ouvrir à de nouveaux champs d'activité. Enfin, le thème de l'Europe est de plus en plus présent au sein de l'établissement, qui voit d'un bon œil les mutations à venir du fait des prix de l'électricité relativement faibles que nous pratiquons.

Tout au long de leur route, nos auteurs n'ont jamais mis sous le boisseau les vices du « modèle EDF ».

lourdeur, blocages bureaucratiques, médiocrité de l'action commerciale, sureffectifs, poids de la CGT unique en France, hypertrophie du parc nucléaire. Comment, dans ces conditions, cette entreprise apparaît-elle aussi comme innovatrice dans le domaine du management ?

Selon nos auteurs, c'est parce qu'elle a toujours été un acteur du développement : reconstruction d'après-guerre, programme hydraulique et même programme nucléaire ont impliqué une forte tension de tous, une intégration de l'ensemble pour répondre à de grands défis. L'effort de mobilisation appartient à la culture de l'établissement (1). C'est ce principe qu'on découvre plus récemment la plupart des grandes entreprises françaises.

Les « ratés de la machine » n'ont pas trop endommagé son image. Sa capacité d'entraînement reste intacte, mais vers quoi ? L'Europe suffira-t-elle, alors que la CGT s'insurge à en souligner surtout les risques ?

PIERRE DROUIN.

(1) Une nouvelle forme de dialogue social a été inaugurée cette année, les responsables nationaux d'EDF-GDF ayant invité les plus jeunes embauchés à des rencontres d'été pendant deux semaines, ce face-à-face bouleversant les circuits traditionnels hiérarchiques ou syndicaux (Le Monde du 5 septembre 1989).

* *L'impuissance publique* de Denis Olivennes et Nicolas Baveres. Calmann-Lévy, 236 p., 92 F. *Le Modèle EDF* de Michel Wieviorka et Sylvaine Trinh. La Découverte, 276 p., 135 F.

CONCOURS ISG

RÉSERVÉS AUX ÉTUDIANTS EN B.T.S., I.U.T., D.E.U.G., MATH SUP/SPÉ, KHAGNE, CES CONCOURS ADAPTÉS À VOTRE CURSUS ET VOTRE NIVEAU D'ÉTUDES. VOUS PERMETTENT D'ACCÉDER À UNE FORMATION À LA GESTION DISPENSÉE DANS LES CENTRES ISG DE PARIS, NEW YORK & TOKYO.

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES DOSSIERS : 25 SEPTEMBRE 1989

Paris Tokyo New York

ISG

UNE PRÉSENCE MONDIALE

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

Établissement libre d'enseignement supérieur

123 RUE DE LONGCHAMP 75116 PARIS

TEL 45 53 00 00 - POSTE 1200

MINITEL 36 16 ISG

A l'ombre de la perestroïka

(Suite de la page 18.)

La mutation la plus spectaculaire est celle qui affecte les politiques d'accueil des investissements étrangers dans les POS, marquant leur volonté récente de se réinsérer dans l'économie mondiale. Hostiles aux firmes multinationales, ils avaient procédé à l'expropriation de nombreuses filiales étrangères avant 1977.

Des lois libérales

Au contraire, l'un après l'autre, ces pays adoptent des lois incitatives, parfois assez libérales, pour attirer les capitaux étrangers, en commençant par la Birmanie en 1977 et en finissant par le Laos et l'Éthiopie l'an dernier. Seuls le Cambodge et la Mongolie ne disposent pas encore d'une législation à cet effet, certains POS appliquant la leur de manière res-

trictive au secteur du tourisme exclusivement (Cuba, Syrie).

Pourquoi un tel revirement ? Ici, la nouvelle stratégie soviétique n'explique pas tout. La valeur de la dette extérieure dépasse la moitié du produit national dans la plupart des POS et le capital de prêt se fait plus rare. La crise de la dette a convaincu ces pays que le système bancaire international pouvait être beaucoup plus contraignant pour la politique de développement nationale que la présence d'investisseurs directs étrangers.

La réticence de ceux-ci, suite aux expropriations, a mis les POS à l'écart des flux internationaux de technologie et accentué leur retard. Le COMECON n'a jamais pu remplacer totalement les anciens échanges avec le Nord. C'est donc la pénurie de produits, de techniques et de capitaux, aggravée par la dette, qui a

forcé l'ouverture de ces pays aux multinationales.

En outre, depuis le début des années 80, plusieurs pays d'Europe de l'Est, eux-mêmes endettés, se sont plus insistants pour récupérer un jour leurs créances sur les POS, et comprennent mal que ces derniers n'acceptent pas aisément des politiques d'ajustement aussi strictes que les leurs.

Le désappointement ainsi engendré tourne à la désillusion lorsque des conseillers économiques soviétiques ou est-européens cherchent à expliquer aux dirigeants du tiers-monde socialiste qu'il est temps de réévaluer les performances du modèle de développement soviétique d'avant Gorbatchev. Y compris à l'usage des pays moins développés. On constate alors que la perestroïka outre-mer fait des vagues !

WLADIMIR ANDREFF.

L'endettement extérieur

(En millions de dollars)

PAYS	DETTE EXTERIEURE BRUTE			DETTE BANCAIRE	
	1984	1987	% de hausse	fin 1987	% dette totale
Afghanistan (*)	1 329	1 501	12,9	17	1,1
Algérie	19 115	26 706	39,7	15 853	58,4
Angola (*)	1 024	1 849	80,6	1 047	56,5
Bénin	643	1 068	66,1	214	20,1
Birmanie	2 977	5 980	100,9	325	5,4
Cambodge (*)	490	595	21,4	5	0,8
Congo	2 254	4 787	112,4	1 512	31,6
Corée du Nord (*)	851	1 246	46,4	637	51,1
Cuba	5 957	10 707	79,7	2 565	24,1
Ethiopie (*)	1 698	2 659	56,6	225	8,5
Irak	8 106	15 817	95,1	9 477	59,9
Laos (*)	433	740	70,9	5	0,7
Madagascar	2 220	3 707	67,1	214	5,8
Mongolie	3 982	6 500	63,2	—	—
Mozambique (*)	1 231	2 001	62,6	373	18,6
Nicaragua (*)	4 539	6 562	44,6	551	8,4
Syrie	3 575	4 674	30,7	1 182	25,3
Tanzanie	3 047	4 959	62,8	419	8,4
Vietnam	4 849	9 987	106,1	528	5,3
Yémen du Sud (*)	1 220	1 779	45,8	37	2,1
Total	69 540	113 824	63,7	35 184	30,9

(*) Pays observateurs au COMECON.

Sources : OCDE et BRL.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'EUROPE DES RÉGIONS

Envoyer 60 F (timbres à 2 F ou chèques) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

CYCLE DE MARKETING INDUSTRIEL AU CNAM

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

— Approche théorique et séminaire d'études de cas (120 h sur 9 mois : soirs et samedis).

— Enseignement de haut niveau. Coût : 500 F/an.

Brochure détaillée et dossier d'inscription sur simple demande écrite au : Bureau du marketing industriel, CNAM : 2, rue Conté, 75003 Paris.

Tél. : 40-27-22-24 de 14 h à 17 h

Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 2 octobre 1989

LE PANORAMA DE LA FRANCE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

L'ÉDITION 1989 VIENT DE PARAÎTRE

TOUTE L'ÉCONOMIE EN 17 DOMAINES ET 85 MOTS-CLÉS

UNE PRÉSENTATION CLAIRE DES COMPARAISONS INTERNATIONALES UN ÉQUILIBRE ENTRE CHIFFRES ET COMMENTAIRES UN FORMAT PRATIQUE ET UN PRIX MODIQUE (50 F)

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

OUI JE SOUHAITE RECEVOIR EXEMPLAIRES DES TABLEAUX DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE ÉDITION 1989 60 F

CI-JOINT MON RÈGLEMENT DE P PAR : MANDAT

☐ CHEQUE BANCAIRE ☐ CHEQUE POSTAL A L'ORDRE DE L'INSEE

NOM _____

ADRESSE _____

ACTIVITÉ _____

A RETOURNER À C.N.G.P. - INSEE - BP 2718 - 80027 AMIENS CEDEX

سكنا من الاجل

La chronique de Paul Fabra

« Contrainte extérieure » et partage

COMME le thème de la « contrainte extérieure » revient à nouveau sur le devant de la scène économique et politique, le revêtement de cette semaine sur ce sujet déjà abordé dans la précédente chronique.

S'il s'agit de rappeler, en brandissant cette expression, qu'un pays, à moins d'emprunter, ne peut dépenser à l'étranger, notamment sous forme d'importations de marchandises et de services, plus qu'il ne gagne de devises, on n'a dit qu'une chose, certes importante mais banale, dont on peut se demander si elle justifie l'emploi de ce néologisme technocratique.

Importante certes, mais, en dépit du bon sens de bon aloi qui semble l'inspirer, cette constatation ne donne de la réalité qu'une image tronquée, propre à encourager la vision « mercantiliste » des échanges avec l'étranger. Selon cette vision, seule l'exportation à un caractère dynamique : en vendant à l'étranger, l'entreprise X acquiert un certain montant de monnaie étrangère, laquelle représente, à due concurrence, un pouvoir d'achat à l'étranger (pas seulement dans le pays importateur si la devise acquise est une monnaie convertible). C'est par ce moyen que les Français peuvent disposer d'une certaine faculté d'importation, soit que cette dernière soit utilisée par l'exportateur lui-même (cas exceptionnel), ou qu'elle le soit par toute autre personne qui, sur le marché des changes, aura acheté les devises que l'exportateur y aura vendues.

Dans ce schéma, c'est donc — sauf, comme déjà noté, en cas d'emprunt de devises — le montant des exportations, sous toutes leurs formes (marchandises, services, titres de sociétés françaises, etc.), qui fixe les bornes de ce qu'on a appelé ici la faculté d'importation. Ce n'est pas faux, mais visiblement incomplet. Si l'exportation doit être considérée comme le « moteur » de l'échange, il faut admettre que c'est aussi le cas pour nos partenaires commerciaux. Or les exportations de l'Allemagne ou de l'Espagne vers la France sont les importations de la France en provenance de l'Allemagne et de l'Espagne. On est ainsi amené à s'interroger sur le rôle dynamique pour la France (ou tout autre pays), de ses propres importations dans un régime d'ouverture sur le marché international.

Que ce rôle soit, dans la même perspective, positif n'est pas douteux. Si un résident français achète, mettons, une

voiture italienne, il met *ipso facto* un certain pouvoir d'achat en France entre les mains de l'exportateur italien, pouvoir d'achat qui — c'est cela l'important — ne pourra être utilisé qu'en France, soit par un Italien, soit par un non-Italien (pays, etc.). L'Italien détenteur de francs aura très bien pu les céder à un Américain, à un Belge ou à un Mexicain. C'est cet aspect des choses qui est occulté par la vision « mercantiliste » (les théoriciens mercantilistes du dix-huitième siècle n'étaient pas toujours aussi simplistes, mais prenons le vocabulaire comme il est) selon laquelle une exportation est *a priori* à encourager et une importation tout au plus à tolérer. Le découpage des importations, dont il reste encore des traces (sous la forme, par exemple, du contingentement — et du contingentement à un niveau ridiculement bas — des voitures japonaises), a pour effet indirect de ralentir, voire d'arrêter si est pratiqué systématiquement, la diffusion à l'étranger du montant, qui n'est pas une grandeur fixe ni déterminable par avance, de la capacité étrangère d'achat en France.

C'EST cette dynamique des échanges qui est le phénomène central et dont aucun modèle économique, si complexe soit-il, ne peut entièrement rendre compte. D'où l'effet de surprise que cause actuellement après maintes autres « surprises » similaires dans le passé — le puissant essor du commerce international si nécessaire que le rapport publié la semaine dernière par le GATT évalue à 8,5 % en volume pour 1988. Cela n'empêche pas les experts du GATT de présenter pour l'année en cours des prévisions (+ 7 %) probablement déjà dépassées dans la réalité.

Reste à savoir, pour en revenir à notre schéma, comment sera effectivement dépensé en France le pouvoir d'achat étranger dont la création provient des importations françaises en provenance de l'étranger. C'est ici, on s'en doute, qu'intervient la « contrainte extérieure » — un mot plus facile à employer qu'à définir — de l'appareil de production française. Ces francs que par nature il ne peut dépenser qu'en France, les étrangers ne seront enclins à les employer à l'achat de marchandises et de services français de

toutes sortes que si ces achats leur paraissent, d'une façon ou d'une autre, intéressants, notamment sous le double rapport du prix et de la qualité. Ils pourront aussi acheter des actions de la Bourse française, des immeubles situés en France, etc., tous biens dont l'attrait est, sans le dire, mais beaucoup plus indirectement, aux conditions économiques générales et particulières régnant dans notre pays (dont la rentabilité des actifs est une des plus importantes).

Mais supposons que tout cela ne suffise pas à remplir la totalité du pouvoir d'achat en France dont on dispose à l'étranger de la France, parce que les biens offerts par cette dernière ne sont pas assez compétitifs sur le marché international. Que vont faire les étrangers (disons, plus exactement, les non-résidents) des francs dont ils disposent ? Dans l'hypothèse ici envisagée, la question vaut d'autant plus d'être posée que c'est souvent lorsque les produits *made in France* se vendent le moins bien sur le marché international que les Français éprouvent le plus d'appât pour les marchandises importées, distribuant par là même un pouvoir d'achat en France accru aux fournisseurs extérieurs de la France. Il ne reste bientôt guère plus, dans ce cas, aux détenteurs étrangers de francs qu'un seul emploi pour dépenser ces derniers : dans l'achat des titres de la dette publique, ou privée, française, dont les taux ont, entre-temps, monté de façon suffisamment compétitive.

Notre schéma, cependant, n'est pas capable de rendre compte complètement de la notion galvaudée, mais rarement explicitée, de « contrainte extérieure ». C'est qu'il existe beaucoup de circonstances où l'insuffisance de la capacité concurrentielle de l'appareil productif français n'est, en réalité, qu'un alibi pour expliquer le déficit extérieur et l'endettement supplémentaire qui s'ensuit. Cela se produit chaque fois qu'une bonne dose de pouvoir d'achat sans contrepartie est, selon l'expression consacrée, qui a au moins le mérite de dire ce qu'elle veut dire, « injectée » dans l'économie. Dans ce cas, l'appareil de production française aurait bien été parfaitement compétitif, il est, par construction, incapable de faire face à la totalité de la demande nouvelle puisque, par hypothèse, celle-ci a été nourrie par une création monétaire (crédit de l'Institut d'émission à l'État ou à l'éco-

nomie, ou bien aux deux à la fois) sans contrepartie du côté de l'offre de biens et de services.

On serait tenté de penser que si on trouvait le moyen de convaincre les bénéficiaires du nouveau pouvoir d'achat d'avoir la gentillesse d'attendre que la production nationale soit prête à répondre aux débouchés accrus qui lui sont ainsi apparemment offerts, le problème serait résolu : on pourrait continuer, indéfiniment, à condition de bien doser son effet, à distribuer du pouvoir d'achat, autrement dit à stimuler la demande, sans craindre le déséquilibre extérieur. Cependant, comme on sait, ce n'est pas ainsi que l'économie fonctionne. L'infiniment complexe machine économique est vite détraquée (et pas seulement dans ses composantes échanges avec le monde extérieur) si toute demande supplémentaire ne procède pas d'une capacité accrue d'offre sur le marché. Autrement dit, priorité à l'offre. De cela les hommes politiques sont à peu près convaincus aujourd'hui et c'est le grand changement.

Or tous les raisonnements fondés sur l'argument de la contrainte extérieure, si on y regarde de près, reposent sur cette interrogation : jusqu'où peut-on aller dans la stimulation de la demande interne sans voir se creuser dangereusement le déficit de la balance extérieure ? La réponse est simple, et cela quel que soit le pays (malgré le préjugé contraire) : on ne peut pas aller très loin. C'est pourquoi les modèles destinés à mesurer cette contrainte ne sont pas faux, à proprement parler, puisqu'ils font tous ressortir la relation « injection » de demande supplémentaire égale déséquilibre extérieur (à taux d'inflation inchangé, c'est-à-dire si l'inflation n'annule pas l'effet de l'injection). Ainsi du modèle ajouté récemment au tableau de bord du gouvernement et selon lequel à toute augmentation d'un milliard de la masse des traitements du secteur public correspondrait un accroissement de 700 millions du déficit de la balance commerciale. A ce compte, une prime de 1 000 F par fonctionnaire, de l'État, correspondant à une dépense d'environ 2,5 milliards, provoquerait un déficit de 1,75 milliard.

Cependant, dans le cas présent, la distribution du nouveau (et modeste pouvoir

d'achat) nous est présentée comme un résultat du partage des fruits de la croissance retrouvée. Si tel est bien le cas, le modèle pourrait se trouver en défaut, car la condition principale pour qu'il soit « vrai » manquerait, à savoir que la demande ne soit pas la contrepartie d'une production déjà accrue.

Dans une étude récente émanant du Centre d'observation économique et publiée par la chambre de commerce et d'industrie de Paris sous le titre « La dette française des échanges de produits manufacturés », on peut lire de la « contrainte extérieure » que, « compte tenu d'une hausse donnée des exportations, elle détermine le taux de croissance de la demande intérieure compatible avec le maintien de l'équilibre extérieur, qui, en outre, est fonction de l'élasticité — revenue des importations ». Cette définition éclairée à sa façon, je veux dire obscurcie, les données du problème, car, premièrement, il est douteux qu'on puisse parler dans l'absolu d'une « hausse donnée » des exportations, car il suffit que les non-résidents déplacent un peu de leur pouvoir d'achat en France (qu'ils préfèrent soudainement acheter des actions de la Société générale plutôt que des voitures Peugeot) pour que le volume des exportations diminue sans effort sur l'équilibre extérieur (endettement) global : deuxièmement, tout dépend de la cause du « taux de croissance de la demande intérieure ».

Le risque d'un dérapage extérieur n'existe que s'il s'agit d'une demande créée par une « relance » (« injection » de pouvoir d'achat) et non pas par une reprise de l'activité générale. Quant à l'élasticité — revenue des importations, c'est une notion qui n'intéresse guère l'équilibre global de la balance extérieure (je veux dire obtenu sans endettement) aussi longtemps que la croissance des revenus est engendrée par la croissance de l'activité et non pas l'inverse. Conclusion : la notion de « contrainte extérieure » n'intervient que s'il y a création de demande supplémentaire par les méthodes de la relance, et dans ce cas, le problème est insoluble.

Une dernière remarque : ce n'est pas un hasard si les déficits et les excédents apparemment irréversibles se concentrent dans les grands pays qui sont au centre des grands mouvements de capitaux, c'est-à-dire des déplacements du pouvoir d'achat sans cause économique immédiate : États-Unis, Japon, Allemagne.

A TRAVERS LES REVUES

Par MICHEL BEAUD

Face aux futurs...

PROJECTIONS, perspectives, prévisions, projets, foi, espérance, utopie, volontarisme... Large est la gamme de nos attitudes face au futur.

Le modèle trimestriel du département d'économie de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) explique le récent renouveau de croissance de l'économie française à la fois par la politique économique et par un environnement international favorable (1). Il permet aussi de dégager quelques perspectives pour 1989 et 1990 : la croissance resterait supérieure à 3 % en 1989, mais s'atténuerait à nouveau l'an prochain, tandis que l'inflation, modérée pour l'instant, pourrait s'accroître (2). L'économie française demeure très sensible au contexte international et la « contrainte extérieure » risque de se faire sentir plus nettement en 1990.

Un modèle intégré mondial pour la simulation et pour l'analyse (MIMOSA) a été mis au point par une équipe commune OFCE-CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales). Il est constitué

par une modélisation économétrique détaillée des six plus grands pays industriels occidentaux, une modélisation économétrique simplifiée de neuf zones géographiques couvrant le reste du monde et une modélisation des échanges entre ces quinze pays et zones pour quatre catégories de marchandises et deux catégories de services. Il fait apparaître que la croissance économique mondiale pourrait se situer autour de 3,5 % dans la période qui vient (3).

MIMOSA permet aussi de caractériser les perspectives des économies nationales pour les prochaines années : pour les États-Unis, une voie étroite bordée de risques, notamment celui de l'inflation ; les limites du recentrage sur la demande interne pour le Japon, qui ne réussira probablement pas à résorber son excédent extérieur, la trajectoire « exemplaire » de l'Allemagne fédérale qui, avec une croissance modérée, un faible niveau d'inflation et un solide extérieur positif, améliore la situation de l'emploi ; pour l'Italie, « *vitali petit canard* », la prospérité (croissance relativement forte et solide extérieur équilibré) sans la vertu (déficit public

important et inflation relativement élevée). La France, elle, aurait beau s'astreindre à la vertu (faible inflation, faibles déficits publics et extérieurs), elle n'aurait guère profité de la croissance modérée et reprise de la progression du chômage, avec, en fin de période, le plus fort taux de chômage des grands pays industriels.

Jean-Marcel Jeanneney, président de l'OFCE, nous invite à ne pas avoir dans ces résultats « une foi aveugle ». Les projections décrivent « ce qui, en l'absence de « chocs » perturbateurs, aura probablement lieu, si les économies et les politiques économiques poursuivies sur les bases actuelles » ; ce nombre de chocs ou de changements sont susceptibles de survenir dans les prochaines années. Quant à la perspective, elle indique, sans constituer une prévision, la « croyance en une assez bonne probabilité que le tracé correspond à ce que l'avenir sera effectivement (4) ». Ces distinctions sont claires, même si les études présentées montrent comme on gisse aisément de projection en perspective (3) ou de perspective en prévision (2)...

Et s'agissant de prévision, « deux grandes erreurs » — c'est un des artisans du modèle MIMOSA qui le constate — ont été commises au cours de la dernière décennie. En 1982 et en 1988 : « A chaque fois une inflexion majeure de la croissance mondiale (...) a été manquée (5) ».

Analysant les perspectives de l'économie française, Jean-Marcel Jeanneney estime que des facteurs nouveaux doivent être pris en compte : diffusion des effets des technologies nouvelles, conséquences stimulantes de la dérégulation, prise de conscience par les Français des retombées bénéfiques de la prospérité des entreprises, perspectives ouvertes par l'Acte unique européen.

« Ces considérations diverses, écrit-il, me conduisent à penser qu'il n'est pas interdit d'espérer qu'au cours des prochaines années la croissance soit en France supérieure, d'un point peut-être, à celle projetée... (3) ». Le mot « espérer » est sans doute ici employé dans un sens affaibli, pour exprimer une attitude

d'esprit intermédiaire entre la perspective et la prévision.

Mais va-t-on pouvoir longtemps encore résumer par le taux de croissance un diagnostic économique ? On sait depuis plus d'un siècle que ce taux de croissance économique (comptabilisé) élevé peut être atteint sur la base de progrès humains et sociaux (le plus souvent non comptabilisés) très lourds. Ce fut le cas tout au long de l'industrialisation européenne et nord-américaine ; c'est encore le cas pour certaines catégories de populations dans le Nord, et pour beaucoup au Sud.

On prend de plus en plus conscience qu'une croissance forte (en termes d'activités économiques comptabilisées) peut être fondée sur une large destruction des ressources (forêts, sols, faune...) ou s'accompagner de dommages graves à l'environnement (air, eau, sols, océans...) — destruction et dommages non comptabilisés. Le World Resources Institute, de Washington, cherche d'ailleurs à calculer, à partir du produit intérieur brut, un produit intérieur net, en déduisant la part du « produit » qui correspond simplement à une amputation du patrimoine naturel (6).

Symétriquement, faut-il compter dans la croissance, au même titre et de la même manière que la production de biens destinés à satisfaire des besoins, les activités supplémentaires mises en œuvre pour effacer les effets de pollution ou d'atteintes graves à l'environnement ? Plus largement, ne doit-on pas saisir la croissance, comme le développement, dans une approche éthique ?

C'est ce que nous propose René Lenoir, directeur de l'ÉNA (7). Sa vision du monde est sombre : « Les États dits développés consacrent 1 200 milliards de dollars par an à fabriquer des armes (...). Le flottement total des monnaies a bouleversé l'économie mondiale au début des années 80 et mai aux pays du Sud (...). La déconnexion du mouvement des marchandises et de la sphère financière n'est pas saine (...). Par une aberration de l'esprit (...), beaucoup de gens en sont venus à considérer le marché comme le seul régulateur possible, voire même comme une fina-

lité, alors qu'il n'est qu'une composante (...).

« Le formidable endettement des ménages dans les pays occidentaux (...) approche d'une limite au-delà de laquelle une nouvelle crise est inévitable (...). (Il faut) éviter que les écarts de revenus, à défaut de se réduire, ne se creusent davantage (...). Et finalement, « la régulation par le Plan a échoué à l'Est dans tous les pays socialistes ».

« La régulation par le marché est insuffisante à l'Ouest : la force de l'argent et l'appât de lucre n'y sont pas bornés par des règles strictes. Seul un apport éthique peut permettre d'atteindre un degré d'organisation de la planète où l'indispensable liberté n'aboutisse pas à l'écrasement des faibles et des faibles ».

Projections et perspectives nous éclairent ; elles le font d'autant mieux qu'elles sont établies à partir de modèles bien informés et rendant bien compte de la réalité. Une fois connus leurs enseignements, trois familles d'attitudes sont possibles : le refus d'agir (fatalisme ou démission dans les mécanismes automatiques) ; le pragmatisme (naviguer à vue, en composant avec les vents et les

courants) ; l'effort conscient orienté par quelques choix éthiques et politiques fondamentaux. C'est à revenir à cette troisième attitude que nous invite René Lenoir.

(1) « Pour qui ce renouveau de croissance ? », *Observations et diagnostics économiques*, revue de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), juillet 1989 (69, quai d'Orsay, 75007 Paris).

(2) *Perspectives de l'économie française en 1989 et 1990*, *Observations et diagnostics économiques*, juillet 1989.

(3) « Croissance et déséquilibre de l'économie mondiale : une projection CEPII-OFCE à l'horizon 1995 », *Observations et diagnostics économiques*, juillet 1989.

(4) « Du bon usage des modèles », Jean-Marcel Jeanneney, *Observations et diagnostics économiques*, juillet 1989.

(5) « Les paradoxes de la félicité », Jean-Pierre Ferry, *Alternatives économiques*, été 1989 (12, rue du Chaigoin, 21000 Dijon).

(6) « Growth Can Be Green », *The Economist*, 26, August-1 September 1989.

(7) « L'éthique, moteur du développement », René Lenoir, *Politique industrielle*, été 1989 (CEP, 69, rue du Rocher, 75008 Paris). Dans ce même numéro, d'intéressantes analyses de la situation et des perspectives économiques en Grande-Bretagne, Allemagne fédérale et Italie.

Revue anglo-saxonnes

Aucune revue d'économie parmi les cinq cents revues auxquelles la *Revue des revues* a consacré, dans ses six numéros de 1988, 1987 et 1986, un article, une note de présentation ou un commentaire. Mais dans son numéro 7, qui vient de paraître, Joëlle Devillard publie, sous le titre « L'hégémonie des revues d'économie anglo-saxonnes », une étude bibliométrique de six revues économiques, trois américaines (*The American Economic Review*, *The Journal of Economic Literature* et *The Journal of Political Economy*) et trois britanniques (*Economica*, *The Economic Journal* et *The Review of Economic Studies*).

S'en dégagent les principaux domaines couverts par l'ensem-

ble de ces six revues prestigieuses pendant la période 1980-1987 : économie générale — la théorie microéconomique — économie de l'incertitude, théorie des jeux et théorie de la négociation. S'en dégagent aussi, bien sûr, les spécificités de chacune...

Un encadré de deux pages, de Philippe Jeannin, présente un tableau succinct des revues françaises.

« La Revue des revues », n° 7, printemps 1989. (Rédaction : IMEC-Institut « Mémoire de l'édition contemporaine », 25, rue de Lille, 75007 Paris ; diffusion : *Entrevues*, 45, rue de l'Abbé-Grégoire, 75006 Paris.)

CYCLE DE MARKS INDUSTRIEL AU

LE PANORAMA ÉCONOMIQUE

Le Monde

Sports

VOLLEY-BALL : avant les championnats d'Europe

L'équipe de France après Fabiani

Une semaine avant les championnats d'Europe qui seront disputés en Suède, l'équipe de France de volley-ball a gagné le Tournoi international d'Orléans où elle a affronté l'Italie, les Pays-Bas et l'Argentine.

ORLÉANS
Correspondance

Il est parti sur une blessure. Une cheville meurtrie, gonflée par une entorse, à deux matches de la fin du tournoi olympique de Séoul. Alain Fabiani est sorti du terrain en boitant. Le « Platini du volley » avait longtemps par avance annoncé son intention de quitter l'équipe de France après les Jeux olympiques. Mais, en le voyant partir ainsi, soutenu par deux camarades, tout le monde s'était dit que, pour le volley-ball français, cette blessure serait peut-être définitive, qu'il ne se remettrait jamais vraiment du départ de son passeur.

La plaie aurait pu ne guérir qu'à force de patience, après de longs mois de douleur. Au lieu de cela, elle s'est refermée à la vitesse d'un smash gagnant et l'équipe de France

de l'après-Fabiani respire aujourd'hui la santé et la joie de vivre.

Alain Fabiani ne joue plus aujourd'hui qu'à Fréjus, et Philippe Blain, l'autre monument de l'ancienne formation, a choisi l'exil vers le très rentable championnat italien. Sans eux, les internationaux français smashent toujours sur tout ce qui bouge. Ils ont disputé depuis cinq mois plus de trente matches de préparation aux championnats d'Europe (du 23 septembre au 2 octobre en Suède), ils ont rencontré les États-Unis, le Brésil, l'Argentine, l'Italie, les Pays-Bas. Pour gagner au moins une rencontre chaque fois, face à ces équipes considérées comme les meilleures du monde.

« Fabiani est unique. Il ne fallait même pas essayer de le remplacer, mais plutôt tirer un trait et repartir vers de nouveaux objectifs », Eric Bouvier, vingt-huit ans, yeux bleus et bras de plomb, grimace et se ferme lorsqu'il lui faut parler du passé. Gérard Castan, le nouvel entraîneur de l'équipe de France, avance quelques noms et gribouille un croquis. « Le départ d'Alain nous a obligés à changer le style de jeu

de l'équipe car, jusqu'en 1988, il s'organisait autour de lui. Nous avons désormais deux passeurs, Patrick Duflos, vingt-quatre ans, et Laurent Chambertin, vingt-trois ans. Et notre jeu d'attaque est plus simple, avec deux réceptionneurs au lieu de trois. »

« Joueurs
blasés »

Arnaud Josseland, grand gaillard (1,98 m) au cheveu ras et au sourire encore timide, avoue sa surprise. Débarqué en équipe de France au début de l'année, Josseland n'a rien connu de l'ère Fabiani. « Je pensais trouver des joueurs un peu blasés par tout ce qu'ils avaient déjà connu. Je me disais qu'ils seraient forcément un peu démotivés après l'échec des Jeux olympiques (NDLR : partie pour monter sur le podium, l'équipe de France s'est arrêtée en chemin, à la huitième place) et qu'ils ne se donneraient pas à fond à l'entraînement. Je me trompais. Les gars sont encore plus motivés, tout le monde se bat sur chaque ballon. Je crois qu'ils veulent prouver que Séoul a été un accident. Et surtout que, sans

Blain et Fabiani, ils peuvent quand même battre tout le monde. »

La plaie a laissé peu de traces. Le volley-ball français croit en son avenir. Mais, pour beaucoup, il passe par une « équipe de France permanente ». Idée : placer les internationaux, loin des contraintes parfois lassantes du Championnat de France, afin de les préparer au mieux à conquérir le monde. « On ne peut pas continuer longtemps à concilier la vie en club et en équipe de France », affirme Eric Bouvier. Sinon, on ne parviendra jamais à monter sur le podium aux Championnats du monde ou aux Jeux Olympiques. » Gérard Castan promet la rupture : « A trop tirer sur les internationaux, on va finir par les briser. Et tout sera perdu. »

Déjà en 1985, les internationaux avaient été regroupés à Montpellier, dix-huit mois durant, loin des clubs, de la famille et des contraintes de la vie professionnelle ou universitaire. Dix-huit mois de joie et d'enfer, de victoires et de défaites, pour amener l'équipe de France à la sixième place mondiale en 1986 et à la deuxième européenne en 1987.

Le projet d'un tel regroupement est donc à nouveau dans l'air du temps. « Je le souhaite vivement », avoue Eric Bouvier. Simplement, il ne faudrait pas essayer de refaire la même chose qu'en 1985. A cette époque, le volley-ball français ne représentait rien. Tout était à faire. Maintenant, nous sommes reconnus et respectés. Et puis, surtout, il faudrait d'autres moyens. A Montpellier, nous étions payés 6 000 F par mois. Aujourd'hui, l'argent est arrivé dans le volley, via les clubs. Il paraît difficile de demander aux joueurs de gagner moins en équipe nationale que dans leurs clubs. »

« Le ministère peut intervenir au titre de la préparation olympique », explique Gérard Castan. Et puis, si nos résultats sont bons, les sponsors viendront avec nous. « Reste à obtenir l'aval, même forcé, des clubs. Les internationaux le savent. Mais leur plaisir de jouer ensemble sous le maillot bleu est tel qu'ils iront jusqu'au bout de leur idée. Je n'ai pas vu l'expérience précédente, raconte Arnaud Josseland. Cela devait être extraordinaire. Si l'on avait la possibilité de vivre à nouveau un tel projet, c'est sûr, je fonce tout de suite. »

ALAIN MERCIER.

GOLF : Trophée Lancôme

Romero, l'Argentin surprise

L'Argentin Eduardo Romero a créé la surprise en gagnant le trophée Lancôme de golf, dimanche 17 septembre, à Saint-Nom-la-Bretèche (Yvelines), après que l'Anglais Andrew Murray (jeudi), et l'Australien Peter Fowler (vendredi et samedi) eurent été en tête.

Romero a soufflé la victoire aux meilleurs mondiaux et les vingt bougies d'un gâteau d'anniversaire de ce

C'est au seizième trou - un par 5 de 465 mètres - du parcours de 6 177 m que l'Argentin, huitième du dernier British Open, a assuré sa victoire avec un eagle (2 sous le par), s'ajoutant à deux birdies, pour terminer en 66 (-4), soit un total de 266, (-14) après quatre parcours. L'Australien Peter Fowler, leader avant ce quatrième tour ensoleillé, a mal supporté la pression. Il finit quatrième, en dépit d'une carte



Eduardo Romero on the verge of victory.

tournoi majeur du circuit européen Volvo. Il a ainsi remporté les 750 000 francs de la dotation globale de 4,3 millions.

Ce chasseur et parachutiste de trente-cinq ans, dimanche, samedi à deux coups, a signé sa première grande victoire sur le circuit européen qu'il fréquente depuis deux ans. « Je vais jouer plus souvent », a-t-il promis, très ému après son succès acquis avec un coup d'avance sur l'Espagnol José-Maria Olazabal - deuxième pour la deuxième fois consécutive - et l'Allemand de l'Ouest Bernhard Langer, en tête jusqu'au dix-huitième trou. « Je n'ai pas assez d'argent et ne possède aucun sponsor pour jouer plus souvent », a souligné cet enfant de Cordoba aux vingt-cinq succès en Amérique du Sud depuis 1982, date de ses débuts professionnels.

de 68 (-2), supérieure de quatre coups à celle de l'Anglais Howard Clark, le meilleur du jour.

Le Trophée Emmanuel Dussart, resuscitant avec le beau temps, a rapporté une carte de 65. Cette ultime performance n'a toutefois pas empêché le Landais Jean Van de Velde, professionnel depuis cette saison, de terminer premier Français en prenant une honorable vingt-neuvième place, à 14 coups. « J'aurais pu jouer à moins 4 ou 5 au lieu de -2, a-t-il précisé. Toutefois, je ne suis pas mécontent de ma production d'ensemble. Le métier va rentrer. Il ne faut pas brûler les étapes. En début d'année, j'avais fixé la barre à la cent vingtième place afin de garder ma carte européenne. Maintenant, je la monte à la cinquante-cinquième. »

AUTOMOBILISME : Rallye d'Australie

La percée nippone

Après la victoire de la Mitsubishi Galant VR4 du Suédois Mikael Eriksson, le 27 août au Rallye des 1 000 lacs en Finlande, le premier Rallye d'Australie, disputé dans les forêts d'eucalyptus à proximité de Perth, a confirmé l'offensive des constructeurs japonais dans le championnat du monde avec un double des Toyota Celica 4WD du Finlandais Juha Kankkunen et du Suédois Kenneth Eriksson. Les Lancia Delta Intégrale qui avaient remporté les huit premières épreuves de la saison, ont dû se contenter de troisième et quatrième places avec les Finlandais Markku Alen et l'Italien Alessandro Fiorio.

Apparues au Tour de Corse 1988, les Toyota Celica 4WD s'étaient souvent distinguées dans les premières spéciales, grâce à une puissance supérieure à celles de leurs rivaux, avant d'être contraintes à l'abandon. Champion du monde en

1986 avec Peugeot et en 1987 avec Lancia, Juha Kankkunen a pu constater en Australie que les voitures japonaises avaient atteint un seuil de fiabilité satisfaisant en prenant la tête dès la première épreuve spéciale chronométrée pour ne plus la quitter. Son seul rival potentiel a été son coéquipier Kenneth Eriksson qui a terminé à 2 min 14 s malgré une pénalité routière de 1 min 30 s.

La défaite des Lancia est aussi celle de Michelin qui restait sur vingt victoires consécutives en championnat du monde des rallyes. Markku Alen s'est plaint d'un manque de puissance et d'une tenue de route déficiente, affirmant même qu'il avait piloté la « pire voiture » depuis le début de sa carrière chez Lancia en 1982. Les voitures italiennes ne disposaient pas en Australie des dernières nouveautés du constructeur français expérimenté

tées en Finlande car les pneus avaient dû être expédiés fin juin aux antipodes. De plus, contrairement aux Toyota expédiées neuves en Australie, les Lancia étaient celles déjà utilisées au Kenya et en Argentine, qui n'avaient pu être que « reconditionnées » à Buenos-Aires, sans repasser par les ateliers de Turin.

L'offensive japonaise ne remet pas en cause la supériorité de Lancia, qui avait obtenu le titre 1989 de champion du monde des constructeurs dès le rallye des 1 000 lacs. Les regards sont déjà tournés vers la saison prochaine avec l'espoir d'une lutte plus serrée entre les grandes marques. A peine son hégémonie contestée, Lancia a déjà préparé sa riposte, avec la version 16 soupapes de son Intégrale qui devrait débiter au Rallye de San-Reno, la prochaine épreuve du championnat, organisée du 6 au 14 octobre.

RUGBY : la querelle du XIII et du XV

A pro, pro et demi

Rien ne va plus entre les frères ennemis du ballon ovale, les rugby à XIII et à XV. La querelle est ancienne. Mais elle a pris samedi 16 septembre une dimension internationale.

Tout a commencé - ou plutôt recommencé - au cœur de l'été. Estimant être dans son bon droit, puisque la fédération de rugby à XIII n'a pas accepté de renouveler le protocole signé en 1981 avec la fédération de rugby à XV (à la suite de l'affaire Bouquet), Albert Ferrasse, président de la FFR, a autorisé les « transferts » de deux internationaux, Eric Vergnol et Daniel Verdes, tous deux de Villeneuve-sur-Lot, dans les équipes « quinzistes » de Marmande et d'Agen. Fureur de son homologue « treiziste », Jean-Paul Verdaguer : « Les transferts du président Albert Ferrasse et de la fédération du XV pour recruter des joueurs de notre fédération sur lesquels nous avons beaucoup investi, accompagnés de propositions sonnantes et trebuchantes, sont révoltants. »

Mais celui-ci est dans une position beaucoup trop faible pour affronter la puissante fédération du XV sur le terrain strictement français. Il a donc demandé du secours à ses amis britanniques. Dans un premier temps, il a donc brandi avec ceux-ci la menace d'achat de joueurs à XV français par les riches clubs de la Ligue anglaise. Puis il a fait porter le conflit sur le terrain de l'amateurisme, qui est toujours un point sensible pour les partenaires britanniques d'Albert Ferrasse.

« Que ce monsieur
reste chez lui »

Dans les colonnes du Times, David Oxley, secrétaire général de la fédération anglaise de rugby à XIII, affirmait donc, samedi 16 septembre, qu'il était en possession de documents prouvant que les joueurs français sont des professionnels. Il ajoutait d'une note de la FFR sur les limites à ne pas dépasser dans le dédommagement des joueurs, pour qu'ils ne soient pas impossibles.

La réplique d'Albert Ferrasse a été dans son registre habituel : « Moi, je ne m'occupe pas de la fiscalité anglaise. Alors que ce monsieur reste chez lui avec ses professionnels. M. Oxley vient au secours de ses amis français. Je lui dis : « Go home ! » J'avais fixé un protocole avec les treizistes. Ils l'ont dénoncé. Non seulement ils ont mis le feu à la maison, mais, maintenant, en plus, ils crient au voleur. »

Reste que ce débâcle sur les pratiques d'un jeu prétendument amateur risque de mettre la FFR en difficulté au sein de l'International Board, instance régissant le rugby à XV, deux ans avant le coup d'envoi de la Coupe du monde, dont une partie des matches doivent avoir lieu en France.

A. G.

MOTOCYCLISME : Grand Prix du Brésil

La chevauchée du Texan

Le Grand Prix du Brésil, disputé dimanche 17 septembre à Goiânia, a été remporté par l'Américain Kevin Schwantz (Pepe Suzuki) dans la catégorie des 500 centimètres-cubes. Il devance ses compatriotes Eddie Lawson (Rothmans Honda)

Le championnat du monde de la catégorie des 500 centimètres-cubes aurait pu se conclure de façon simple. Mis à part une menace de grève des pilotes motivée par l'absence du versement des primes de départ, réglée dimanche 17 septembre, au matin, la saison aurait pu se terminer sans suspense.

Sur le circuit de Goiânia, situé à l'est de Brasília, Eddie Lawson, vainqueur l'an passé et en tête après les quatre épreuves déjà disputées, semblait disposer des meilleures chances pour s'emparer une nouvelle fois de la couronne mondiale. Le

pilote américain devait juste se méfier de son compatriote Wayne Rainey, son rival de toute une saison, qu'il distançait seulement de 15,5 points au classement.

Dès le départ de la course cette hiérarchie semble devoir être respectée. Lawson prend la tête, suivi de Rainey. Le spectacle de la suprématie de la machine Honda va-t-il s'afficher pendant trente-deux tours de circuit ? Qui va bouculer cet ordre trop bien établi ? Qui va apporter la dose d'animation nécessaire à ce genre d'épreuve ?

et Wayne Rainey (Lucky Stricke Yamaha). Au classement mondial des pilotes, Eddie Lawson empoche, à l'occasion de ce quinzème et dernier Grand Prix de la saison, son quatrième titre dans la catégorie reine. Le Français Christian Sarron (Gauloises

blondes Yamaha), qui a fini à la huitième place, termine troisième du championnat, alors que son frère Dominique, qui venait de reprendre la compétition après une blessure, a été victime d'une chute après trente minutes de course.

Le trouble-fête de la saison est là pour jouer, une nouvelle fois, les héros de troisième acte. Sur un revêtement bosselé, où l'adhérence réclame beaucoup de doigté et de virtuosité, un troisième cow-boy pointe sa monture. Kevin Schwantz, le Texan blond a déjà montré, sur les circuits européens ou japonais, qu'il sait prendre des risques lorsqu'il décide de venir troubler le jeu des grands.

Pour sa deuxième participation au Continental Circus, Kevin Schwantz a su imposer son style et son sourire, dans les stands comme dans les tribunes. Ses vingt-cinq ans ne doivent pas le faire passer pour un débutant. Fils d'un marchand de motos de Houston, il a été initié très jeune aux sports mécaniques par une famille passionnée par la compétition.

Avec son père ou avec son oncle, l'adolescent longiforme participe avec succès à des motocross. Vainqueur d'épreuves sur route, à vingt ans, il se fait remarquer aussi bien à Willow Springs qu'à Daytona, les temples de la moto aux États-Unis. Seul pilote à se positionner très près de son guide, il surprend rapidement les habitués des courses de vitesse par son habileté à sortir sa moto des virages, à relancer la machine lorsque la roue arrière commence à glisser. Kevin, l'équilibriste de la discipline, imprime son style en Grand Prix dès la saison 1988. De mauvaises blessures au genou l'empêchent de conclure brillamment.

Deux styles différents

Dimanche 17 septembre, sur le circuit brésilien, il joue le ballet qu'il a si souvent présenté ces derniers mois. Toujours aussi souple, il effectue une démonstration de ses qualités pour le plaisir du public. Alors que la chaleur qui règne sur la piste entraîne sa moto dans de nombreux travers, il réussit à maîtriser

SERGE BOLLOCH.

Les résultats

Athlétisme

RÉUNION D'ÉPREUVES COMBINÉES A TALENCE (Gers)

Décathlon. — 1. Piazzi (Fr.), 8 438 pts (10 57, 773 m, 14,02 m, 213 m, 48 s 57, 14 s 08, 45,12 m, 5 m, 52,82 m, 4 min 26 s 26) ; 2. Johnson (E-U), 8 361 ; 3. Smith (Can.), 8 317 ; 4. Blaudel (Fr.), 8 182.

Heptathlon. — 1. Nikitina (URSS), 6 590 pts (13 s 80, 1,81 m, 15,71 m, 24 s 28, 6,52 m, 55,74 m, 2 min 25 s 37) ; 2. Nazarovne (URSS), 6 375 ; 3. Gautsch (RDA), 6 287 ; 4. Monnier (Fr.), 5 802 ; 12. Lesage (Fr.), 5 683 ; 15. Collé (Fr.), 5 361.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Nationale 1 A (première journée aller)

Villeneuve b. Racing Paris... 95-85
Avignon b. Tours... 82-77
Limoges b. Le Havre... 131-89
Cholet b. Reims... 97-87
Monaco b. Rouen... 88-66
Antibes b. Montpellier... 96-97
Nantes b. Saint-Quentin... 82-79
Paris-Orléans b. Châtea... 117-88
Moulins b. Gravelines... 83-73

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division (dixième journée)

Lyon b. Lille... 2-1
Marseille b. Saint-Etienne... 2-0
Sochaux b. Nantes... 1-0
Auxerre b. Toulon... 2-0
Toulon b. R.P. 1... 1-0
Moulins b. Brét... 2-0
Nice b. Montpellier... 3-0
Paris-SG b. Monaco... 2-1
Metz et Cler... 0-0
Bordeaux b. Cannes... 2-0

Classement. — 1. Bordeaux 17 pts ; 2. Paris-SG 15 ; 3. Marseille 14 ; 4. Toulon, Sochaux 12 ; 6. Toulon 11 ; 7. Auxerre, Nantes, Nice 10 ; 10. Moulins, Monaco, Montpellier, Saint-Etienne, Lyon 9.

Deuxième division (dixième journée)

Alès b. Châtea... 2-0
Bastia b. Châtea... 3-0
Amey b. Dijon... 1-0
Gueugnon b. Reims... 4-1
Arvign b. Montceau... 4-2
Orléans et Grenoble... 1-1
Reims b. Strasbourg... 1-0
Istres et Martignes... 2-2
Nîmes et Nancy... 0-0

Classement. — 1. Nancy, 15 pts ; 2. Alès 14 ; 3. Reims 13.

GROUPE B

(dixième journée)

Rennes b. Abbeville... 3-1
Beauvais b. Lens... 1-0
Créteil b. La Roche-V... 1-0
Laval b. Saint-Saurin... 1-0
Dunkerque b. Angers... 1-0
Guingamp b. Lorient... 2-0
Quimper et Nant... 2-2
Le Havre b. Valenciennes... 4-0
Tours b. Rouen... 4-2

Classement. — 1. Le Havre 17 ; 2. Laval, Dunkerque, Valenciennes, 13.

Tennis

NATIONAL 1989

(à Saint-Tropez)

Simple messieurs

Demi-finales. — Woignadsky b. Gilbert, 6-7, 7-5, 12-10 ; Soles b. Betsch, 7-6, 6-4.

Finale. — Woignadsky b. Soles, 2-6, 7-5, 10-8.

Double messieurs

Finale. — Lecoate-Woignadsky b. Piam-Piacentile, 6-2, 6-4.

Simple dames

Finale. — L. Demongot b. N. Herroman, 6-2, 6-0.

Double mixte

Finale. — L. Demongot-O. Delaire b. I. Romand-P. Poch, 6-3, 6-4.

سكيا من الالام

SOMMAIRE

■ Le projet de loi de finances pour 1990 comprend plusieurs mesures d'allègements de la fiscalité sur l'épargne (lire page 28).

■ Alors que la grève se poursuit lundi 18 septembre à Mulhouse et à Sochaux, les syndicats élèvent le ton et organisent une manifestation à Paris (lire ci-dessous).

■ Le taux de fécondité s'est stabilisé en France en 1988 (lire ci-dessous).

■ Après sa tournée en Europe, M. Carla Hills, représentante de M. Bush dans les négociations commerciales internationales, s'est déclarée « rassurée » sur les projets de la Communauté (lire page 24).

INSOLITE

Une vie de chiot

La mort accidentelle de 79 chiots de race boïte, le 6 septembre, pendant leur transport entre un chenil anglais et un laboratoire suédois a vivement ému le ministre britannique de l'Agriculture, M. John Gummer. Celui-ci a déclaré qu'il ne tolérera pas la cruauté envers les animaux et qu'il prendrait les mesures nécessaires pour empêcher de telles répétitions.

Le ministre a dépêché un vétérinaire en Suède pour enquêter sur cette affaire. Le transporteur britannique concerné a fait ses excuses et a déclaré qu'il était « extrêmement choqué » et qu'il se refusait désormais à transporter des animaux destinés à l'exportation.

DÉMOGRAPHIE

770 000 nouveau-nés en 1988

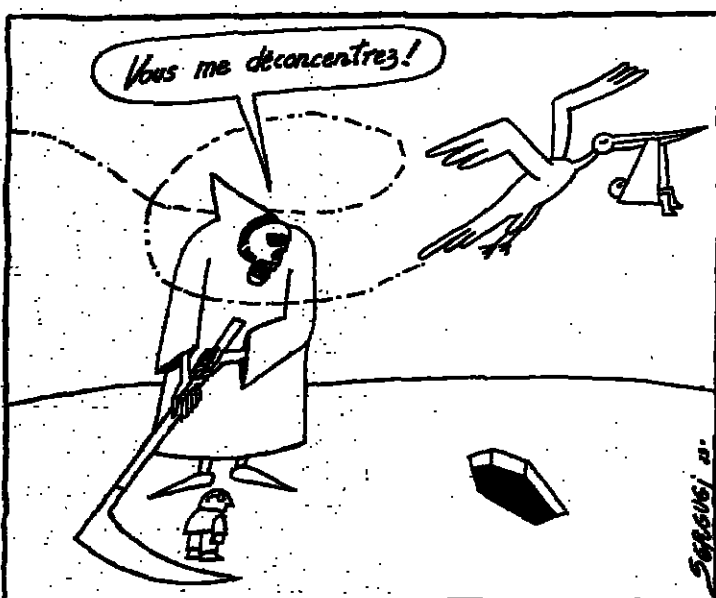
Le taux de fécondité de la France se stabilise

La baisse de la fécondité en France serait-elle stabilisée ? C'est, en tout cas, ce qui ressort du rapport annuel que vient de publier l'Institut national d'études démographiques (INED). Tous les indicateurs 1988 démontrent une stabilité, ou presque. Le nombre des naissances d'abord : 770 000 comme en 1987 (13,8 pour 1 000). Le taux de fécondité reste à 1,82 : le niveau est demeuré presque inchangé depuis 1984, après une brève petite remontée à 1,95 en 1980-1981. Dans ces naissances, la part des parents étrangers continue à baisser lentement : 10 % environ, contre 11,9 % en 1983. Les avortements diminuent depuis 1984 : 160 732 en 1987, contre 166 797 en 1986. Mais des variations mineures dans certains départements amènent les démographes à se demander si l'enregistrement est toujours correct.

Le divorce aussi

La stabilité de la fécondité met aujourd'hui la France à un niveau relativement élevé en Europe. La chute de la fécondité, commune à tous les pays d'Europe du Sud (Italie, Espagne, Portugal, Grèce), continue. En revanche, la situation se stabilise dans l'Europe du Nord (un peu au-dessous de 1,8 en Grande-Bretagne et en Norvège, vers 1,6 aux Pays-Bas) ; elle remonte même en Allemagne fédérale et au Danemark (qui avaient atteint des niveaux très bas et se situent maintenant au-dessus de 1,4 et 1,5 respectivement), et surtout en Suède (2,2).

Hormis la Suède et l'Irlande, seuls les pays d'Europe de l'Est se situent au-dessus du niveau français : ceux-ci s'échelonnent de 1,8 environ en Hongrie à 2,3 en Pologne.



Mais dans ce dernier pays, la fécondité baisse surtout plus ou moins vite, ce qui se voit en Roumanie (2,2), en Tchécoslovaquie, Bulgarie et Yougoslavie (2 environ). En RDA, après la remontée de 1975-1980 consécutive à des mesures d'aide aux familles, le taux de fécondité est revenu à 1,7.

De son côté, le déclin du mariage en France semble s'arrêter. On enregistrait 273 000 en 1988 contre 265 000 en 1987, après la chute d'un tiers constatée de 1970 à 1986. Au total, on peut estimer que 30 % des femmes restent célibataires. Le divorce paraît se stabiliser aussi : 30,8 % des mariages ont abouti à un divorce contre 31 % en 1987. Mais les mariages de divorce commencent la même année que les premiers mariages. Ils ont diminué de moitié en quinze ans.

La mortalité enfin reste presque stable aussi : on a compté 524 000 décès en 1988 (soit 9,4 pour 1 000) contre 527 000 en 1987. La mortalité infantile, déjà basse, ne peut diminuer que lentement, arrivant à 7,7 pour 1 000 naissances vivantes. Mais l'espérance de vie à la naissance, progressant de plus de trois mois par an, dépasse désormais quatre-vingts ans pour les femmes, si elle n'atteint que 72,3 ans pour les hommes.

La baisse de la mortalité en 1987 avait concerné la plupart des causes de décès, mais pas les cancers (plus 1,5 %) ni le sida : même si ce dernier n'a été responsable « que » de 964 décès, il domine « le paysage sanitaire français ».

G. H.

Tandis que le conflit s'installe dans la durée

Les appels à la négociation chez Peugeot se multiplient

Alors que le conflit de Peugeot-Mulhouse entre dans sa troisième semaine, le « front » s'est déplacé, lundi 18 septembre, vers Paris. Arrivés de Mulhouse à 9 heures dans la capitale en autobus, une cinquantaine de cadres sont venus en délégation avec la CGC et espèrent être reçus par la direction du groupe PSA.

A Mulhouse, la prise de travail de l'équipe du matin s'est effectuée sans incident mais, selon les syndicats CGT, CFDT, CFTC et FO, de 1 000 à 1 200 grévistes s'étaient réunis à la gare de Mulhouse. A 8 h 15, un train spécial les amenait à Paris où ils étaient attendus à 12 h 15.

A la demande de la CGT, les manifestants devaient être accueillis par des ouvriers de l'usine Peugeot de Poissy. Dans un tract diffusé lundi matin, en effet, la CGT (30 % aux élections professionnelles) appelait le personnel de Poissy à des assemblées générales suivies

de débrayages « pour un départ collectif en RER à 10 h 30 ». Normalement, le cortège devait converger vers l'avenue de la Grande-Armée, où se trouve le siège de PSA, pour protester « sous les fenêtres de M. Jacques Calvet », le président de Peugeot SA.

Le week-end avait été marqué par la montée d'un ton des déclarations syndicales. La CGC demande l'ouverture de négociations et pourrait rejoindre les syndicats ouvriers dans la grève, a indiqué M. Jean-Pierre Chaffin, président de la fédération métallurgie CGC. Le propos a été repris dimanche par M. Paul Marchelli, président de la CGC, qui réclame « un changement radical » d'attitude de la part de la direction « dans les 24 heures ». Le syndicat CSL (confédération des syndicats libres), qui représente plus de 40 % du personnel de l'usine, demande à son tour à la direction

d'ouvrir « de larges négociations » dans un tract diffusé lundi matin.

A Mulhouse même, le syndicat départemental CFTC de la métallurgie du Haut-Rhin a demandé au préfet « d'intervenir personnellement » dans le conflit Peugeot et de procéder « le cas échéant » à la désignation « d'un médiateur ». Le président du conseil général du Haut-Rhin, M. Jean-Jacques Weber, député UDF-CDS, a estimé, le 17 septembre, que les salariés de Peugeot « doivent pouvoir bénéficier eux aussi des succès commerciaux dont ils sont les moteurs ». Numéro deux du Parti socialiste, M. Henri Emmanuelli a estimé pour sa part que le PDG de PSA utilise des méthodes « du dix-neuvième siècle plutôt que du vingt et unième siècle ». Quand M. Jean-Pierre Chevènement, interrogé dimanche sur TF1, il a déclaré que, si M. Calvet était « dans sa logique », il était cependant urgent de « négocier ».

Sochaux repart dans l'action

SOCHAUX
de notre envoyé spécial

La lettre signée de M. Guy Perrier, directeur du centre de production d'Automobiles Peugeot de Sochaux (Doubs), que chacun des 23 000 salariés a reçue, samedi 16 septembre, n'a, semble-t-il, pas entamé la détermination des grévistes, qui ont repris leur mouvement lundi 18 septembre au matin. Selon la direction de l'établissement, la mobilisation du personnel était comparable à celle du vendredi 15 septembre (820 grévistes à 8 h 30) et la production toujours très fortement perturbée.

De côté des syndicats, on indiquait que « le nombre des grévistes a encore progressé dans l'atelier de carrosserie ». Sur les quatre chaînes de fabrication d'ici sortent des 205, des 405, des 505 et des 605, une seule fonctionne partiellement grâce à la mobilisation, selon les syndicats, d'intérimaires.

ment grâce à la mobilisation, selon les syndicats, d'intérimaires.

Dans la lettre qu'il a adressée aux salariés, le directeur de l'établissement a lancé un appel à « reprendre le travail dans le calme » afin de « ne pas compromettre le lancement de la 605 », le nouveau modèle haut de gamme de Peugeot. Après avoir organisé dans la matinée une série de rassemblements à l'intérieur de l'usine, la CGT et la CFDT ont appelé à un meeting pour 17 heures devant les grilles, qui devait être suivi d'une manifestation en ville.

« Tous les ateliers sont désormais concernés par la grève. Le conflit sera dur et il risque d'être long. Nous sommes prêts », soulignait lundi matin M. Doris Dull'o, secrétaire du syndicat CGT de Peugeot-Sochaux, la principale organisation syndicale de l'usine, qui rappelle que cette grève est « à Sochaux la plus importante jamais

vus depuis 1968 ». Selon lui, la revendication de 1 500 F d'augmentation du salaire mensuel est « tout à fait réaliste ». En revanche, Force ouvrière s'en tient à une revalorisation de 250 F alors que la section sochausienne de la CFB-CGC a pris des positions plus modérées que son président national, M. Marchelli. Elle exhorta en effet de s'associer à la grève et à lancé « un appel à la sagesse », réclamant l'ouverture de négociations salariales afin de mettre en place une formule d'ajustement non plafonnée.

De nombreux grévistes de Peugeot-Sochaux — dont certains s'étonnent de l'initiative prise par leurs camarades de Mulhouse — ont manifesté le 18 septembre à Paris devant le siège de PSA — espérant désormais que « la pression des actionnaires de Peugeot contribuera à pousser M. Jacques Calvet, PDG du groupe, à se décider à enfin négocier sur les salaires ».

JEAN-MICHEL NORMAND.

M. Emmanuelli (PS) : M. Calvet devrait suivre des stages

M. Henri Emmanuelli, numéro deux du Parti socialiste, a déclaré, dimanche 17 septembre, au « Forum » de FR3 et Radio-Montecarlo, au sujet du conflit chez Peugeot, qu'« il n'est pas normal que, en 1989, une direction ne veuille pas ouvrir des négociations avec des salariés en grève ». Selon M. Emmanuelli, « les méthodes employées par la direction de Peugeot, les menaces, les huisseries, le démontage des machines, la transformation de la maîtrise en service de sécurité ne font pas honneur à la démocratie française ni au patronat en général ».

« On ne peut pas s'opposer systématiquement à des revendications sociales sous prétexte qu'à Hong-kong ou en Corée, les salaires sont plus bas », a continué M. Emmanuelli. Dans la compétitivité, il y a, aujourd'hui, quelque chose d'important, ce sont les relations humaines, la politique sociale de l'entreprise. Il me semble que, là, M. Calvet devrait suivre des stages de formation ».

Grève des impôts et du Trésor : durcissement. — Depuis le rejet du « relevé de conclusions », à la suite des propositions gouvernementales, les syndicats des impôts et du Trésor organisent la mobilisation des agents. Le SNUI (autonome), la CGT, la CFDT, FO et la CGC ont appelé les 80 000 agents de la direction générale des impôts à des manifestations départementales et à un rassemblement à Paris, le 22 septembre. La grève des recettes de TVA coûterait 10 milliards de francs par mois à l'Etat, selon les syndicats.

Grève bien suivie chez les ingénieurs des travaux publics. La grève lancée le 15 septembre par le Syndicat national des ingénieurs des travaux publics de l'Etat (SNITPE-FO), pour protester contre l'échec de négociations avec le ministère de l'équipement sur la modernisation (le Monde du 12 septembre), semble avoir été suivie. Selon le SNITPE-FO, 70 % des 5 100 ingénieurs étaient en grève.

Les conflits de l'après-crise

(Suite de la première page.)

« Le cycle, exceptionnellement long que nous constatons aux Etats-Unis ne semble pas vouloir prendre fin », relève un économiste français. Pour lui comme pour d'autres, cette observation confirmerait le caractère obsolète de la théorie américaine des cycles.

Les économies des pays développés (et celles de certains pays en développement) ont connu, depuis le début des années 80, des changements structurels que les modèles macro-économiques traditionnels prennent mal en compte. Bénéficiant d'un environnement international à nouveau favorable (le coût réel du pétrole a, par exemple, baissé de moitié par rapport à son sommet de 1980), ces économies y ont puisé de nouvelles sources de croissance. Quels sont ces changements structurels ?

Dans leur dernier rapport, publié le 15 septembre, les experts du GATT repèrent trois catégories de transformations qui expliquent que « l'économie mondiale soit entrée dans une période au cours de laquelle les taux moyens de croissance de la production et du commerce... seront plus élevés qu'ils ne l'ont été depuis le début des difficultés économiques des dernières années 60 et des premières années 70 » : ce sont « les changements des politiques » économiques, « les innovations technologiques dans la production de biens et de services » et « les nouvelles méthodes du monde des affaires ».

Les politiques engagées à la fin des années 70 et au début des années 80, à dominante libérale (les programmes de baisse d'impôts, de réduction des dépenses publiques, de privatisation et de déréglementation...) ont effectivement favorisé un assainissement économique dans la plupart des grands pays industriels. Les conditions d'une croissance renouvelée étaient ainsi créées. Plusieurs séries d'innovations technologiques sont venues l'alimenter. Dans la production, celles-ci favorisent des gains de productivité importants. Du côté de la demande, elles engendrent un nouveau style de consommation.

Au cours des « trente glorieuses », la croissance économique avait été tirée par la demande des ménages en logements et en équipements ménagers. Aujourd'hui, des besoins restent certes à satisfaire dans ces domaines. Mais un nouveau modèle (une nouvelle « norme », comme disent les théoriciens français de la « régulation ») de consommation tend à émerger. La puissance électronique, en particulier, transforme un grand nombre de produits, des biens dont sont avides les nouveaux consommateurs. Chaque Français, on presquait, a son téléphone : il achète aujourd'hui un répondeur, un

appareil sans fil. Certains acquièrent une télécopieuse ou un radiotéléphone. La nouvelle demande porte cependant surtout sur les services : le tourisme, par exemple, connaît un véritable boom dans tous les pays industriels.

Des structures relativement assainies, des politiques moins interventionnistes, des gains de productivité renouvelés et une nouvelle demande : « On peut attendre une croissance qui continue aux Etats-Unis, en Asie et, en général, dans les économies de marché », expliquait, jeudi 14 septembre, devant les membres de la commission des finances de l'Assemblée nationale M. Robert Eigner, le président de l'Association des économistes américains.

Déséquilibres persistants

La crise serait donc finie. Après une période de croissance molle — les années 70 et le début des années 80, — les pays occidentaux auraient retrouvé des rythmes de croissance soutenus (autour de 3 % ou 4 % par an). Il faut rappeler que les experts estiment que, sur une longue période, les pays industriels ont une vitesse de croissance qui tourne autour de 1 % l'an.

Mais si « la » crise est finie, le monde occidental n'en a pas fini pour autant avec « les » crises. En effet, de nombreux déséquilibres — humains et financiers — subsistent, sources potentielles de tensions. Le tiers-monde (et l'Afrique en particulier) n'a pour l'instant que peu profité du retour à la croissance de l'économie mondiale. Dans les pays industriels, le chômage massif n'a eu cours de la crise n'a pas disparu, même si certains pays ont réussi à le réduire. Aux Etats-Unis, le taux de chômage a été divisé par deux (5,2 % de la population active est aujourd'hui sans emploi) par rapport à son sommet, alors qu'il reste supérieur à 9 % dans la CEE — 2 % seulement de moins par rapport au pic de 1985. Parallèlement, et paradoxalement, ce chômage coexiste avec une situation de pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Les déséquilibres sont aussi financiers. Considérés dans leur ensemble, les pays industriels continuent à épargner insuffisamment par rapport à ce qu'ils investissent. C'est surtout le cas des Américains, qui accumulent des déficits inquiétants à l'égard du reste du monde. La dette des pays en développement laisse également planer une menace pour l'ensemble de l'économie mondiale.

En France, comme dans les autres pays européens, l'après-crise est commencée. Le retour à la croissance impose sans doute d'imaginer un nouveau type de relations sociales. M. Michel Rocard, premier ministre, et M. Jacques Calvet, président de Peugeot SA, sont l'un et l'autre convaincus que, malgré la prospérité retrouvée, il faut maintenir les disciplines qui ont permis de sortir de la crise. Ils ont sans doute raison. Mais cela ne peut pas suffire. Le « pacte de croissance » proposé par le premier ministre est une réponse à cette situation nouvelle. A écouter les propos de M. Calvet, il semble que le patronat privé français n'ait pas encore de propositions pour faire face aux conflits de l'après-crise.

ERIK IZRAELEVICZ.

du 15 au 24 septembre 1989

FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE

ILE DE CHATOU

près de Paris. Accès direct R.E.R. Chatou.

organisée par le Syndicat National du Commerce de l'Antiquité et de l'Occasion.

Tél. 4770.88.78

FRANCE

info

SUR FRANCE INFO

TOUTES LES DEMI-HEURES

Avec Jean-Pierre Gaillard et Christophe Reille

Toute l'information économique et financière

• A 7 h 57, la clôture des grands marchés

TOKYO, WALL STREET, PARIS

• La Bourse de Paris en direct

• La vie des affaires

De 6 heures à 1 heure du matin.

ETRANGER

Représentante du gouvernement Bush pour les négociations commerciales

M^{me} Carla Hills se dit rassurée après sa tournée européenneBRUXELLES (CEE)
de notre correspondant.

M^{me} Carla Hills, la représentante des États-Unis pour les questions commerciales, achève sa tournée européenne rassurée. C'est du moins ce qu'elle a déclaré après s'être entretenue samedi 16 septembre avec M. Frantz Andriessen, le vice-président de la Communauté européenne. « Nous sommes décidés à rester ouverts aux importations. Notre intention n'est en aucune manière, comme on le prétend à Washington, de multiplier les bar-

rières pour forcer les entreprises des pays tiers à venir investir en Europe », avait préalablement mis au point le responsable européen.

En fait, tout au long de sa tournée, M^{me} Hills est partie en guerre contre le protectionnisme de plus en plus menaçant de la Communauté, selon elle. A Londres, l'une des dernières étapes de sa tournée, M^{me} Hills a souligné combien la garantie de change donnée par le gouvernement allemand aux industriels participant au programme Airbus (et notamment à Daimler Benz) déplaçait à son gouvernement. Elle en a une nouvelle fois fait état à Bruxelles devant M. Frantz Andriessen.

M^{me} Hills est également revenue à Bruxelles sur les projets supposés de la CEE en matière de « contenu local ». Cette crainte est apparue après que des produits fabriqués par des entreprises japonaises installées aux États-Unis, en particulier dans le domaine des semi-conducteurs, ont été taxés à l'entrée de la Communauté, sous prétexte qu'ils comportaient une part de composants japonais trop importante.

M. Andriessen a répondu que la CEE s'en tenait strictement aux dispositions du GATT et n'avait pas du tout l'intention d'imposer à ses fournisseurs des exigences particulières concernant le contenu local.

D'autres litiges commerciaux entre la CEE et les États-Unis ont

été abordés au cours de ces entretiens : le dossier de la viande traitée aux hormones (la CEE a affirmé sa volonté de pénaliser le moins possible les exportateurs américains), d'une part, et celui des ventes d'acier de la Communauté aux États-Unis, d'autre part. Ces exportations sont soumises à un quota qui viendra à échéance en avril 1992. La CEE pourrait accepter sous condition la reconduction de ces accords de limitation. M. Frantz Andriessen et M^{me} Carla Hills devraient se revoir trois fois d'ici à la fin de l'année. Les deux parties ont réaffirmé avec force leur volonté de consentir les efforts nécessaires pour que l'Uruguay Round (les négociations commerciales multilatérales engagées en septembre 1986 à Punta del Este dans le cadre du GATT) s'achève au terme prévu, c'est-à-dire à la fin de 1990.

Sur la question agricole, dossier sensible s'il en est, M^{me} Hills avait annoncé jeudi 14 septembre, à Londres, que son gouvernement avait l'intention de soumettre au GATT d'ici à la fin de l'automne un programme détaillé de réformes des marchés agricoles. Les États-Unis envisagent par ailleurs de proposer des modifications à la procédure de résolution des conflits entre partenaires commerciaux au sein du GATT, le système actuel ne prévoyant pas de possibilité d'appel.

Ph. L.

Près de 1 700 emplois supprimés chez le pétrolier britannique

BP restructure sa division exploration-production

BP, troisième compagnie pétrolière mondiale et premier groupe britannique tous secteurs confondus, a annoncé, jeudi 14 septembre, qu'il va profondément restructurer sa division exploration-production, en vendant 1,31 milliard de dollars (8,3 milliards de francs) d'actifs et en supprimant mille sept cents emplois (sur dix mille cinq cents) dans le monde.

Ce repli, mal accueilli par la Bourse puisque l'action BP a perdu 5 pence à Londres aussitôt la nouvelle connue, vise, selon la direction, à réduire les frais généraux et à rendre l'exploration pétrolière « plus

agressive » et « plus sélective ». La plupart des observateurs notent cependant que cette restructuration suit les rachats successifs de la totalité du capital de Standard Oil Co (Sohio) aux États-Unis pour 50 milliards de francs en 1987, et de British Petroleum pour 26 milliards de francs en 1988, et qu'elle permettra surtout de réduire l'endettement excessif du groupe et éventuellement de préparer une nouvelle acquisition.

L'essentiel des actifs pétroliers et gaziers cédés, correspondant à des réserves de 367 millions de barils équivalent pétrole seront rachetés par Oryx Energy, une petite compagnie américaine issue de Sun Oil, qui acquerra ainsi environ 9 % du patrimoine de BP en mer du Nord. Parmi ces actifs figurent les participations de BP dans cinq gisements déjà exploités en mer du Nord (Ninian, Murchinson, Hutton, Duffin et Audrey), dans des gisements en cours d'exploitation et dans

quarante-deux blocs d'exploration. Les intérêts de BP dans les systèmes d'oléoducs de Ninian et de Brent sont également compris dans la vente. En outre, BP cédera un certain nombre de permis et de participations à l'étranger (en Colombie, à Dubaï, en Équateur, au Gabon, en Indonésie et en Italie). Ces opérations sont encore sujettes à l'approbation des divers partenaires de BP dans les champs concernés.

Quant aux suppressions d'emplois, elles devraient surtout concerner l'Ecosse (970), les effectifs du siège londonien étant également touchés (470), ainsi que le siège de Houston, aux États-Unis. Cette mesure permettra, selon la direction, une économie de 950 millions de francs, par an environ. Elle a toutefois suscité de vives réactions en Ecosse où le groupe est accusé de ne pas tenir les promesses qu'il avait faites lors du rachat de Britoil il y a un an.

Ralentissement de l'inflation en Grande-Bretagne

Les prix de détail en Grande-Bretagne ont augmenté de 0,3 % en août par rapport à juillet, la hausse des prix alimentaires (+0,5 %) et des boissons alcoolisées (+1 %) n'ayant été que partiellement compensée par la baisse des prix de l'essence.

Sur un an (août 1989 comparé à août 1988), l'inflation est de 7,3 % contre 8,2 % en juillet. Le ralentissement du rythme annuel de la hausse des prix est dû à la prise en compte du fort relèvement des taux du crédit au logement intervenu en août 1988. Si l'on exclut du calcul de l'indice des prix de détail le coût du crédit au logement, le ralentissement du taux d'inflation en rythme annuel se confirme.

Ph. L.

M. Poehl prévoit un rôle international accru pour le franc français

Le président de la Bundesbank, M. Karl-Otto Poehl, a déclaré, dans un entretien publié le 17 septembre par le journal allemand *Welt am Sonntag*, que le franc français devrait jouer un rôle international accru si la France continue de mener une politique économique stable, et de libéraliser son marché des capitaux. Une telle montée en

puissance de la devise française renforcerait la Bundesbank, selon M. Poehl, et « allégerait le fardeau [supporté par le mark] en tant que monnaie de réserve ».

Par ailleurs, le président de la Bundesbank a formulé une mise en garde contre la réalisation trop rapide de l'union économique et monétaire européenne.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Béghin-Say
Groupe Ferruzzi

Suite aux articles récemment publiés par la grande presse économique et financière, la Société tient à préciser qu'elle ne saurait cautionner des informations divulguées sans avoir été préalablement consultée pour en confirmer la véracité.

Le conseil d'administration de la Société sera convoqué avant la fin du mois d'octobre pour arrêter les comptes semestriels sociaux et consolidés. Il débattera également à cette occasion de questions relatives d'une part à un projet d'augmentation de capital et d'autre part aux divers scénarios envisageables quant au sort des participations détenues dans Papeterie Béghin-Corbehem et Kayserberg.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Ce présent avis est publié à titre d'information seulement.



YVES SAINT LAURENT

JUN 1989

PLACEMENT PRIVÉ D'ACTIONS YSL

F 1 000 142 500

BANQUE DE NEUFLIZE, SCHLUMBERGER, MALLET

BNP

BANQUE INDOSUEZ

Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet



TRANSPORTS

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

Le président de la SNCF annonce une réduction de 4500 emplois par an

Interrogé au « Grand Jury RTL-le Monde », M. Jacques Fournier, président du conseil d'administration de la SNCF, a confirmé, le dimanche 17 septembre à Nantes, que la société nationale envisageait de réduire ses effectifs dans les prochaines années. « Il y avait 500 000 cheminots en 1940 et 350 000 en 1965, a-t-il déclaré. Il y en a aujourd'hui un peu plus de 200 000. On retrouve cette évolution dans tous les réseaux comparables au nôtre, à l'Est, au milieu à l'Ouest (...). La SNCF n'a jamais procédé à des licenciements. Dans le cadre du statut que nous respectons scrupuleusement, nous assurons la gestion de l'évolution des effectifs. Je n'ai pas la religion de la réduction des effectifs (...). Cela dit, il nous paraît raisonnable de prévoir que, dans les toutes prochaines années, il y aura encore des réductions, mais elles seront très inférieures à celles des dernières années (...). Nous prévoyons de réduire d'environ 4500 personnes par an les effectifs. Mais, compte tenu des départs en retraite, dont le nombre se situe autour de 7 500 par an, nous pouvons recruter 3 000 personnes chaque année. C'est un phénomène nouveau puisque, au cours

de la période récente, la SNCF ne recrutait plus. »

A propos des pannes qui ont bloqué des milliers de voyageurs, cet été, sur les lignes de la Côte d'Azur, M. Fournier a déclaré qu'elles avaient donné lieu à réparation : 90 % des dossiers déposés par les voyageurs pénalisés ont été réglés par l'attribution de billets de train ; dans 10 % des cas, la SNCF a remboursé les frais supplémentaires qui lui avaient été présentés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHRYSLER CORPORATION

Nous vous informons que le conseil d'administration de la société Chrysler Corporation a, dans sa séance du 7 septembre 1989, décidé la mise en distribution d'un dividende de 30 cents par action ordinaire détenue, payable le 16 octobre 1989, aux actions inscrites à la date du 18 septembre 1989.

Les actions ordinaires seront négociées ex-coupon à la Bourse de New York à compter du 12 septembre 1989. Les actions de priorité ne font pas l'objet d'une distribution de dividende.

SEMA GROUP

RÉSULTATS DU 1^{er} SEMESTRE 1989

Le chiffre d'affaires consolidé de SEMA GROUP pour le premier semestre de 1989 s'élève à 137,7 millions de livres. Le bénéfice consolidé avant impôts a atteint pour la même période 7,1 millions de livres.

Ces résultats traduisent une amélioration significative par rapport au second semestre de 1988 et sont en ligne avec la tendance annoncée en avril dernier.

Les activités de SEMA GROUP en France et en Espagne continuent à enregistrer d'excellentes performances, tandis que les activités du Groupe au Royaume-Uni ont renoué avec la rentabilité, traduisant ainsi les premiers effets du plan de redressement mis en place en janvier 1989.

Le Conseil d'administration a décidé la mise en paiement d'un dividende intérimaire de 0,80 pence par action.

Le volume global des commandes enregistrées a été très encourageant, notamment sur les deux marchés majeurs du Groupe, en France et en Grande-Bretagne. Il convient en particulier de mentionner l'obtention d'un contrat d'une valeur totale de plus de 150 millions de livres pour la fourniture des systèmes de contrôle et de commande des frégates type 23 de la Royal Navy. Ce contrat place le SEMA GROUP au premier rang des fournisseurs de prestations intellectuelles dans le domaine des systèmes de haute technologie.

L'un des premiers effets de la synergie résultant de la fusion a été le succès rencontré par nos progiciels financiers en Europe continentale. Un autre bénéfice de la fusion a été de pouvoir maintenir, malgré le plan de redressement, un volume d'investissements croissant en Recherche et Développement, tout comme en formation, afin de préparer l'avenir.

Le plan stratégique de développement du Groupe pour les années 1990 à 1995 a été mis au point, et ses objectifs seront diffusés dans toutes les unités opérationnelles du Groupe dès la fin de l'année.

Perspectives

Pour le second semestre de 1989, les activités continentales du Groupe devraient réaliser des performances équivalentes à celles du premier semestre, tandis que les activités du Royaume-Uni devraient voir leur rentabilité atteindre un niveau convenable à la fin de l'année.

La croissance du volume des commandes devrait également être satisfaisante, permettant une amplification de la croissance interne en 1990.

Économie

AFFAIRES

Champion canadien de l'OPA à crédit

M. Robert Campeau devrait perdre le contrôle de son groupe

Le titre de Campeau Corp., groupe fondé par l'homme d'affaires canadien Robert Campeau, n'a pas été coté vendredi 15 septembre à New-York ni à Toronto, dans l'attente d'un plan de restructuration pour le sortir de lourdes difficultés financières (11,5 milliards de dollars de dettes) nées du rachat d'importantes chaînes de distribution américaines. Un de ses principaux actionnaires (25% du capital), Olympia and York

Developments, du groupe Reichmann, de Toronto également, doit garantir un prêt de 250 millions de dollars. La révélation au milieu de la semaine dernière de la gravité des problèmes financiers de Campeau a mis en ébullition le marché des «junk bonds», ces obligations à haut risque, appelées aussi «actions de pacotille», grâce auxquelles M. Robert Campeau avait financé ses OPA.

MONTREAL
de notre correspondante

Le Canadien Robert Campeau vient de perdre, à tout le moins, quelques-unes de ses illusions. «Aux Etats-Unis, disait-il en avril 1988, le capitalisme est plus sain; on tient moins compte des origines».

Parti de rien, ce sexagénaire avide d'une revanche sur les barons nantis de son pays natal venait alors de conclure à l'arraché la plus importante OPA non pétrolière jamais réalisée aux Etats-Unis. Le groupe Federated Department Stores, avec ses sept cent soixante-quinze points de vente et ses seize enseignes de grand magasin, dont le presti-

gieux Bloomingdale's, était passé sous son contrôle à l'issue d'une bataille acharnée.

M. Robert Campeau avait certes pris d'énormes risques en recourant fortement aux obligations à hauts rendements (ces fameux junk bonds à court terme) pour financer son opération de 6,6 milliards de dollars. Le «nouveau roi du commerce de détail américain» promettait toutefois, avec une belle assurance, de confondre les sceptiques. N'avait-il pas conquis deux ans plus tôt, pour 3,6 milliards de dollars, le géant new-yorkais Allied Stores (vingt et une chaînes de magasins), grâce à sa première OPA hostile financée sur endettement?

Ces derniers jours, Wall Street n'a pas spécialement fait de différence de classes: en exigeant de tout homme d'affaires — qu'il soit bien né ou qu'il soit issu, comme Robert Campeau, des quartiers francophones pauvres de la ville minière de Sudbury, dans l'Ontario — le simple respect des engagements financiers pris.

Or, l'empire bâti par ce corsaire des affaires croule actuellement sous le poids d'une dette de 11,5 milliards de dollars, soit plus de 75 milliards de francs (dont 3 milliards en obligations à court terme), et manque cruellement de liquidités.

Sous tutelle

M. Robert Campeau doit d'une part rembourser rapidement le prêt-relais de 400 millions de dollars octroyé pour l'achat de Federated Stores par trois institutions conduites par la First Boston Corp. Il lui faut d'autre part payer au plus vite près de 51 millions de dollars d'intérêts sur un emprunt contracté pour l'achat d'Allied Stores. Il lui faut enfin renflouer toutes ses chaînes de distribution actuellement à court de fonds de roulement au moment où elles achètent le gros de leurs marchandises en vue du traditionnel boom commercial de décembre.

A ce dernier chapitre, les riches frères canadiens Paul, Ralph et Albert Reichmann ont accepté de voler, dans une certaine mesure, au secours de leur compatriote. Leur groupe immobilier et pétrolier Olympia and York Developments financera, sous certaines conditions, un prêt de 250 millions de dollars, au prix fort. M. Campeau perdra vraisemblablement le

contrôle de son groupe, au sein duquel la participation des frères Reichmann devrait passer de 25% à 36%.

Campeau Corp. est d'ores et déjà sous tutelle: une équipe d'administrateurs sera chargée de la restructuration financière du groupe, dont le joyau, Bloomingdale's, sera vendu. Si le champion de l'OPA à crédit en est arrivé là, c'est qu'il a commis quelques erreurs, qui ne pardonnent pas lorsqu'on joue très serré. Il avait notamment misé sur une baisse des taux d'intérêt. Il avait aussi cru que la consommation américaine repartirait d'un pied plus vaillant.

M. Robert Campeau, jamais à court de jugements péremptores sur l'état du monde, de l'économie et de ses affaires, n'en est pas à ses premiers déboires. Sa vie est une succession d'émotions fortes, façon montagnes russes.

Manœuvre dès l'âge de quinze ans, il a fait tous les métiers avant de construire de ses mains, à vingt-cinq ans, sa première maison. A peine terminée, elle est revendue. Bénéfice de l'opération: 3 000 dollars, six fois son salaire mensuel de l'époque. Devenu entrepreneur, il bâtit plus de vingt mille maisons à Ottawa, accumule les succès à Montréal et à Toronto, mais voit trop grand. Après la vente en 1970 de son entreprise à Paul Desmarais, homme d'affaires franco-ontarien comme lui, M. Robert Campeau part se remettre d'une dépression nerveuse sous le soleil de Floride.

Deux ans plus tard, ragaillard, il rachète sa compagnie à son ami Desmarais et repart de plus belle dans l'immobilier, jusqu'en 1980. Cette année-là, l'establishment anglophone de Toronto, qui n'aime guère ce «nouveau riche flamboyant, se ligue contre lui et l'empêche d'acquiescer la plus grosse société fiduciaire du Canada, Royal Trustco. Nouvelle déprime, nouvelle fuite, de cinq mois seulement cette fois.

A son retour, il n'a qu'une idée en tête: partir à la conquête des Etats-Unis, Eldorado de l'OPA, où il regrette de n'avoir pas commencé sa carrière.

C'est là qu'elle risque actuellement de se terminer. Cet homme dévouant, dont la suffisance a impatienté ces derniers mois les financiers américains, doit faire vite, à soixante-cinq ans, pour se relever une nouvelle fois.

MARTINE JACOT.

CEE

Le Parlement de Strasbourg accroît sa pression en faveur de l'Europe sociale

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Le Parlement européen a adopté, la semaine dernière, une série de résolutions présentées par la quasi-totalité de ses groupes politiques où il demande à la Commission européenne ainsi qu'au conseil des ministres de prendre rapidement les dispositions législatives nécessaires pour que les droits sociaux des salariés soient effectivement respectés dans le marché unique de 1993.

La résolution présentée par le groupe socialiste, qui a mené avec succès l'offensive dans cette affaire, a été adoptée par 234 voix contre 29. En raison des efforts consentis la veille par M. Jacques Delors, le président de la Commission pour se rapprocher du point de vue du Parlement ainsi que du refus du Parti populaire européen (PPE), où siègent les démocrates-chrétiens, de s'engager dans cette voie, la menace de bloquer les travaux concernant la mise en place du marché unique dans le cas où la Commission et le Conseil ne feraient pas diligence a été exprimée avec moins de vigueur que ne le prévoyait originellement les socialistes; mais la pression est maintenue. «Le Parlement, lit-on dans la résolution, met en garde contre les graves répercussions que l'absence de progrès substantiels dans le domaine social aurait sur la future collaboration entre le Parlement européen et les autres institutions.»

Ph. L.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BSN PROGRESSE...

1 413

MILLIONS DE FRANCS
DE BENEFICE NET
AU 1^{er} SEMESTRE 1989

Au 30 juin 1989, le chiffre d'affaires consolidé de BSN s'est établi à 23,2 milliards de francs contre 20,7 milliards de francs à fin juin 1988.

Pour le premier semestre 1989, le bénéfice net a atteint 1 413 millions de francs contre 1 257 millions de francs en 1988, soit une progression de 12,4 %.

Ce résultat net inclut d'une part une plus-value sur la cession des activités de sous-traitance dans les biscuits aux Etats-Unis et d'autre part les coûts de financement de l'acquisition des sociétés biscuitières de Nabisco dont les résultats ne sont pas intégrés au 30 juin.

Le résultat opérationnel après amortissements et avant frais financiers et impôts s'est établi à 2 550 millions de francs contre 2 299 millions de francs pour le premier semestre 1988.

La répartition par Branches est la suivante:

(en millions de francs)	30/6/1989	30/6/1988
Produits Frais	537	418
Epicerie	444	460
Biscuits	522	421
Bière	496	414
Champagne, Eau minérale	316	286
Emballage	339	357
Résultat opérationnel des Branches	2 654	2 356
Résultats non répartis	(104)	(57)
Résultat opérationnel du Groupe	2 550	2 299

La société Vandamme Pie Qui Chante a été transférée de la Branche Epicerie à la Branche Biscuits en 1989; les résultats du premier semestre 1988 ont été retraités pour en tenir compte.

Les résultats consolidés semestriels de BSN ont fait l'objet de contrôles spécifiques des commissaires aux comptes qui ont délivré l'attestation prévue par la loi.

Les résultats atteints au premier semestre et ceux du second semestre, favorisés par de bonnes conditions climatiques, permettent d'envisager une croissance raisonnable des résultats de l'ensemble de l'année en cours.

Pour vous informer en permanence sur BSN, composez sur votre minitel 36 16 : C I F F.



PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Un suivi régulier de vos clients
réguliers vous évitera bien des irrégularités
de paiement.



Janvier: Monsieur B. fax pour la société des objets de développement urbains. Conseil SCRL: on peut traiter à terme normal.



Avril: les ventes du 1^{er} trimestre sont inférieures aux prévisions. Conseil SCRL: évolution à suivre.



Juillet: le principal client de Monsieur B. vient de déposer son bilan. Conseil SCRL: surveiller de près, trouver conseil.



Octobre: l'octroi d'un prêt de 5 MP vient renforcer le capital de Monsieur B. Conseil SCRL: traiter avec prudence, à court terme.

SCRL

Première société française d'information économique SCRL créée aujourd'hui l'AS*, une analyse de solvabilité complète directement accessible par minitel, accompagnée d'un contrôle trimestriel systématique qui vous permet d'être in-

formé régulièrement pendant toute une année, de l'évolution de la solvabilité de vos clients. Le contrôle trimestriel "AS" de SCRL, c'est l'assurance d'avoir en main toutes les cartes pour bien connaître vos clients tout au long de l'an-

née et rester, en affaires, maître du jeu. Pour en savoir plus, appez 3614 SCRL ou contactez-nous: SCRL, 5 quai Jaurès, BP 9063, 69255 LYON Cedex 09. Tél.: 72.30.10.10 (Province) ou 40.11.25.25 (Paris).

Pour que vos affaires restent des affaires.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NOUS INVESTISSONS
EN TURQUIE

PRIMAGAZ L'ÉNERGIE D'ALLER PLUS LOIN.

Le 5 septembre 1989, Monsieur Jean-Charles INGLESSI, Président de la Compagnie des Gaz de Pétrole PRIMAGAZ a paraphé l'acquisition près d'investisseurs privés de 77% du holding turc EUREKA METAL qui détient, notamment, 49% du capital du second distributeur de gaz de pétrole liquéfiés (G.P.L.) en Turquie, la Société IFRAGAZ.

Le Groupe IFRAGAZ emploie 700 personnes, et a réalisé en 1988 un chiffre

d'affaires de 350 millions de francs générant un profit net de 6%.

Dans un marché turc qui progresse de 10 à 15% l'an, il a distribué l'année dernière 280 000 tonnes de G.P.L. en bouteilles et 70 000 tonnes en gros vrac industriel.

Les tonnages commercialisés par le Groupe PRIMAGAZ représenteront 1 100 000 tonnes/an.

Cet investissement a été intégralement financé sur la trésorerie courante de la Compagnie PRIMAGAZ.



GROUPE PRIMAGAZ

Marchés financiers

La Générale des eaux rachète Grandjourn

Le groupe Générale des eaux va prendre le contrôle complet de Grandjourn, une entreprise moyenne (propriété urbaine, assainissement et transports), implantée principalement à Nantes et dans l'Ouest, dans laquelle il avait déjà des intérêts. Cette prise de possession fait suite au retrait des principaux détenteurs de cette affaire familiale, et notamment du président, M. Paul Grandjourn.

Propriété des familles Grandjourn et Peigné, Grandjourn réunit un ensemble de sociétés, essentiellement dans deux domaines : le transport et l'affrètement des marchandises (avec diverses filiales spécialisées) et surtout la propriété urbaine (collecte d'ordures ménagères et de déchets industriels, pompage et curage de canalisations), dans les sociétés SAGO (à Nantes, NETRA (à Rennes) et STMB (à Bordeaux). Ces dernières travaillent pour plus de deux cent cinquante collectivités locales sur la façade atlantique, de Saint-Brieux à

Saint-Jean-de-Luz, mais surtout dans la région nantaise et en Bretagne. La Générale des eaux avait déjà des liens étroits avec elle : sa filiale CGEA, qui va reprendre l'ensemble des parts familiales (à l'exception de l'immobilier et de la location de véhicules), détenait déjà 50 % de Netra, 33,98 % de STMB et 33,95 % de la maison mère SAGO. C'est surtout dans ce secteur « propriété urbaine », où la concurrence est vive dans l'optique du marché unique européen, tant avec les entreprises françaises qu'étrangères, que la synergie est claire : la CGEA consolide ainsi l'implantation du groupe Générale des eaux dans l'Ouest et le Sud-Ouest. Grandjourn a un chiffre d'affaires de 230 millions de francs dans ce secteur, dont 100 millions environ pour la collecte des ordures ménagères, où l'entreprise estime tenir la quatrième place parmi les sociétés françaises. Le prix de la transaction n'est pas définitivement fixé, mais pourrait être de l'ordre de 200 millions de francs.

CGEE Alstom : nouvel actionnariat, nouveau nom

Après avoir modifié son actionnariat en avril, CGEE Alstom change maintenant de nom. Elle s'est choisie celui de Gecelec, subtil contraction de la raison sociale de ses deux nouveaux actionnaires (la CGE française pour 75,5 % et la General Electric britannique - GEC - pour 24,5 %) et de son domaine d'activité, l'électricité. Ce changement de nom n'est pas du luxe. Rares ont été les entreprises françaises à avoir dû supporter tant de fautes d'orthographe dans leur raison sociale ! Cette modification est également chargée de sens : après être sorti du capital de l'entreprise (dans lequel il était présent à 45 %), le groupe Alstom disparaît même de sa raison sociale... ce grand frère encombrant, qui ne rêvait que de croquer la CGEE Alstom, qu'il avait dû se résigner à posséder à 45 % seulement.

Outre la reprise des activités de contrôle industriel de GEC, Gecelec a également racheté cette année le secteur du contrôle industriel des ACEC belges et, il y a quelques jours, CGA-HBS, filiale d'Alcatel CIT (elle aussi dans la galaxie CGE). Avec 1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires et un effectif de 1 900 personnes, CGA-HBS travaille dans le péage, le contrôle de trafic dans les transports routiers et

ferroviaires, et le tri postal automatisé, notamment. Gecelec a également pris récemment une participation de 50 % du capital de CETT, (également filiale à 100 % d'Alcatel CIT), une petite société de 150 millions de francs de chiffre d'affaires spécialisée dans l'étude et la réalisation de systèmes de gestion technique centralisée par télésurveillance pour l'énergie et l'industrie et d'équipement de réseaux de transmission et de télécommunication.

Gecelec pèsera désormais 15 milliards de francs de chiffre d'affaires, soit 3 de plus qu'auparavant. Créée en 1971 du regroupement des activités des différentes filiales de la CGE dans les domaines du contrôle industriel et de l'entreprise électrique, elle travaille dans trois métiers : l'entreprise électrique, son secteur d'origine, le contrôle industriel et les services d'assistance technique, son troisième et plus récent domaine.

Avec ses 3 milliards de trésorerie et une rentabilité égale à 1,5 % du chiffre d'affaires, Gecelec a aussi fait une véritable moisson de contrats cette année : le dernier en date, de 425 millions de francs, à Taiwan concerne le contrôle d'une aciérie de 2 millions de tonnes en association avec l'allemand Man.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMMUNICATION DE LA VALEUR PATRIMONIALE DE L'ACTION

La valeur patrimoniale de la société, mesurée sur la base des états comptables du 30 juin 1989, et en fonction des cours de Bourse de ses participations, directes et indirectes, ressortait, en date du 11 septembre 1989, à : 310 francs par action.

Ce chiffre est à rapprocher du cours de Bourse de l'action MMB qui s'élevait le même jour à 211 francs (premier cours), témoignant d'une décote, par rapport à la valeur patrimoniale, de 32 %.

Le Groupe André

a pris le contrôle de

Creeks

Trianon Finance

a assisté le Groupe André dans les négociations

Paris, juillet 1989



LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général de base 100 : 31 décembre 1298

8 sept. 15 sept.

Valeurs franc. à rev. variable	125,2	124,9
Valeurs industrielles	125,2	124,2
Valeurs étrangères	125,2	118,7
Chimie	148,8	142,5
Métallurgie, mécanique	116,9	114,8
Electricité, électronique	141	134,8
Electronique, électronique	113,7	112,7
Bâtiment et matériaux	122,1	123,3
Ind. de consommation, non alt.	117,5	116,9
Agro-alimentaire	138,7	135,7
Electronique	138,9	135,5
Transport, infra-structures	134,4	132,5
Assurances	138,8	138,8
Crédit bancaire	113,1	114,2
Crédit	103,5	102,7
Immobilier et financier	111,4	113,1
Investissement et portefeuille	121,2	122,2

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100 en 1989

Valeurs franc. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100 en 1972

Valeurs franc. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100 : 31 décembre 1980

Indice des val. franc. à rev. fixe

Indice des val. étrangères

Base 100 : 31 décembre 1980

Indice des val. franc. à rev. fixe

Indice des val. étrangères

Base 100 : 31 décembre 1980

Indice des val. franc. à rev. fixe

Indice des val. étrangères

Base 100 : 31 décembre 1980

Indice des val. franc. à rev. fixe

Indice des val. étrangères

Base 100 : 31 décembre 1980

Indice des val. franc. à rev. fixe

Indice des val. étrangères

Base 100 : 31 décembre 1980

Indice des val. franc. à rev. fixe

Indice des val. étrangères

Base 100 : 31 décembre 1980

Indice des val. franc. à rev. fixe

Indice des val. étrangères

Base 100 : 31 décembre 1980

Indice des val. franc. à rev. fixe

Indice des val. étrangères

Base 100 : 31 décembre 1980

Indice des val. franc. à rev. fixe

Indice des val. étrangères

Base 100 : 31 décembre 1980

Indice des val. franc. à rev. fixe

Indice des val. étrangères

Base 100 : 31 décembre 1980

Indice des val. franc. à rev. fixe

Indice des val. étrangères

Base 100 : 31 décembre 1980

Indice des val. franc. à rev. fixe

Indice des val. étrangères

Base 100 : 31 décembre 1980

Indice des val. franc. à rev. fixe

Indice des val. étrangères

Base 100 : 31 décembre 1980

Indice des val. franc. à rev. fixe

Indice des val. étrangères

Base 100 : 31 décembre 1980

Indice des val. franc. à rev. fixe

Indice des val. étrangères

Base 100 : 31 décembre 1980

Indice des val. franc. à rev. fixe

Indice des val. étrangères

Base 100 : 31 décembre 1980

Indice des val. franc. à rev. fixe

Indice des val. étrangères

Base 100 : 31 décembre 1980

Indice des val. franc. à rev. fixe

Indice des val. étrangères

Base 100 : 31 décembre 1980

Indice des val. franc. à rev. fixe

Indice des val. étrangères

Base 100 : 31 décembre 1980

Indice des val. franc. à rev. fixe

Indice des val. étrangères

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation

(en millions de francs)

7 septembre 1989

Total actif

dont

Or

Disponibilités à vue à l'étranger

Ecu

Avances au Fonds de stabilisation des changes

Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire

Concours au Trésor public

Titres d'Etat (bons et obligations)

Autres titres des marchés monétaires et obligataires

Effets privés

Effets en cours de recouvrement

Total passif

dont

Billets en circulation

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants des établissements financiers

TAUX DES OPERATIONS

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

Taux de la dernière opération

TOKYO, 18 sept. ↑

Hausse

Malgré les oscillations importantes du dollar, qui créent un certain climat de défiance, la Bourse de Tokyo, fermée vendredi en raison d'une fête, a terminé la séance de lundi sur une note sournoise.

L'indice Nikkei a gagné 70,66 yens, à 3 472,54 yens, soit un gain de 0,02 %.

De nombreux investisseurs sont restés à l'écart du marché, en attendant que la situation s'éclaircisse sur le marché des changes, où la Banque du Japon a dû intervenir, lundi, pour freiner la hausse du dollar. Certains ont, néanmoins, pris des risques, affirmant des courriers, car ils prévoient de bons résultats semestriels pour de nombreuses entreprises, résultats qui seront connus à partir du 30 septembre.

Les valeurs immobilières étaient recherchées, ainsi que les sidérurgiques, les électriques et les instruments de précision.

Valeurs

Cours du 14 sept.

Cours du 18 sept.

Alcatel

Bouygues

Caton

Fiji Bank

Hindalco

Hindalco

Hindalco

Hindalco

Hindalco

Hindalco

Hindalco

Hindalco

Hindalco

Hindalco

Hindalco

Hindalco

Hindalco

Hindalco

Hindalco

Hindalco

Hindalco

Hindalco

Hindalco

Hindalco

Hindalco

Hindalco

Hindalco

Hindalco

Hindalco

Hindalco

Hindalco

Hindal

Marchés financiers

BOURSE DU 15 SEPTEMBRE

[illegible]

Comptant (reflection)

[illegible]**Actions** . . .[illegible]

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 16/9	COURS DES BILLETS		'MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 16/9
			Achat	Vente			
Esco (16/9)	8 843	8 886	9 480	9 500	Or 16 billes en barre	77100	77300
ECU	7 009	6 988			Or 16 en lingot	77200	77450
Allemagne (100 DM)	337 800	337 310	328 800	348 900	Plats (couverture 20/9)	442	444
Angleterre (100 £)	269 550	269 550	269 550	269 550	Plats (couverture 10/6)	370	380
Belge (100 F)	126 810	126 810	126 810	126 810	Plats (couverture 10/6)	465	465
Canada (100 \$)	88 800	88 800	88 800	88 800	Plats (couverture 20/9)	441	441
Canada (25 c)	32 750	32 800	32	32 800	Sucre	382	384
France (100 F)	10 381	10 370	9 980	10 000	Plats (couverture 20/9)	2695	2690
Grèce (100 drachmes)	3 807	3 808	3 750	4 385	Plats (couverture 10/6)	1380	1417 10
Italie (100 lire)	3 807	3 808	3 750	4 385	Plats (couverture 10/6)	386	
Italie (100 lire)	361 680	360 400	374 800	400 800	Plats (couverture 10/6)	2880	2900
Autriche (100 sch)	100 150	100 120	98	104	Plats (couverture 10/6)	2880	2900
Autriche (100 sch)	47 576	47 620	46 500	48 800	Plats (couverture 10/6)	460	468
Espagne (100 pes)	5 405	5 401	5 150	5 780	Or Louche		
Portugal (100 esc)	4 026	4 024	3 820	4 400	Or Zurich		
Canada (25 c)	5 676	5 673	5 400	5 800	Or Hongkong		
Japan (100 yen)	4 541	4 689	4 480	4 690	Argent Louche		

SICAV (reflection)

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
55-91-82, poste 4330

c: coupon détaché - o: offert - *: droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ★: marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 URSS : la réunion du comité central sur les nationalités. 4 L'exode des Allemands de l'Est via la Hongrie. 6 Algérie : le nouveau gouvernement. 8 La visite de M. Rabin au Caire.	9 M. Delebarre veut retrouver une marge de manœuvre face à M. Jospin. — Un rapport sur le mode d'évaluation des décisions politiques. 10 La commémoration de la bataille de Valmy.	12 La Guadeloupe dévastée par le cyclone Hugo. — La consommation de drogue chez les adolescents. 14 L'agression contre M. Faurisson. 22 Sports : l'équipe de France de volley-ball après Fabiani.	15 Ouverture de Musica 89 à Strasbourg. La deuxième convention du disque. 16 Succès populaire pour la 6 ^e journée du patrimoine. — COMMUNICATION : la bataille pour le contrôle de la « 5 ».	23 Les appels à la négociation se multiplient chez Peugeot. 24 La tournée européenne de la représentante de M. Bush pour les négociations commerciales. 25 Les difficultés du groupe canadien Campeau. 28-27 Marchés financiers.	Abonnements 4 Carnet 14 Loto, loto sportif 17 Météorologie 17 Mots croisés 17 Radio-télévision 17 Spectacles 19	Tout sur la Bourse 3615 tapez LEMONDE Les offres d'emplois du Monde 3615 tapez LM

Les attentats contre les foyers de la Sonacotra Le président du PNPE est inculpé d'association de malfaiteurs

NICE
de notre correspondant régional

M. Claude Cornilleau, cinquantenaire, traducteur, président du Parti nationaliste français et européen (PNPE), qui avait été interpellé mercredi 13 septembre (le Monde du 15 septembre) à son domicile de Crècy-la-Chapelle (Seine-et-Marne), dans le cours de l'enquête sur les attentats commis en mai et décembre 1988 contre les foyers Sonacotra de Cannes et Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), a été transféré, dimanche 17 septembre, à Grasse, où M. Jean-Pierre Murciano, juge d'instruction, l'a inculpé d'association de malfaiteurs.

M. Cornilleau, qui a refusé de s'expliquer devant le magistrat instructeur hors de la présence de son avocat, a été incarcéré à la maison d'arrêt de Grasse. Treize personnes ont déjà été inculpées, dans ce dossier, dont huit sont en détention à Nice et à Grasse.

L'arrestation de M. Cornilleau semble indiquer que le PNPE, en tant que tel et non plus seulement quelques-uns de ses adhérents locaux, pourrait avoir joué un rôle dans les attentats contre les foyers de la Sonacotra sur la Côte d'Azur. Les enquêteurs du SRPJ de Nice auraient, en effet, établi que ce parti d'extrême droite, créé en 1985 par M. Cornilleau, ancien militant du Front national comme plusieurs de ses inculpés, avait réuni juste avant, à Paris, un congrès national au cours duquel des projets d'actions « musclées » contre les immigrés auraient été évoqués. Ce congrès avait été suivi d'autres réunions sur les mêmes thèmes.

Un examen plus approfondi des documents saisis au domicile et au bureau de M. Cornilleau permettrait de mieux cerner l'éventuelle responsabilité de celui-ci et celle d'autres dirigeants du PNPE qui doivent être entendus. Le juge d'instruction ne disposait pas, à ce stade de l'enquête, des éléments suffisants pour conclure à une initiative parisienne concernant les attentats sur la Côte d'Azur. Les policiers n'ont, en outre, fait une perquisition au siège de la Fédération professionnelle indépendante de la police à Paris qu'il n'a, semble-t-il, donné aucun résultat.

Deux personnes avaient été blessées dans l'attentat contre le foyer Sonacotra de Cannes, le 9 mai 1988, et à Cagnes-sur-Mer, le 19 décembre suivant, une personne avait été tuée et onze autres blessées, dont deux sérieusement atteintes.

GUY PORTE.

Les principales dispositions fiscales du budget 1990 sont arrêtées

Nouvelles réductions pour les revenus de l'épargne

Les dispositions fiscales du projet de budget pour 1990 sont maintenant à peu près complètement arrêtées. Le conseil des ministres du mercredi 20 n'aura donc pour l'essentiel qu'à les ratifier.

Quelques modifications importantes ont été apportées en fin de semaine aux mesures déjà connues (le Monde du 5 septembre). Elles touchent la réduction de la fiscalité de l'épargne qui ne concernera pas seulement les revenus des obligations pour lesquelles le prélèvement passera de 25 % à 15 % (ou de 27 % à 17 % si l'on prend en compte le prélèvement social qui s'y ajoute), mais aussi les titres des créances négociables (32 % à 15 %), les dépôts en comptes courants (45 % à 35 %), les profits réalisés sur les marchés à terme (32 % à 16 %). Les bons du Trésor et les bons de caisse et autres titres assimilés passeront d'un prélèvement libératoire de 45 % à 35 %, mais uniquement pour les bons et titres émis à compter du 1^{er} janvier 1990 (la fiscalité n'est pas allégée sur le stock de ces bons).

Pour le reste des dispositions fiscales, le budget de 1990 modifiera au profit des contribuables modestes le calcul de la taxe d'habitation. Celle-ci sera plafonnée à 4 % du revenu imposable. Les personnes âgées de

plus de soixante ans qui ne paient pas d'impôt sur le revenu sont déjà exonérées de cette taxe locale. En revanche, les personnes âgées de moins de soixante ans se trouvant dans la même situation n'étaient pas complètement exonérées, bénéficiant d'un abattement de 30 % sur la part de leur impôt local dépassant 1 305 F. Ces personnes seront désormais elles aussi complètement exonérées de taxe d'habitation.

Plusieurs mesures touchent le logement dans le projet de budget 1990. La première concerne la déduction forfaitaire de 15 % que les propriétaires louant un logement peuvent pratiquer sur le revenu brut de leurs immeubles urbains. Cet abattement sera ramené à 10 %.

D'autre part, la déduction d'intérêts d'emprunt pour le logement sera modifiée mais pour les seuls prêts contractés à partir du 1^{er} janvier prochain et pour les seuls personnes dont le revenu imposable par part dépassera 210 210 F, correspondant à un taux marginal de 49 % (limite inférieure de la 12^e tranche).

Enfin, la loi Méhaignerie, qui encourage fiscalement l'investissement logement quand celui-ci est destiné à la location, est légèrement modifiée. La réduction d'impôt restera de 10 %, mais son assiette (le

prix de revient du logement) passera de 200 000 F à 300 000 F pour une personne seule et de 400 000 F à 600 000 F pour un couple marié. En revanche, cet avantage fiscal sera plafonné à 15 000 F pour les personnes seules et à 30 000 F pour les couples la première année, le solde étant déduit la seconde année. Enfin, cet avantage fiscal ne pourra plus jouer qu'une seule fois. Les personnes qui bénéficient des avantages de la loi Méhaignerie verront l'abattement spécial de 35 % sur leurs revenus fonciers ramené à 25 %.

Autres modifications : la taxe de 5,15 % sur les contrats d'assurance-vie sera supprimée à partir du 1^{er} juillet 1990. D'autre part, les droits de mutation sur les fonds de commerce seront supprimés jusqu'à 100 000 F de cession, ramenés au taux de 6 % pour les cessions comprises entre 100 000 F et 300 000 F et à 11,8 % pour les cessions supérieures à 300 000 F.

Le barème de l'impôt de solidarité sur la fortune s'enrichit d'un taux marginal de 1,3 %, qui jouera pour la partie de la fortune dépassant 40 millions. Le « taux 0 » du barème jouera jusqu'à un capital de 4,1 millions.

Enfin, un taux de TVA à 2,1 % va être créé pour les médicaments remboursés par la Sécurité sociale.

SRI-LANKA

Accord entre Colombo et New-Delhi pour le retrait des troupes indiennes

NEW-DELHI
de notre correspondant en Asie du Sud

Le gouvernement sri-lankais a ordonné, dimanche 17 septembre, une vaste opération de répression contre les groupes de tueurs liés, à des degrés divers, au pouvoir et responsables de nombreux massacres ces dernières semaines. Vendredi et samedi, ces véritables « escadrons de la mort » ont attaqué trois villages situés près de la ville de Kandy, à environ 90 kilomètres au nord-est de Colombo, exterminant, selon les estimations, entre quatre-vingt-dix et cent cinquante personnes, tous des civils, femmes et enfants compris (le bilan des violences depuis le début de la semaine dépasserait trois cents morts).

Les assaillants, qui, selon des témoins, étaient habillés de vêtements militaires, ont mis le feu à une cinquantaine d'habitations. L'un des villages, Menikhianna, est réputé l'un des bastions des extrémistes cinghalais du JVP (Front de libération du peuple). Ce massacre constituerait une opération de représailles après la mort, en début de semaine, de seize personnes appartenant à des

familles de militaires et probablement assassinés par le JVP. Cette opération a, en effet, mené de tuer les membres des familles de policiers et soldats qui refuseraient de démissionner. En retour, les murs de la capitale se sont couverts d'affiches anonymes indiquant que « Douze personnes seront exécutées pour chaque famille de soldat attaqué ». Selon un porte-parole militaire, cité par l'agence Associated Press, l'enquête qui vient d'être lancée aura notamment pour but de vérifier si les armes utilisées par les « escadrons de la mort » sont les mêmes que celles dont se servent les gardes du corps des hommes politiques. Les membres du gouvernement et les parlementaires sont, en effet, auto-

risés à utiliser les services de dix gardes du corps, rémunérés sur des fonds publics.

De véritables « armées privées »

« Cela signifie, estime cet officier qui souhaite garder l'anonymat, que les deux cent vingt-cinq membres du Parlement ont au moins deux mille deux cent cinquante gardes du corps sous leurs ordres, et l'un des ministres est connu pour être protégé par plus de soixante-quatre hommes en armes ». Ces « armées privées », ajoute l'officier, peuvent facilement être transformées en « machines à tuer », puisque les forces de sécurité et la police ne feront rien pour mettre un terme à leurs actions.

Sur le vif

Rigolade patriotarde

Vous l'avez vu, vous, son super show, à mon Mimi, Valmy naissance d'une nation ? Moi, non, enfin si... De loin ! Mon poste était pris d'assaut par un commando d'étudiants, des copains à mes enfants, très Mouché comme, lancés sabre au clair contre la connerie de cette patriotarde rigolade enveloppée dans de la toile à mantes signée Buren, un pote à Dieck.

A quoi ça rime, la célébration d'une victoire sur des pays à qui on a commencé par déclarer la guerre ? Une victoire achetée à prix d'or — Mais eux s'étaient gâtés pour le rappeler, — l'or versé aux officiers autrichiens et prussiens en les priant de déserter aussi vite que leurs soldats, pris de coliques... Pas la trouille, non, la dysenterie ! Une victoire contre l'ennemi de l'extérieur qui va tourner un en plus tard, avec la Teneur, à la guerre contre l'ennemi de l'intérieur.

1792-1992. Valmy-Strasbourg. La Révolution débouche enfin sur l'Europe, qu'elle a plongée, merci Napoléon, dans un bain de sang. Alors, même si elle est née sur un champ de bataille, pourquoi monter en épingle, rouler tam-

bours, sonner clairons, cette idée de nation dans ce qu'elle a de plus de belliqueux, de plus rigard : la défense d'un territoire dont les frontières sont toujours aussi fragiles, aussi poreuses, à en croire M'sieur Mimi, pardon : M'sieur le président de la Communauté.

Qui c'est qui peut bien les guigner, nos frontières, là aujourd'hui, on peut savoir ? Pas les Sov, ils ont d'autres chats à fouetter. Non, les Prussiens, je veux dire les Allemands, de l'Ouest, de l'Est, les Allemands enfin réunis qui menacent à tous moments de nous tomber dessus à bras raccourcis !

D'accord, il s'agit de rassurer notre armée, de la caresser dans le sens du poil, de lui remonter le moral. Mais, bon, imaginez que Maggie offre à sa flotte désarmée une reconstruction de Trafalgar ! Ou encore que le père Kohl nous demande de prêter la galerie des Glaces à Versailles pour y monter le spectacle de la reddition de la France en 1870 ! Là, il y aurait vraiment de quoi crier : Aux armes, citoyens !

CLAUDE SARRAUTE.

A nos lecteurs

Un grave incident technique lié à la mise au point des nouvelles rotatives du Monde à l'imprimerie d'Ivry a perturbé, samedi, la distribution du journal (numéro daté 17-18 septembre). Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser et de croire que tout est mis en œuvre pour assurer, dans les plus brefs délais, l'acheminement régulier du Monde.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 18 septembre

Stable

Grande stabilité à la Bourse de Paris lundi 18 septembre en milieu de matinée. L'indice instantané était en très légère progression à + 0,07 %. Enregistrant une hausse les titres suivants : Lyonnaise des eaux (+ 3,1 %), Eao (+ 2,6 %), Elf Aquitaine (café) (+ 2,4 %), CFAO (+ 2,3 %). Par contre, Eurochemie, Primagaz, Pernod, Hachette, Maisons Parfums étaient en baisse. La cotation de la SAT était suspendue à l'ouverture.

Le numéro du « Monde » daté 17-18 septembre 1989 a été tiré à 572 803 exemplaires.

Fine...

Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.

CHEZ GUY SAVOY Paris 17^e

VOLVIC

BEAUX-ARTS NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

QUINTÉ +

FAUT PAS AVOIR PEUR DE GAGNER TROP !



Au Quinté+, avec les 5 premiers chevaux dans l'ordre c'est le début de la fortune. Au Quinté+, vous gagnez aussi avec les 5 premiers dans un ordre différent, les 4 ou les 3 premiers quel que soit l'ordre.

Mise minimale : 10 francs.
Jour de jeu : Chaque mardi.
Où jouer : Dans tous les points PMU.



TISSUS D'AMEUBLEMENT : LE TEST DES PRIX !

(Ou comment réaliser des économies se chiffrant à des centaines ou des milliers de francs...)

Noter les prix de beaux tissus actuels — Chintz, Jacquards, Toiles, etc. — dans des boutiques proposant des tissus « griffés ». Comparez ces prix avec les prix Rodin, pour des tissus similaires (et parfois identiques) en stock. Vous serez stupéfait de constater des différences de prix souvent énormes. Des qualités et des dessins superbes, depuis 70 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

LES TONS D'OCTOBRE

des costumes pure laine et des vestes cachemire et laine grandes griffes choisies à...

LA VOGUE
38, bd des Italiens (près Opéra)
et centre commercial Vélizy 2 — Détaxe à l'exportation

A B C D E F G